Philippe Salazar



Afrique du Sud
La révolution fraternelle

COLLECTION SAVOIR : CULTURES

HERMANN ÉDITEURS DES SCIENCES ET DES ARTS

PHILIPPE SALAZAR

Afrique du Sud
La révolution fraternelle

POSTFACE DE DESMOND TUTU :

Un miracle politique

COLLECTION SAVOIR : CULTURES

HERMANN ÉDITEURS DES SCIENCES ET DES ARTS

Table

INTRODUCTION

Le sens d'une exception

Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple doit se sentir en état de changer, pour ainsi dire, la nature humaine.

Rousseau, *Du contrat social* (II, VII)

UNE NUIT DU 4 AOÛT, semblable à celle de 1789 en France, a marqué le passage de l'ancienne Afrique du Sud à l'Afrique du Sud de Nelson Mandela, succédant à un "ancien régime" racial proche par sa vision de la société d'ordres et de privilèges de l'Ancien Régime français[1]. Le 17 novembre 1993, à la suite de longues négociations ponctuées de massacres et d'assassinats comme celui de Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste sud-africain, le régime d'apartheid finit par se rendre à l'évidence et par remettre armes et pouvoirs au front commun de l'ANC[2], du PC et du Cosatu[3] – en assortissant toutefois cette capitulation de quelques clauses de sauvegarde. La suite des événements permit de vérifier l'exactitude de la prédiction de Frederick De Klerk, dernier président de l'ancienne Afrique du Sud, lorsqu'il ouvrit enfin à Nelson Mandela, premier président de la nouvelle Afrique du Sud, les portes de sa prison du Cap, en 1990 – prédiction qui fit gronder l'ANC : "Il faudra dix ans pour que s'accomplisse la transition politique." Ce n'est qu'en mai 1999, à la suite des deuxièmes élections générales au suffrage universel, que s'achèvera vraiment cette très longue aurore de l'abolition des privilèges de la dernière oligarchie raciale.

La lenteur et le décorum presque britanniques de cette patiente évolution, le respect, parfois sarcastique il est vrai, exprimé par la nouvelle classe politique en majorité africaine envers les susceptibilités archaïques de certains Afrikaners, l'adoption par ces

1. Les historiens du droit ont montré une filiation juridique entre ces deux conceptions de l'État et de l'exercice de la souveraineté.

2. African National Congress, Congrès national africain.

3. Congrès des Syndicats sud-africains.

INTRODUCTION

Le sens d'une exception

UNE NUIT DU 4 AOÛT, rappelant celle de 1789 en France, a marqué le passage de l'ancienne Afrique du Sud à l'Afrique du Sud de Nelson Mandela, succédant à un "ancien régime" racial proche par sa vision de la société d'ordres et de privilèges de l'Ancien Régime français[1]. Le 17 novembre 1993, à la suite de longues négociations ponctuées de massacres et d'assassinats comme celui de Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste sud-africain, le régime d'apartheid finit par se rendre à l'évidence et par remettre armes et pouvoirs au front commun de l'ANC[2], du PC et du Cosatu[3] – en assortissant toutefois cette capitulation de quelques clauses de sauvegarde. La suite des événements permit de vérifier l'exactitude de la prédiction de Frederick De Klerk, dernier président de l'ancienne Afrique du Sud, lorsqu'il ouvrit enfin à Nelson Mandela, premier président de la nouvelle Afrique du Sud, les portes de sa prison du Cap, en 1990 – prédiction qui fit gronder l'ANC : "Il faudra dix ans pour que s'accomplisse la transition politique." Ce n'est qu'en mai 1999, à la suite des deuxièmes élections générales au suffrage universel, que s'achèvera vraiment cette très longue aurore de l'abolition des privilèges de la dernière oligarchie raciale.

La lenteur et le décorum presque britanniques de cette patiente évolution, le respect, parfois sarcastique il est vrai, exprimé par la nouvelle classe politique en majorité africaine envers les susceptibilités archaïques de certains Afrikaners, l'adoption par ces

1. Les historiens du droit ont montré une filiation juridique entre ces deux conceptions de l'État et de l'exercice de la souveraineté.

2. African National Congress, Congrès national africain.

3. Congrès des Syndicats sud-africains.

derniers du vocabulaire de la démocratie (eux qui naguère ne parlaient qu'une langue truffée de citations bibliques sur le "peuple élu", étrange discours théologico-politique fabriqué par l'Église réformée pour la plus grande gloire du Parti nationaliste des Vorster, Botha et De Klerk), la préservation des rituels d'État et la dignité qui accompagne, en dépit des scandales, l'exercice du pouvoir et de la citoyenneté – tout cela témoigne du fait que l'Afrique du Sud telle que nous la connaissons désormais est un rare phénomène politique, social et culturel. Aucune des prévisions de jadis, fruits de préjugés idéologiques tenaces, ne s'est réalisée. Ni le mythe, nourri par la décolonisation, du "bain de sang", ni celui, fomenté par les idéologies de la libération[4], d'un soulèvement populaire rétablissant la justice, ni, a fortiori, pour les nostalgiques de la suprématie européenne (une périphrase...), l'illusion insensée d'une Afrique du Sud en dernier bastion des "valeurs" européennes – on se demande lesquelles.

Rien de tout cela. L'Afrique du Sud est une exception politique, un démenti lancé au visage des commentateurs attitrés, la preuve cinglante enfin que le destin des nations ne relève au fond que d'elles-mêmes – si elles ont le courage, et leurs dirigeants l'habileté ou la sagesse, de comprendre que les solutions les plus faciles et les plus "populaires" ne sont pas nécessairement les plus efficaces à long terme.

À un régime qui tenait, en pleine seconde moitié du vingtième siècle, de l'ambiance du nazisme succéda une société de libertés qui pourrait appartenir de plein droit aux démocraties occidentales, en contraste avec une Afrique apparemment condamnée à la régression économique et politique. Si l'on ne regarde que la chronologie des événements, il est stupéfiant de constater à quel point cette transformation s'est opérée dans les règles – des règles si bien consenties par tous les partenaires que l'IRA comme les Israéliens sont récemment venus en Afrique du Sud pour prendre des leçons de *conflict resolution*, cet art de s'entendre qui aurait fait, selon l'historien Norbert Elias, le succès de l'Europe s'arrachant à la Renaissance de l'art de

4. Au sens de la théologie de la libération en vogue dans les années soixante-dix.

s'entretuer pour émerger au sein d'un "processus de civilisation". Il n'y eut pourtant pas d'An Un de la République : le compteur de la numérotation des lois ne fut pas remis à zéro et la Constitution de l'Afrique du Sud, modestement intitulée *Loi 108 de 1996*, atteste que la vie politique se perpétue sous d'autres formes. Or ce texte fondamental est le résultat d'un extraordinaire processus de consultation, sans précédent dans l'histoire moderne. C'est le fruit de négociations menées avec passion et gravité, où les excès oratoires des uns furent souvent tempérés par les rappels à la mesure des autres. Les moyens de communication les plus performants furent mis en œuvre, grâce au concours des nombreuses ONG – mais aussi, pour l'anecdote, des terminaux bancaires (les Sud-Africains ont eu accès à Internet bien avant les Français, par exemple). Cela permit à la population entière, y compris les non-citoyens, de participer à l'élaboration du texte fondateur de la nouvelle société.



Le déroulement du processus vaut d'être rappelé. À la suite de la libération de Nelson Mandela (février 1990) et du National Peace Accord (1992), entre 1990 et 1993, les opposants de la veille, en dépit du sang versé, se retrouvent à Kempton Park, près de l'aéroport de Johannesburg, pour forger les principes fondamentaux de la nouvelle Constitution (discussions de la Codesa). L'ancien régime de F.W. De Klerk est toujours au pouvoir, mais sous tutelle volontaire pour ainsi dire : il ne prend aucune décision qui puisse "mettre en danger le processus de négociation". Face à face, sous l'œil des caméras (quelle nouveauté, après des décennies de *black-out* médiatique et de lois de censure draconiennes !), se retrouvent les deux adversaires principaux : les nationalistes de De Klerk et la Triple Alliance de Mandela. À leurs côtés interviennent les acteurs de deuxième ordre : le DP (Parti démocratique, l'ancienne et seule opposition parlementaire), le PAC (Congrès panafricain, de tendance radicale bref, pour dire les choses aussi simplement que certains de ses leaders, anti-blanche) et l'IFP (Parti inkhata de la Liberté,

pour l'essentiel zoulou). Viennent enfin les acteurs de troisième rang : les "ultras" blancs, en partie issus de la scission des nationalistes en 1982, la gauche prolétarienne, les partis confessionnels. À cette occasion, les Sud-Africains blancs découvrent un pays réel dont la plupart d'entre eux ignoraient l'existence, ils découvrent les neuf dixièmes d'eux-mêmes. Les Sud-Africains noirs s'aperçoivent que les nationalistes, les Boers – comme nos grands-parents disaient "les Boches" – ont aussi un visage humain : ils offrent leurs excuses, en des confessions publiques inspirées des rites de contrition protestants, pour avoir fait souffrir leurs compatriotes sous l'apartheid (sans jamais toutefois affirmer que les *principes* de l'apartheid fussent faux ou fous). L'objectif premier des pourparlers de Kempton Park était de mettre fin à une véritable guerre, longue, sauvage, sanglante. Mais les partis en présence partaient de points de vue si diamétralement opposés qu'ils furent précédés de *talks about talks* – de pourparlers pour pouvoir se parler. Il fallait que les interlocuteurs s'accordent d'abord sur le sens de ce qu'ils allaient entreprendre. En toile de fond, dans la rue, des manifestations, des attentats, des assassinats, sur la scène internationale des manœuvres politiques et dans l'ombre, les coups fourrés des forces de sécurité – au point que l'on parle encore d'une "cinquième colonne" *(third force)*.



En novembre 1993, les partis tombent d'accord sur les Trente-Quatre Principes fondamentaux, qui représentent ce que nous appelons une démocratie, en y ajoutant des droits qui, en France, ne sont pas du domaine de la Constitution mais de la législation, tels que la protection constitutionnelle des enfants, des femmes, des *gays* – mais aussi des différentes langues. La Constitution de transition promulguée en janvier 1994 (Loi 200 de 1993) fait de De Klerk un président intérimaire jusqu'aux élections générales d'avril 1994, les premières au suffrage universel : que ce soit sous les Britanniques ou sous les Boers, les Noirs n'eurent jamais le droit de vote tandis que les Métis – *coloureds* – et les Asiatiques – essentiellement les

Indiens – ne jouissaient que d'un droit de représentation ou de vote extrêmement limité, même s'il fut passablement élargi dans les derniers temps. Dans l'imaginaire sud-africain, ces élections évoquent désormais des émotions aussi fortes que celles soulevées en Europe par la Libération, les manifestations de Mai 68 ou la chute du Mur de Berlin. Il faut imaginer les files d'attente où se côtoyaient, carte de vote en main, à pied d'égalité, *maids and madams* (on pourrait traduire cette plaisanterie sud-africaine par "bonnes et patronnes"), *boys* et *baas* (leur équivalent au masculin), hommes d'affaires noirs, téléphone portable à la ceinture. Les petites fonctionnaires afrikaans, arborant d'incroyables coiffures bombées empruntées aux feuilletons *Dallas* et *Santa Barbara*, voisinaient avec les jeunes rugbymen goguenards qui, la veille, n'avaient pas même le droit de sortir du lycée sans la cravate et le blazer réglementaires, et les jeunes branchés des *townships*, casquette de base-ball portée à revers. Une sorte de soudaine fête de la Fédération, une mise en évidence que la nation sud-africaine était en train de réussir l'impossible.

À l'issue de ces élections furent installés, pour cinq ans, un Sénat et une Assemblée nationale qui élut Nelson Mandela à la présidence de la République – une fonction dont la nature est plus proche de celle d'un président américain que du nôtre. Mais l'enjeu principal resta la mise au point de la Constitution. Dans la gestion des affaires courantes, la transition ménageait un gouvernement d'unité nationale puisque tous les partis ayant eu assez de votes étaient représentés automatiquement au gouvernement. Plus largement, son objectif consistait à stimuler le débat public sur la nouvelle Constitution qui devait être proposée par l'Assemblée constituante (les deux chambres réunies du Parlement), dans un délai de deux ans, à l'approbation d'une Cour constitutionnelle indépendante et nommée pour douze ans. Il y eut certes l'urgence de cette date-limite et la pression des événements internationaux : la chaîne américaine CNN diffusait presque quotidiennement des bulletins sur la situation politique en Afrique du Sud. Le Commonwealth ouvrit ses portes. François Mitterrand vint observer cet étrange phénomène – il fit remarquer, ce fut l'exorde de son allocution au Parlement,

qu'il n'avait jamais, président en fonction, pénétré dans l'enceinte parlementaire française, mettant ainsi en valeur la présence de Nelson Mandela, à titre de chef de gouvernement, sur le banc des ministres. La veuve de Martin Luther King vint apporter l'onction des puissants milieux d'affaires afro-américains. Mais la véritable urgence fut dans l'enthousiasme apporté par la Constituante à faire en sorte que la Constitution ne fût pas le produit artificiel de légistes et d'experts, mais la composition d'une nation. Évidemment, des experts furent réunis pour préparer les dossiers relatifs aux domaines essentiels autour desquels s'articulait la pensée de la nouvelle Afrique du Sud, à commencer par la décentralisation des pouvoirs. Les facultés de droit des universités libérales furent mises à contribution : celle du Cap fut chargée de gérer la saisie électronique de tous les documents préparatoires ainsi que leur service sur Internet. Le réseau des ONG qui avait, dans les dernières années de l'apartheid, constitué un système parallèle de communications et d'échanges largement soutenu par les États-Unis, ainsi que les pays scandinaves, le Conseil mondial des Églises et certains gouvernements européens offrirent leurs services à ce qu'il devint coutume d'appeler *the process* (le processus constitutionnel).

En août 1996, une première version de la Constitution, pourtant solennellement votée au mois de mai, fut rejetée par la Cour pour cause de non-conformité aux Trente-Quatre Principes des chapitres portant sur les droits civils et la décentralisation. La version définitive, enfin approuvée et promulguée à la fin de l'année par Nelson Mandela, prit effet au 1er janvier 1997 avec quelques dispositions intérimaires jusqu'à l'échéance d'avril 1999, qui n'affectent en rien l'essentiel. Elle apparut à tous comme "crédible".

Pourquoi ce mot, *crédible,* utilisé par la Constituante elle-même dans le préambule du texte ? Après de tels événements, après tant de haines et la hantise d'un holocauste racial, après tant de luttes où les Noirs, pour dire les choses vite, étaient considérés par la plupart des Blancs au mieux comme des enfants incapables de penser par eux-mêmes, où les Blancs apparaissaient à la majorité des Noirs comme des êtres à peine humains, des "bêtes",

Chronologie d'une révolution

1976	Insurrection à Soweto. Début de la politique des bantoustans : le Transkei devient prétendument indépendant.
1977	Interdiction de vingt organisations de libération, emprisonnement de journalistes.
1978	P.W. Botha succède à John Vorster comme Premier ministre (il deviendra président en 1984).
1980	Indépendance du Zimbabwe (l'ex-Rhodésie). Vague de grèves. Nelson Mandela fait publier à Londres un appel à la résistance (Appel du 10 juin).
1981	Quatre bantoustans sont désormais "indépendants" : le Transkei, le Bophuthatswana, le Venda et le Ciskei.
1982	Mandela quitte sa prison de Robben Island. Botha commence à négocier les conditions de sa libération. Scission du Parti nationaliste. Apparition d'une opposition d'extrême-droite.
1983	Référendum blanc approuvant la nouvelle constitution, qui met en place trois chambres raciales (Blancs, Métis, Indiens). Les Noirs sont toujours exclus. Campagne du Front démocratique unifié.
1984	Desmond Tutu reçoit le prix Nobel de la paix.
1985	Proclamation de l'état d'urgence. La monnaie s'effondre. Le patronat noue des contacts avec l'ANC.
1986	L'état d'urgence est prorogé. Tutu en appelle aux sanctions internationales.
1988	Interdiction de dix-sept organisations.
1989	Campagne de désobéissance civile, intensification des troubles. Botha est limogé au profit de F.W. De Klerk.
1990	Libération de Mandela. Levée de l'interdiction frappant les organisations de libération. L'ANC suspend la lutte armée. Indépendance de la Namibie, auparavant sous contrôle sud-africain.
1991	Abrogation des lois de ségrégation raciale. Signature des accords nationaux de paix. La Conférence constitutionnelle (Codesa) commence ses travaux.
1992	Un référendum blanc approuve la politique de De Klerk. Séance extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Afrique du Sud. Violences politiques, grève générale, arrêt de la Codesa.
1993	Reprise des négociations. Assassinat du secrétaire général du PC sud-africain, Chris Hani. Le Parlement tricaméral approuve une constitution intérimaire. Mise en place du Conseil exécutif de transition.
1994	Élections générales. Nelson Mandela est élu président par le nouveau Parlement.

Une semaine de février 1990

La semaine du 5 au 11 février 1990 mérite qu'on s'y arrête, tant elle fit date dans les affaires mondiales. L'histoire a parfois de telles convergences... Jugez plutôt.

Le mardi 6 février, alors que De Klerk met la dernière main au communiqué qui étonnera le monde entier, Mihail Gorbatchev force le Comité central du PC soviétique à abandonner son monopole politique. La dissolution de l'État communiste commence. Le samedi 10 février, lorsque De Klerk annonce la libération de Nelson Mandela, l'URSS accepte le principe de la réunification allemande et s'apprête à retirer ses troupes de Tchécoslovaquie. Le dimanche 11 février, Mandela quitte sa prison : depuis vingt-huit ans, aucune photographie de lui n'avait été publiée.

ce texte aura été le produit partagé d'une nation, composé de concert par des citoyens restaurés dans leur humanité de citoyen, et la découverte que l'Autre est à voix égale, à pensée égale. Il ne s'agit pas ici d'une figure de style ou d'une image philosophique, mais de la réalité d'un processus politique commun.

Par exemple, entre février et juin 1995, la Constituante se fragmenta en groupes itinérants, organisant des réunions dans les communautés les moins susceptibles d'avoir un accès direct à l'information, tenant des séances de discussion relayées par les médias et la télévision. De juillet à octobre, la Constituante se mit au travail. Il en sortit un *Working Draft* de la Constitution – le "Document de travail", publié en novembre 1995. Ce fut alors au tour des associations, des groupes de citoyens, des groupes d'intérêt divers – et évidemment des partis – de présenter au Parlement leurs idées, questions, suggestions. Aussi le texte voté en mai 1996 ne fut-il pas moins que le sixième brouillon de la loi fondamentale – copie retournée, on l'a vu, par la Cour sans qu'aucun des partenaires n'émette une critique de ce refus de certification. Les données statistiques de ce processus public

d'écriture constitutionnelle sont révélatrices : le site Internet (htpp:/www.constitution.org.za) reçut presque 60 000 visites entre septembre 1995 et janvier 1996 (dont 20 000 d'Afrique du Sud), 4 millions d'exemplaires du Document de travail furent mis en circulation de décembre 1995 à février 1996, la Constituante reçut 2 millions de propositions (en accusant réception de chacune), 120 000 personnes et 500 organisations participèrent à presque 1 300 réunions publiques, et 18,5 millions de citoyens, soit 73 % de la population en mesure de voter, furent d'une manière ou d'une autre concernés par le processus. Quelle constitution en France, ou quelle réforme constitutionnelle de fond, aura été le fruit d'une réelle participation populaire – au delà de la demande d'assentiment par référendum ou vote parlementaire ? Les "Pères fondateurs" de la démocratie sud-africaine, pour emprunter l'expression américaine, sont les citoyens eux-mêmes, et leurs élus ont formulé une question qui porte au cœur du droit politique : une loi ne doit pas seulement être légitime, elle doit être crédible – à plus forte raison la Loi fondamentale.



Alice au pays des merveilles politiques, les Sud-Africains ? Dans le *Contrat social,* Rousseau s'était posé une question fondatrice de la démocratie moderne : celle de la distance entre le Souverain, le peuple, et le Pouvoir. En théorie, les deux coïncident, et le souverain exerce le pouvoir. En pratique, le souverain, le peuple, délègue à ses représentants, les députés, l'exercice effectif de la souveraineté. De souverain, le peuple devient électorat et donne au Parlement le droit de – c'est le sens du mot – "parler pour" lui. On sait comment cette distance se creuse vite et fort, et comment l'électorat perd de vue qu'il est souverain, et le Parlement qu'il n'est pas souverain. Seules les révolutions, et parfois les référendums[5] qui en

5. Le référendum est aussi, faut-il le rappeler ? l'une des inventions de Napoléon pour gérer l'héritage politique de la Révolution.

sont la forme atténuée, ramènent à leur point de jonction la souveraineté et l'exercice de la souveraineté. L'exception sud-africaine consisterait bien à réduire la distance entre le souverain et le pouvoir comme se réduit une fracture, à son minimum. L'ossature soudée de la démocratie politique et de l'État de droit. Parmi les grands changements politiques récents – la révolution iranienne, l'explosion du bloc soviétique, la chute négociée de l'apartheid –, de ces changements impensables sauf, peut-être, pour les plus avertis, nul n'a produit un tel mouvement de souveraineté populaire. L'Afrique du Sud de Nelson Mandela est un cas unique dans l'histoire des démocraties. Or les Sud-Africains possèdent un sens aigu de cette exception. Mais cette exception elle-même, et leur sentiment d'avoir réussi là où d'autres (la Russie ?) sont en passe de rater le coche, posent un certain nombre de problèmes et illustrent des mécanismes politiques et sociaux uniques. Le plus stupéfiant et le plus immédiat mérite de retenir l'attention : la manière dont une nation se réconcilie avec son passé et fait la paix avec elle-même.

I

Réconcilier une nation

TOUT AU LONG DES ANNÉES DE COMBAT et de résistance, au delà des considérations idéologiques et militaires, la force juridique de l'ANC reposait essentiellement sur une décision des Nations Unies déclarant l'apartheid un crime contre l'humanité. Il faut rappeler que l'Afrique du Sud n'était entrée qu'au risque de graves tensions internes aux côtés des forces alliées dans la Seconde Guerre mondiale. Son Premier ministre, le Field Marshall Smuts, plus tard chancelier de Cambridge, eut du mal en effet à convaincre les nationalistes afrikaans de la nécessité de ranger l'Union sud-africaine contre l'Allemagne de Hitler, qui leur offrait déjà des points de repère idéologiques. Le risque d'une révolte intérieure fut tel que nombre des futurs dirigeants de la République sud-africaine passèrent la guerre dans des camps de détention. La victoire électorale de 1948, qui remit l'Afrique du Sud aux mains des nationalistes pour presque un demi-siècle, fut aussi une revanche contre cet engagement parmi les puissances de ce qu'on appela bientôt le "monde libre". Ironie de l'Histoire puisque, sous la houlette de Smuts, un militaire philosophe, rêvant de ce qu'il nommait un "holisme" social – version anglaise de l'humanisme ou de l'unanimisme des années trente à cinquante en France –, l'Afrique du Sud fut l'un des fondateurs des Nations Unies. Trente ans plus tard, cette même institution, après avoir condamné l'annexion effective de l'ancien Sud-Ouest africain allemand – la Namibie actuelle –, condamnait l'essence même du régime de Pretoria. En retour, l'ANC gagnait une légitimité internationale largement comparable à celle de l'OLP – et pour des raisons similaires, et selon une décision de l'ONU sur le sionisme étrangement parallèle à la mise au ban de l'apartheid. L'Afrique du Sud fut ainsi suspendue en 1974, lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de l'ONU. Mais en établissant un tel lien

entre les crimes nazis et la gestion politique de l'Afrique du Sud, bref en transformant tout acte du gouvernement sud-africain en acte criminel, l'ONU formulait une éthique du politique dont les nouveaux gouvernants du pays devraient, "à la libération", prendre acte.

De fait, durant toute la période des négociations allant de la libération de Nelson Mandela (1990) à la promulgation de la Constitution transitoire (1994), qui aboutit à une sorte d'armistice puis de paix négociée entre les parties rivales d'une véritable guerre civile, l'ombre de la déclaration de l'ONU ne cessa de se projeter sur les pourparlers. Si l'apartheid était effectivement un crime contre l'humanité, il faudrait bien engager des procès de Nuremberg, mettre en place des tribunaux impartiaux, réunir les pièces d'une histoire sauvage et complexe, déterminer les chefs d'accusation, peser les responsabilités, juger et infliger des peines – sauf la peine de mort, essentielle en ces affaires mais contraire au programme politique de l'ANC et effectivement supprimée en Afrique du Sud. Or, politiquement, la transition de l'ancien régime racial vers la démocratie sud-africaine était, aux dires de tous, une situation de *no winner takes all* : ni vainqueurs ni vaincus, mais des forces égales qui décident de déposer les armes et de traiter.

On peut épiloguer sur les raisons pour lesquelles F.W. De Klerk prononça son fameux discours au Parlement de février 1990 supprimant l'état d'urgence, rétablissant les libertés politiques et annonçant la libération de Nelson Mandela. Agissait-il ainsi par calcul (sous la pression du président Bush), par conversion sincère (parfois attribuée à sa foi protestante) ou sous la pression des hiérarques nationalistes décidés à sauver ce qu'ils pouvaient du désastre désormais inéluctable ? Il ne faut pas oublier que l'ampleur de l'appareil militaire et policier incitait certains dirigeants à penser que l'issue fatale serait lointaine, et même parable – surtout après la disparition du bloc soviétique. Une chose reste indiscutable : une fois prise la décision de traiter, et l'ANC ayant accepté de négocier, le régime d'apartheid, s'il restait en théorie un crime contre l'humanité, ne pouvait plus passer en jugement. La politique l'emportait sur l'éthique. Il n'y aurait ni massacres de Septembre, comme sous la Révolution, ni épuration, comme à la Libération.



Une question, une hantise, subsistait pourtant, quasiment insoluble : au sein de cette nouvelle nation, dont les neuf dixièmes des habitants avaient subi durant un demi-siècle un ordre de fer, comment faire accepter l'idée que les meurtres, les déportations, les destructions, les tracas quotidiens, les insultes et simplement la haine devaient être oubliés afin que l'avenir soit le meilleur des mondes politiques possibles ? Et comment amener ceux qui, dans la minorité blanche, avaient joui de privilèges quasiment féodaux à accepter cette nouvelle Afrique du Sud et à se résigner, sans révolte, à n'être que des citoyens ? Il fallait d'abord que la classe politique réalisât sa propre pénitence : s'entendre avec l'adversaire en écartant la pensée d'une revanche, afin de proposer à la nation une solution de réconciliation. Les dirigeants donnèrent le signal : F.W. De Klerk présenta publiquement ses excuses pour les souffrances endurées par ses compatriotes noirs au nom d'une politique dévoyée – même s'il n'affirma jamais que la doctrine fabriquée par Hendrik Verwoerd dans les années cinquante et soixante était fondamentalement perverse, il a toujours proclamé que son application le fut. Nelson Mandela l'accueillit comme un homme de bien. L'un et l'autre devinrent lauréats du prix Nobel de la paix.

Mais comment donner à cet exemple venu d'en haut une assise sociale – car c'est seulement de cette réconciliation nationale que pouvait naître une véritable démocratie, au delà des raffinements et des rouages politiques des nouvelles institutions ? La pensée première en revient à Desmond Tutu, autre prix Nobel de la paix[1], qui trouva, avec d'autres, la solution de cette aporie politique : pour réconcilier la nation, il faut commencer par faire en sorte qu'elle sache ce qui s'est passé sous l'apartheid. Il faut commencer par demander aux acteurs du drame de raconter le drame,

1. L'Afrique du Sud compte quatre prix Nobel de la paix, dont deux ont été présidents de l'ANC ; en 1991, le Nobel de littérature a été attribué à Nadine Gordimer, également membre de l'ANC.

sans qu'ils aient à craindre représailles et vengeances. Il faut que victimes et bourreaux viennent dire comment ils vécurent l'apartheid afin que, du brouillard de la propagande de l'État et des mouvements de libération, surgissent enfin les voix et les visages des individus, les actes réels et quotidiens, les peurs et les joies, les espoirs et les désespérances. Réconcilier une nation, c'est d'abord rassembler les cent actes divers de ses individus, faire en sorte que les uns écoutent les autres, bref opérer un travail "politique" de sa mémoire, au sens le plus aristotélicien du terme, un "rassemblement" de vies et de souvenirs, une "réconciliation". Encore faut-il que ces narrations soient véridiques, que les témoins montés à la barre ne mentent pas, ne se déguisent pas, n'ajoutent pas aux dommages de l'apartheid l'insulte du mensonge.



Première scène de la Commission de Vérité et Réconciliation (Truth and Reconciliation Commission ou TRC), instituée dans l'élan des négociations et considérée comme le seul véritable processus éthique de transition entre l'ancien ordre et la nouvelle république – par opposition aux mécanismes juridiques, économiques et politiques.

Le capitaine Jacques Hechter est entendu par la TRC. Il a assassiné des insurgés (le terme fréquemment employé est *activist*). Il offre de tout révéler sur ces assassinats politiques. Si la TRC est convaincue qu'il a effectivement dit la vérité, toute la vérité, et que ses raisons étaient strictement politiques et non crapuleuses, elle accordera l'amnistie. Hechter ne pourra plus être poursuivi en justice, pénale ou civile. À défaut, la Commission pourra formuler un avis recevable par une cour de justice – si des poursuites sont engagées. Il faut préciser que de telles confessions concernent souvent des assassinats dont personne n'avait entendu parler, ou dont les proches des victimes ne soupçonnaient pas la véritable nature. La TRC n'entend que les affaires de *gross violations of human rights, severe ill treatment* – infractions graves aux droits de l'homme, mauvais traitements de nature grave – qui participent d'un "programme systématique d'abus".

Dans le cas du capitaine et de sa demande d'amnistie, il s'agit bien de violation majeure des droits de l'homme : assassiner un adversaire sur ordre, à la différence de l'arrêter et de le remettre à la justice. Sa confession, relayée par les médias, entre dans une anthologie de récits où l'horreur des détails le dispute à la nécessité de tout dire :

> Je me souviens d'une occasion où j'ai ligoté un activiste à un poteau téléphonique. On le fit exploser avec un mine anti-personnel pour faire croire qu'il s'était tué lui-même en essayant de faire sauter le poteau. Je ne me souviens pas comment on l'avait tué. Il était déjà mort quand on l'a fait sauter. Je ne me rappelle pas qui était présent. Je ne me rappelle pas non plus l'endroit. Je n'en suis pas "certain à mort" [l'expression anglaise est encore plus sinistre dans sa vulgarité : *dead-certain*], mais je crois bien qu'un deuxième activiste a pu être éliminé de la même manière. Si on me posait la question de savoir si un tel incident n'a pas eu lieu, je serais incapable de répondre. Je n'en garde qu'un souvenir flou. Je ne voudrais pas que le fait que je ne peux pas donner de détails soit pris pour de la mauvaise volonté. Les informations incluses dans ma déposition représentent vraiment tout ce que je me rappelle.

Le plus étrange dans cette confession reste que l'assassin ne se souvient de rien : qui ? où ? quand ? comment ? Seule lui reste en mémoire l'une des méthodes utilisées par les services de sécurité pour maquiller un crime et, du même coup, transformer la victime en terroriste au cas (improbable, mais il y a eu des exemples) où la justice se mêlerait de l'"incident". Paradoxalement, le régime d'apartheid était en effet celui d'un État de droit, doté d'une forte armature juridique, et non pas, ce qui aurait été contraire aux habitudes de pensée de l'élite raciste, un État d'arbitraire : de rares juges et avocats s'illustrèrent d'ailleurs à prendre l'État dans ses propres filets. Que veut donc le capitaine, puisqu'en même temps il affirme souffrir de traumatisme psychologique *(post-traumatic stress disorder)* ? Il raconte

un événement qui le hante, qu'il veut écarter de sa mémoire. Il veut "reprendre une vie normale, mettre tout ça derrière lui", comme le disent des centaines de ses collègues venus déposer sans qu'on le leur demande : car il faut aussi que les confessions viennent des assassins eux-mêmes, la TRC n'a pas le droit de procéder à des mises en accusation – si elle a toutefois le pouvoir de faire comparaître des témoins.

Un autre leitmotiv de ces confessions est qu'"il est impossible de décrire les choses comme elles se passaient à cette époque" et que désormais "ma vie est vide". La plupart des confessions sont publiques, elles se déroulent dans les localités mêmes où furent commises les exactions ; les familles sont présentes et, souvent, lorsqu'un assassin se transforme en pénitent, qu'il éclate en larmes et que, se tournant vers la famille de sa victime, il murmure un *I'm sorry*, il n'est pas rare de voir les proches acquiescer, pardonner. Les experts en psychologie convoqués par la TRC parlent d'"anomie", présentent ces policiers comme les victimes d'une culture machiste, une *male dominated culture*, traçant une équivalence douteuse entre l'apartheid et l'excès de masculinité.

Mais la TRC est prête à tout écouter, à peser tous les éléments, à accepter enfin que ces crimes font partie d'un drame humain plus radical : l'apartheid aurait déshumanisé les bourreaux autant que les victimes. C'est la mission de la TRC de faire en sorte que la nation se ressaisisse et, pour citer le parent d'une victime, que "chacun redevienne humain".

Autre scène, autre leçon. En août 1980, un automobiliste blanc, Frederick Jansen, roule sur la route nationale longeant les cités noires, les *townships*, de Crossroads et Nyanga, au Cap. Il ignore que ce jour-là on commémore tardivement l'insurrection de juin 1976, qui précipita la phase dure de l'apartheid. Un millier de jeunes Noirs entourent la voiture, la bombardent de pierres et l'incendient. Comme on dit, il était présent au mauvais moment au mauvais endroit. Tel un cadavre vivant, Jansen reste au bord de la route. Il meurt le lendemain. Une photo de presse, hantée par son regard tuméfié, donne une idée de ce que à quoi put ressembler l'anonyme victime du capitaine Hechter. La TRC est saisie par l'un de ses

assassins – un, sur un millier – qui, à la différence de Hechter, avait été condamné pour meurtre avec onze de ses camarades, envoyé à la prison de Robben Island, puis libéré en 1991. Afrika Hlapo a trente-sept ans ; il en avait vingt lors du drame, il a passé dix ans en prison pour un crime collectif. Pourtant, il veut que la TRC l'entende. Pourquoi ? "Je sollicite votre pardon", dit-il aux familles de Frederick Jansen et de George Beeton (la deuxième victime). Pourquoi ? "La TRC doit se donner le temps d'accomplir sa tâche. Nous sommes entrés dans la lutte non pour nous venger des Blancs, mais pour bâtir un monde meilleur pour les gens, blancs et noirs – plutôt que de faire des combinaisons politiques et de gagner des points sur l'adversaire." Là réside un autre thème de ces confessions spontanées : la réconciliation passe par le sentiment que l'exposé des faits et des motifs permet à l'Autre de mieux comprendre non pas ce qui s'est passé, mais la tâche à accomplir. Au delà du pardon et du rituel public de commémoration d'une mort qui semblait inexplicable, injuste, effet d'un concours de circonstances, les uns et les autres sont appelés à prendre la mesure de ce qu'il faut bien appeler l'élément "fraternel" ou "amical" au cœur de la démocratie.

Dernière scène. Le 30 décembre 1993, après la signature des accords et à la veille de la mise en vigueur de la Constitution intérimaire, l'APLA[2] décide d'attaquer une cible civile[3]. Les "insurgés" (ou les terroristes ?) choisissent le Heidelberg Tavern. Le quartier est charmant avec ses minuscules cottages chaulés et ses étroites maisons à étage aux balcons de fer forgé croulant sous les bougainvillées, ses mosquées miniatures peintes en vert et rose et ses églises imitant l'architecture romane, ses rues tortueuses où les *bergies* – des clochards hauts en couleur et forts en vin – jacassent dans un afrikaans savoureux, vous donnent du *honey* et du *darling* lorsque ces dames ont besoin d'un litron ; un quartier d'étudiants et

2. Armée populaire de Libération de l'Azanie (terme par lequel on désigne l'Afrique du Sud dans l'extrême-gauche noire).

3. À cette date, le PAC, branche politique de l'APLA, n'a pas encore suspendu la lutte armée, en dépit des accords déjà conclus.

d'artistes, un quartier mixte, comme on disait, où vivent Blancs, Noirs, Métis. Tradition oblige au Cap : l'avant-veille du jour de l'An marque le début des festivités du carnaval[4]. Des dizaines de troupes de chanteurs métis chamarrés, coiffés de canotiers, grattant le banjo, descendent du quartier malais et font danser toute la ville. L'ambiance est d'autant plus chaude que l'année nouvelle apporte la certitude d'une victoire de l'ANC aux élections générales, Nelson Mandela faisant déjà figure de président. Mitraillage au Heidelberg : quatre morts, cinq blessés graves, des dizaines de blessés légers. Audience de la TRC. L'un des grands blessés, le visage tendu par la douleur, manœuvre son fauteuil roulant et demande aux trois membres de l'APLA (déjà condamnés et en prison) qui sollicitent l'amnistie la raison pour laquelle ils ont lancé cette attaque, à quatre mois des élections. Dialogue de sourds. L'un des membres de l'APLA répète qu'il était un soldat, qu'il devait obéir aux ordres et que le PAC n'avait pas suspendu la lutte armée. L'invalide, en larmes, veut savoir. L'autre lui répond : "Tu ne comprends pas parce que tu ne peux pas ressentir la douleur qu'on subissait." Deux douleurs. Et vient la demande de pardon. Mais quel est le sens d'un pardon que l'on demande à des victimes à qui l'on dit, du même souffle, qu'elles ne peuvent pas comprendre ? Le rituel de la demande du pardon est en fait une manière d'admettre qu'ôter une vie est un crime, mais qu'il est commis pour des raisons qui appartiennent à un autre univers moral et révèlent le gouffre qui séparait, et sépare encore parfois, les adversaires.

Le même cas de non-réconciliation se retrouve dans la confession des deux assassins (également condamnés et en prison) du secrétaire général du PC, Chris Hani : en demandant l'amnistie, ils réaffirment avoir agi selon leur conscience. Mais si la prestation des membres de l'APLA put paraître hypocrite, le refus de Clive Derby-Lewis d'exprimer aucun remords pour le meurtre de Hani souleva un tollé. Pourquoi ? Parce que, sous l'impulsion de Desmond

---

4. La tradition date plus ou moins du passage du vaisseau américain *Alabama* durant la guerre de Sécession.

Tutu, la TRC a pris en charge une sorte de redressement moral. C'est à ce point que se situe aussi la supplique de réconciliation adressée par Desmond Tutu à Winnie Madikizela-Mandela, qui comparaissait à titre de témoin, mais ne demandait pas d'amnistie : elle se devait d'exprimer ses excuses pour les crimes commis par au moins un de ses gardes du corps. C'est là que se situe l'éthique politique du pardon et des excuses, un phénomène extrêmement rare et dont on cherche en vain un équivalent contemporain[5].

La loi portant création de la TRC ne laisse planer aucun doute sur l'objectif éthique de ses travaux : aider à promouvoir "l'unité nationale, le bien-être de tous les citoyens sud-africains et la paix, [ce qui] requiert une réconciliation entre le peuple sud-africain et une reconstruction de la société". La TRC, en effet, ne se contente pas d'entendre (parfois avec une impatience à peine dissimulée) les sbires de l'ancien régime à qui leurs crimes donnent maintenant des cauchemars ou les dangereux pieds-nickelés de la lutte armée, ou d'écouter des litanies d'horreurs[6] qui, souvent, forcent l'ancien archevêque à faire retraite et oraison avant de pouvoir poursuivre l'audience. À la fin de 1996, la Commission avait enregistré presque 7 000 demandes d'amnistie et en avait déjà examiné près de 1 700 ; elle n'en avait accordé que soixante-treize, la plupart à la suite d'audiences publiques. Par ailleurs, la TRC est habilitée à recevoir toute requête, individuelle ou collective, qui, sans être une demande d'amnistie, porte témoignage sur l'apartheid – une occasion saisie en particulier par les partis politiques. Mais la Commission s'est aussi déplacée, tel un char de justice, à travers tout le pays : lors de ses pérégrinations parmi des populations isolées, lointaines ou au contraire assommées par la vie de ghetto ou murées dans leurs certitudes, elle aura diffusé la grande narration collective des malheurs et des héroïsmes des années d'apartheid. Souvent, elle a mis en place une assistance sociale, distribué des

5. Le Moyen Âge et l'époque classique, dont la sphère publique était perméable à la théologie, connurent des rites de contrition.

6. Les activités de l'escadron de la mort, le Vlakplaas, sont un catalogue d'atrocités.

aides médicales d'urgence ou des subsides, humbles comme le don d'un fauteuil roulant à un vieillard dont la famille avait été décimée par la violence des *townships*. Sa mission consiste à réparer les dommages moraux. Certaines requêtes, extrêmement simples, concernent les rituels sociaux de commémoration (de l'argent pour la plaque tombale d'un proche assassiné). D'autres, en revanche, sont présentées par des communautés entières, comme la *township* de Bongolethu désireuse de savoir qui, dans la ville d'Oudtshoorn, la ville blanche, est responsable du harcèlement qu'avaient subi ses activistes. L'un des commissaires résuma simplement la raison de pareilles demandes, rares de la part de communautés : peut-on vraiment espérer que les gens vont pardonner et se réconcilier alors qu'ils vivent encore dans la pauvreté la plus abjecte ?



C'est ici que l'on touche au cœur de cette notion de réconciliation telle que Desmond Tutu l'entend, et qui est au centre d'une forte controverse. S'il insiste tant sur la nécessité du remords et de la demande de pardon, la raison n'en est pas qu'il veut donner à la loi un tour théologique, fondé sur la notion de péché : il sait très bien que certaines demandes d'amnistie sont des tissus de mensonges grâce auxquels on dissimule mieux parce qu'on fait semblant de dévoiler, en pleurant des larmes de crocodile et se versant des cendres sur la tête. En revanche, en bon moraliste, il sait que l'amnistie sans pénitence ne signifie rien. Comment donc, hors du religieux, obtenir que fassent pénitence ceux qui demandent l'amnistie, ceux à qui on l'accorde, mais aussi ceux qui doivent passer par les fourches caudines des audiences publiques ? Et comment obtenir que les victimes ou leurs proches fassent, eux, le sacrifice de ne ressentir ni haine ni désir de vengeance ? L'acte de réconciliation, comme le soutiennent certains commentateurs, suppose ce double sacrifice : que le coupable renonce à l'idée que le mal était justifié ("les ordres !") et que la victime renonce au désir de rétribution. Dans la sphère politique, l'exigence que formule la TRC est d'une étourdissante simplicité : que les dirigeants donnent l'exemple

du sacrifice. Mais quels dirigeants ? Non seulement les chefs de partis, mais tous ceux qui, dans l'exercice public de leurs activités propres, semblent avoir avalisé l'apartheid ou, dans le cas de Winnie Madikizela-Mandela, semblent avoir transformé la résistance armée en guerre personnelle. Lorsque le sacrifice émane des grands partis, des multinationales, des établissements bancaires et de la magistrature, alors effectivement la réconciliation devient chose tangible. Les larmes ne coûtent rien. Mettre en place un programme d'apprentissage : excellente pénitence pour un industriel qui aura, grâce à l'apartheid, profité de l'absence de vrais syndicats et d'une main d'œuvre taillable et corvéable à merci.

Jetons donc un regard sur la manière dont la réconciliation, au delà de l'impact psychologique indéniable qu'ont les scènes relatées plus haut[7], a travaillé le champ du politique et de la société civile. Il ne s'agit pas tant d'amnistie que du vœu exprimé par la plupart des partenaires sociaux de faire la paix avec eux-mêmes, et de s'expliquer. Les Églises ont donné l'exemple, à commencer par l'Église réformée hollandaise, pilier de la théologie raciale – à l'exception de quelques pasteurs et, dans les années quatre-vingts, d'un groupe de quarante théologiens de l'université de Stellenbosch qui affirmèrent la nature peccative du racisme. Même les anglicans, sous Desmond Tutu, et les catholiques, qui dénoncèrent l'aparheid comme "intrinsèquement diabolique" dès 1957, ont fait amende honorable et demandé pardon devant la TRC pour leur "léthargie et acceptation" de la situation à tel ou tel moment. Les autres confessions ont suivi, des méthodistes aux musulmans. Seule exception : la Synagogue reste toujours divisée entre ceux qui, comme l'association anti-apartheid Jews for Justice, pensent que les liens étroits entre l'ancien régime de Pretoria et Israël furent un scandale et ceux qui estiment que la communauté a fait ce qu'elle a pu, compte tenu des circonstances. À cet égard, un vif débat entoure la personne d'un haut magistrat de confession juive qui appliqua inlassablement les lois d'apartheid.

---

7. Elles continuent d'ailleurs à se dérouler, même si la TRC a cessé de recevoir les demandes en mai 1997 tout en poursuivant ses audiences.



Tous les grands partis politiques sont venus déposer et contribuer à la narration collective des faits et gestes de l'apartheid. Il est facile d'imaginer ce que racontèrent[8] l'ANC ou le Parti démocratique, la seule opposition parlementaire qu'eut jamais le régime de Pretoria (et la seule véritable opposition sociale-démocrate que connaisse de nos jours l'ANC). Néanmoins, le plus stupéfiant reste bien le récit des faits présenté par le Parti nationaliste de F.W. De Klerk en avril 1997, juste avant la clôture des soumissions. Le texte lu par De Klerk, un brillant exercice de rhétorique, opère une reconstruction de l'histoire de l'apartheid. Il offre un scénario plausible ou vraisemblable des intentions réelles, et des responsabilités, de ceux-là même qui inventèrent, mirent en place et gérèrent un État de terreur. De Klerk, orateur de son parti, commence par offrir sa version de la chronologie du régime, où il distingue quatre périodes : 1948-1960, l'apartheid dur ; 1960-1978, le développement séparé ; 1978-1990, réforme et conflit révolutionnaire ; 1990-1994, négociations et normalisation. À l'intérieur de ce scénario, il admet que les deux premières phases du régime furent des "échecs" et que les politiques étaient "inopérantes" – mais que les unes et les autres "découlaient de bonnes intentions". Il avance ensuite que la fin des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix, sous P.W. Botha et sous lui-même, marquèrent une période de "réforme et de transformation". Contre cette opinion, et faisant écho à un rapport du Commonwealth qui parlait alors d'un "holocauste", l'ANC rappela les 4 millions de personnes déplacées, les 80 000 emprisonnements arbitraires, les 32 000 victimes civiles (dont 12 000 morts) et un nombre croissant d'assassinats politiques entre 1990 et 1993. À quoi il convient d'ajouter les 22 millions de rands[9] dépensés par le gouvernement De Klerk en 1991-1992, en pleines négociations, sans doute pour

8. Le mot est employé à dessein : les partis *racontent* comment ils se sont comportés, ils portent témoignage.

9. Environ 64 millions de francs, au taux de change de l'époque.

financer des opérations de "sécurité". Le Nobel de la paix déclare qu'il est "véridique" – et la logique de la TRC exige qu'on croie qu'il dit ce qu'il pense : "Il est tout à fait incorrect de faire référence à nos gouvernements [celui de Botha et le sien] comme à des gouvernements d'apartheid. Notre objectif premier fut le démantèlement de l'apartheid." De Klerk se comporte ici en historiographe du régime, et la logique de cette rhétorique du vraisemblable a pour conséquence l'acceptation d'une "responsabilité d'ensemble" pour les souffrances infligées et le refus de toute responsabilité particulière pour des actes précis commis par les forces de sécurité. Un analyste proche de l'ANC a pu parler de "calcul glacial". Il s'agit aussi d'un conflit de mots : l'enjeu est, d'une part, de savoir qui offrira la version la plus crédible (pour son électorat, pour le monde extérieur, pour la postérité) et, d'autre part, de faire en sorte que les responsabilités soient partagées.

Un débat apparut alors, qui semble nous replonger dans l'Ancien Régime, sur la notion de "guerre juste". L'argument subreptice de De Klerk repose sur une double fondation : d'une part, il constate l'écart entre de bonnes intentions et une mauvaise gestion, tandis que, d'autre part, il affirme qu'en temps de guerre le général n'est pas responsable personnellement des exactions commises par la piétaille. La question se pose donc de savoir si les nationalistes menaient une "guerre juste" – autant que l'ANC à qui, d'emblée, est accordé ce privilège[10]. Lors d'un débat public sponsorisé par le ministère helvétique des Affaires étrangères, deux positions se sont affrontées. Le président du Freedom Front[11], Constand Viljoen, ancien chef d'état-major général des armées, soutient que ni les forces d'apartheid ni les mouvements de libération (l'ANC et le PAC) n'ont le droit de se réclamer d'une guerre juste. À quoi l'ancien chef des opérations militaires de l'ANC, Ronnie Kasrils, devenu ministre adjoint à la Défense, rétorque

10. En vertu de ce principe, certains abus commis au camp d'entraînement Quatro et dénoncés par Amnesty International restent à ce jour impunis.

11. Le parti des "irrédentistes" afrikaans, qu'il ne faut pas confondre avec l'extrême-droite néo-nazie d'Eugène TerreBlanche.

que le concept s'applique à ses camarades et non à ses adversaires. Viljoen base l'essentiel de son argumentation sur la pratique systématique du terrorisme d'État. L'État d'apartheid aurait dû mener une guerre dont la violence fût "proportionnelle", sans jamais mettre en danger les populations civiles. Kasrils, acceptant les critères de son interlocuteur, affirme que l'ANC ne prit la décision de la lutte armée que comme ultime recours et que le but, mettre fin à une oppression, était "juste". Les actes de terreur commis par l'ANC sont qualifiés d'"aberrations" et d'"écarts" de conduite. L'intérêt de cette discussion n'est pas tant dans l'échange des arguments que dans le fait qu'elle ait eu lieu simplement, calmement, lucidement. Elle éclaire en retour la position des nationalistes, en miroir de celle de l'ANC : il y eut des "écarts", mais la guerre que nous menions était juste.

Le débat en est resté là. Du moins pour les chefs. Pour la troupe, dont ceux-ci affirment ignorer pourquoi et comment ses tirailleurs ont pu commettre de telles atrocités, la question de la responsabilité se présente évidemment sous un autre angle. La TRC devient la scène d'affrontements entre d'anciens policiers et l'ancien ministre de la Loi et du Maintien de l'Ordre (c'était son titre) : affrontements aigres (du genre : "Vous nous laissez tomber, c'est nous qui payons les pots cassés..."), affrontements de vocabulaire. Lors de la déposition de l'ancien gouvernement, le ministre en question – qui tenait entre ses mains le sort réservé aux assassins du commando Vlakplaas – n'a pas caché son irritation devant l'insistance de Desmond Tutu : "C'est la dernière chance que vous avez de faire face à l'horreur de votre passé." Face à ce contentieux purement moral, puisqu'il ne s'agit en l'occurrence ni d'une cour de justice ni d'une amnistie, il a répété que ses ordres d'"éliminer" ou de "retirer" un opposant "de façon permanente de la société" n'auraient jamais dû être interprétés comme des mandats d'exécution, et qu'aucun ministre n'est tenu de suivre toutes les affaires "sur le terrain". La leçon de cette déposition serait un cas classique de "pragmatique du discours", comme disent les linguistes : une expression n'a de sens que par le sens que lui donnent ceux qui en déduisent une action. Elle n'en constitue pas moins l'épisode sombre d'un cours de

sémantique affolée, atroce et criminelle. Pourtant, à en peser les termes, elle possède une portée plus générale et constitue un excellent exemple de rhétorique politique (que l'on pense aux débats en France sur ce que voulait dire "l'État" sous l'Occupation). Autant dire que la TRC, accumulant dépositions et témoignages, constitue de fait les archives du discours sur l'apartheid et contre l'apartheid, qu'elle opère un formidable archivage de la mémoire vivante de ses actes et de ses acteurs. On ne voit d'équivalent que dans le projet des Archives de l'Holocauste – récits des survivants, mémoire orale.



Il y eut d'autres acteurs et presque tous sont montés à la barre, pour ainsi dire. La magistrature reste une exception. À ce jour, elle a refusé de présenter son témoignage même si, sous l'impulsion du ministère de la Justice et grâce à un financement canadien, un programme sur cinq ans a été mis en place en 1997 visant à recycler juges et magistrats, désormais appelés en exercer leurs fonctions dans un cadre juridique nouveau. Avec la nouvelle Constitution, le fondement du droit est le *Bill of Rights*, en harmonie avec la pratique des démocraties occidentales et, sur certains chapitres, en avance sur elles, fruit des débats des deux dernières décennies sur les droits de l'homme. Ce *Bill of Rights*, ces "droits fondamentaux", impose aussi une nouvelle jurisprudence qui rend caduques les procédures, l'interprétation du droit et la jurisprudence telles qu'elles s'étaient continuement développées depuis le dix-septième siècle[12]. La Cour suprême – à la fois Cour de cassation, Cour d'appel et même Cour d'assises – organise des séminaires sur ce nouveau droit et ses implications. Il reste que, sous l'apartheid, la magistrature, les juges en particulier, appliquaient des lois iniques[13] et qu'ils devaient

12. Signe des temps : les départements universitaires de *Roman Dutch Law* se sont transformés en départements d'Histoire ou de Méthodologie du droit.

13. L'apartheid fut aussi une énorme machine à fabriquer des lois : F.W. De Klerk est avocat de profession.

souvent choisir entre deux interprétations, *in favorem libertatis* – en faveur de l'accusé – ou en faveur de l'État. Un exemple : certains juges exercèrent scrupuleusement leur droit de visite en prison, sans préavis donné à la police. D'autres non. On imagine la différence que cela faisait pour les prisonniers politiques. Certains juges et certains procureurs généraux découvrent, à leur stupéfaction, que l'exercice de leur magistrature était inscrit dans des conditions politiques, jamais neutre et toujours lourd de conséquences. Aucune chasse aux sorcières, seulement la nécessité, devant la TRC, de faire la part du feu. La magistrature fait pénitence en retournant en classe et en rouvrant ses cahiers, sachant que désormais, au-dessus des juges et du parquet, il existe une institution unique et nouvelle, la Cour constitutionnelle : indépendante et souveraine, elle dispose de pouvoirs plus étendus que la Cour suprême des États-Unis, selon des procédures de recours extrêmement simples. C'est elle qui "dit le droit" de sa propre initiative lorsqu'elle le juge bon, c'est elle qui décida, dans l'esprit du *Bill of Rights,* de supprimer la peine de mort – décision qui, dans les démocraties occidentales, relève toujours du pouvoir législatif ou référendaire. La terrible leçon de morale donnée aux institutions judiciaires est que le droit est toujours relatif et qu'il s'exerce toujours sous certaines conditions. En ce sens, la Cour constitutionnelle est fidèle à la logique éthique de la TRC.



Le patronat se trouve dans une situation similaire. Lorsque la South African Chamber of Commerce (à la fois conseil du patronat et chambre nationale de commerce) dépose devant la Commission, elle évite toute responsabilité sociale ou politique. En 1993, au moment des négociations de la Codesa, cela ne l'a pas empêchée d'inciter les parties en présence à ne pas recourir au vote à la majorité simple pour résoudre des points difficiles, ni d'insister pour faire adopter un droit de vote des entreprises dans les élections civiles (une sorte de vote corporatif). Un ancien directeur de Barlow Rand, une entreprise qui fournissait Pretoria en équipement élec-

Manuel de racisme

Voici la traduction d'un extrait de la loi fondamentale de l'apartheid, le Population Registration Act 30 de 1950. Tout y est dit. Un roi d'Angleterre y appose sa signature – cinq ans seulement après la chute de Hitler. On admirera les prouesses linguistiques des Lycurgue d'Afrique australe.

> Au nom de Sa Très Excellente Majesté le Roi, du Sénat et de l'Assemblée de l'Union sud-africaine, il est promulgué que :
>
> 1. [...] (iii) Une "personne de couleur" désigne une personne qui n'est pas blanche ou indigène. [...] (x) Un "indigène" *(native)* désigne une personne qui est en fait ou est communément considérée de toute race aborigène ou tribu d'Afrique. [...] (xv) Une "personne blanche" désigne une personne qui apparaît évidemment telle ou qui est communément acceptée comme une personne blanche, à l'exclusion de toute personne qui, bien qu'étant en apparence évidemment blanche, est communément acceptée comme une personne de couleur. [...]
>
> 5. [...] (2) Le gouverneur général pourra, par proclamation dans la *Gazette*, prescrire et définir les groupes ethniques ou autres dans lesquels les personnes de couleur et les indigènes seront classés.

À la radio, récemment, une mère de famille rappela comment, dans les années soixante, elle dut présenter ses deux fillettes, "blondes aux yeux bleus", devant une commission d'état-civil. Les gamines furent sommées de se dévêtir complètement – afin de vérifier que leur "apparence" n'était pas trompeuse. Leur mère payait ainsi le prix de son opposition au régime d'apartheid.

tronique militaire, fit cette réponse à la question d'un commissaire de la TRC : "À ma connaissance, l'électronique avion ne peut pas être un moyen de répression." La TRC a rappelé qu'en 1967, les grands de la finance et de l'industrie, commanditaires de la South Africa Foundation, un club d'idées à dimension internationale, avaient publiquement demandé que l'Afrique du Sud cessât de se

sentir coupable et affirmé qu'il était temps de mettre en valeur les possibilités ouvertes aux investisseurs étrangers par l'apartheid. L'un des experts venus à la barre, une spécialiste en vogue dans les milieux des affaires, résuma parfaitement ce tour d'esprit : "Les entreprises ne sont pas des institutions établies pour un but moral." Le rare groupe financier à offrir ses excuses, Rembrandt, le fit en ces termes : "Il est exact que nous n'avons pas assez fait pour entraver l'apartheid, mais nous avons bien traité nos employés." Là est le cœur de la question et l'archevêque doit sourire, puisqu'il sait que la contrition sans pénitence n'est rien. Il est indéniable que les entreprises sud-africaines ont accumulé un trésor de guerre tant grâce à l'apartheid – qui a permis une concentration industrielle et bancaire exceptionnelle, freinant la croissance – que grâce aux sanctions internationales : celles-ci, paradoxalement, ont incité les grandes compagnies à s'internationaliser afin d'échapper à la nasse. La vigueur de l'action syndicale et salariale est le signe manifeste qu'elles sont appelées à payer le prix politique de ce qu'un analyste nomme ironiquement "un cas malsain de partenariat entre le secteur public et le secteur privé". Le patronat ne se réconciliera avec des serfs devenus citoyens qu'en opérant certains sacrifices.

Le plus simple, et le plus immédiat, pourrait prendre la forme d'un impôt spécial sur les grandes fortunes, à partir de 2 millions de rands[14]. Plus restrictif et plus ciblé que la taxe unique prélevée au nom de la solidarité nationale sur quasiment tous les revenus moyens et supérieurs en 1994, cet impôt a été suggéré par l'ANC dans son rapport à la TRC ; il est revenu à la première page des journaux après les dépositions faites du bout des lèvres par le monde des affaires. Car s'il n'est pas question de traiter patronat et entreprises comme des coupables, il n'en reste pas moins qu'un consensus se forme peu à peu sur le fait que la doctrine de l'*odious debt* pourrait servir de modèle. Qu'est-ce que cette "dette odieuse" ? Lors de la décolonisation, ce concept servit de base au refus de certains gouvernements de reconnaître les dettes de l'ancien pouvoir. On se souvient aussi des

14. Environ 2,5 millions de francs au taux de change actuel.

Nkosi Sikelel iAfrica

Symbole de la transition : l'Afrique du Sud possède un double hymne national, l'ancien *Stem (L'Appel)* et une cantate protestante composée en 1897 par Enoch Sontonga et adoptée par l'ANC en 1925. On en chante les strophes en alternance, selon des mixages parfois incongrus. Mais c'est bien l'hymne africain, le *Nkosi Sikelel iAfrica,* qui émeut les foules : du pur Haendel. Son texte se lit aussi comme le programme poétique du discours inaugural de Nelson Mandela. On notera que l'hymne salue l'Afrique entière – et non la seule Afrique du Sud.

Nkosi Sikelel iAfrica, malupakam upondo lwayo
Yiva imitandazo yeta, Usisikelele.
Seigneur Dieu, bénis l'Afrique ! Que sa corne se lève aux cieux !
Entends notre prière, bénis-nous.
(Refrain, entre chaque strophe :)
Yihla moya, yihla moya
Yihla moya oyingewele.
Que l'Esprit descende, que l'Esprit descende.
Descends, ô Saint Esprit.

Sikelela iNkosi zetu, zimkumbule umDali wozo
Zimoyike zezimhlouele, Azisikelele.
Bénis nos chefs, qu'ils respectent leur Créateur.
Qu'ils le craignent, qu'ils l'adorent. Bénis-les en retour !

Sikelel amadol esizwe, Sikelela kwa nomlisela
Ulitwal ilizwe ngomomde, Uwusikelele.
Bénis les hommes publics, bénis notre jeunesse.
Qu'ils portent le fardeau du pays avec patience. Bénis-les !

Sikelel amakosikasi, nawo onk amanenekasi
Pakamisa wonk umtinjana, Uwosikelele.
Bénis les épouses et bénis aussi les jeunes femmes.
Réjouis les jeunes filles, bénis-les !

Sikelela abafundisi, bemvaba zonke zelilizwe
Ubatwese ngoMoya wako, Ubasikelele.
Bénis les ministres de toutes les Églises de ce pays.
Insuffle en eux le don de l'Esprit, bénis-les !

Sikelel ulimo nmfuyo, gxota zonk indlala nexifo
Zalisa ilizwe ngempilo, Ulisikelele.
Bénis nos champs et nos troupeaux, bannis-en la famine et la maladie.
Emplis le pays de bonté, bénis-le !

Sikele amalinga etu, awomanyana nokuzaka
Awemfundo nemvisiswano, Uwasikelele.
Bénis nos efforts de réconciliation et de croissance,
D'éducation et de fraternité, bénis-les !

Nkosi Sikelel iAfrica, cima bonk ubugwenxa bayo
Neziggito nezono zayo, Uyisikelele.
Seigneur, bénis l'Afrique, bannis-en les maux,
Les excès et les péchés. Ah, bénis-la !

(Traduction de l'auteur.)

emprunts russes. À l'inverse, ceux qui sont censés avoir profité d'une situation politique éthiquement illégitime ont contracté une dette envers une société désormais revenue à la légitimité. Il est remarquable que l'Afrique du Sud de Nelson Mandela honore la dette internationale du régime d'apartheid, nécessaire à la reprise des investissements[15]. Mais la médaille a son revers : en politique interne, il est essentiel que les entreprises et les personnes qui ont usé des moyens humains mis à leur disposition par le Goulag de l'apartheid reconnaissent à leur tour leur dette morale, en espèces sonnantes. Les deux aspects se tiennent, et c'est au demeurant l'arme la plus efficace du gouvernement. Il revient donc à la TRC, dans le rapport soumis en 1998, à formuler une politique de "réparation et réhabilitation" – l'un des objectifs dont la loi l'a chargée explicitement.

La logique des sacrifices est imparable. Deux choses sont à noter : l'impôt exceptionnel de 1994 fut accepté par tous comme nécessaire, il y eut peu de récriminations de la part "des gens" – même si, dans les programmes de radio, on entendit souvent la remarque : "C'est normal que je donne, mais j'aimerais bien savoir où passe cet argent." Cette fois, il s'agit de frapper les grandes fortunes – sans oublier qu'étant donnée la manière dont est établie l'assiette des impôts, les revenus très élevés échappent le mieux, comme souvent, à la taxation. Tout cela repose enfin sur un principe de redressement éthique du politique dont la réalisation est confiée à la TRC, alors qu'il suffirait au Parlement de voter une loi ou de changer le barème d'imposition. La TRC fonctionne effectivement comme une conscience morale et son personnage-clé, Desmond Tutu, comme un philosophe-roi platonicien. Elle met en valeur un processus suffisamment rare dans une démocratie moderne pour qu'on s'y arrête : l'influence de valeurs religieuses sur le fonctionnement des institutions. Desmond Tutu est en l'occurrence une figure incontournable.

---

15. L'agence américaine Duff & Phelps, qui évalue le niveau de sécurité des emprunts et reflète donc le niveau de confiance des établissements financiers internationaux, a attribué à l'Afrique du Sud, en octobre 1997, la meilleure cote de son histoire, un A⁻.

II

Une prélature d'État

LES CARDINAUX ont mauvaise presse en France, sauf dans les livres d'histoire. Qui se souvient vraiment d'un La Balue ou d'un Du Perron ? Et qui n'a des doutes sur un Richelieu ou un Mazarin, ou n'a au moins une fois haussé les épaules devant les sorties politiques d'un Monseigneur ou d'une Éminence ? La conduite des affaires, et la définition du champ d'opération de la société civile, ne relèvent pas de la théologie ou de l'influence de "la religion" – même si les comportements religieux jouent un rôle dans les débats sociaux, un rôle parmi d'autres. L'Afrique du Sud offre un exemple du contraire. La Révolution de 1789 s'est largement opérée contre le pouvoir du premier ordre du royaume, le clergé, et contre l'intolérance catholique dont Voltaire s'était fait le procureur ; la Révolution de 1917 a brûlé les monastères et détruit les églises. Au rebours, la révolution négociée qui a fait passer l'Afrique du Sud d'un régime à un autre s'est accompagnée d'un approfondissement des liens entre le politique et le religieux.

Tout d'abord, il faut avoir conscience du fait que l'Afrique du Sud d'apartheid se présentait comme *God fearing*, un pays vivant "dans la crainte du Seigneur". Sans vouloir faire ici l'histoire des discours sur la race[1], il suffit de rappeler que l'un des fondements idéologiques de l'apartheid était une sorte de fantasmagorie biblique selon laquelle les Boers auraient été le peuple choisi par Dieu pour apporter la Bonne Nouvelle aux "sauvages". Les *trekkers* qui, au dix-neuvième siècle, traversèrent le sous-continent austral et colonisèrent ce qui allait devenir l'Afrique du Sud portaient une Bible (protestante) dans leurs fontes. Pour chaque coup de fusil, un verset de

1. Cf., du même auteur, *L'Intrigue raciale*.

l'Ancien Testament. Qu'il suffise aussi de rappeler que les premiers linéaments légaux de l'apartheid apparurent, dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle, sous l'impulsion des Églises, réformées ou anglicane. Il est fascinant de voir le destin parallèle des arguments inventés par la République française laïque pour concilier les idéaux de la Révolution avec les impératifs apparemment contradictoires de la colonisation, et des arguments fabriqués par les Boers, profondément religieux et pétris d'un protestantisme du Refuge, dans leur mainmise sur l'Afrique australe – "civiliser les sauvages", au nom de la Raison ou au nom de la Foi. Il reste pourtant une différence majeure, du point de vue du rapport entre l'État et l'Église : si la décolonisation et les événements récents survenus dans la région des Grands Lacs se sont souvent accompagnés de violences anticléricales et d'une forte poussée de l'islam, et en tout cas jamais d'une participation publique du clergé ou des communautés de croyants à la construction démocratique, ce n'est pas le cas en Afrique du Sud. À l'inverse de notre conception d'une séparation politique entre l'exercice de la citoyenneté et l'exercice de la spiritualité, à l'inverse aussi de la confusion religieuse pratiquée par la droite conservatrice américaine entre morale religieuse et morale républicaine, la démocratie sud-africaine accepte et favorise le jeu du religieux dans le politique. Pas question de "renier Dieu" parce qu'une certaine Bible, à travers la puissante Dutch Reformed Church[2], a fourni à l'État d'apartheid son armature spirituelle, sa justification morale et son réseau d'associations, sans compter ses hiérarques les plus influents, véritable État dans l'État dont l'histoire reste à écrire[3]. Une autre Bible a pris sa place : celle ouverte par Desmond Tutu sur l'aigle de chêne de la cathédrale Saint-Georges au Cap, qui servit de redoutable butoir contre l'apartheid et aida, dans la construction de la démocratie sud-africaine, à affiner les enjeux et assouplir les esprits. Qu'on ne s'y trompe pas : l'Afrique du Sud est un État laïque. Il s'agit

2. Église réformée hollandaise.

3. Il s'est donc simplement comporté, en plein vingtième siècle, comme ce premier ordre de l'État qu'était le clergé sous l'Ancien Régime français.

ici de la présence des valeurs religieuses et de l'importance de ceux qui les représentent au sein de la société civile.

Un exemple révélateur : lors des débats sur le *Bill of Rights* et la préparation de la version finale de la Constitution présentée par la Constituante en mai 1996, la question de l'existence (politique) de Dieu s'est posée aux conventionnels. Fallait-il ou non faire mention de Dieu (le mot *God* suffisait, en-dehors des différences sectaires), et comment ? Sous l'apartheid, les séances du Parlement s'ouvraient toujours par une prière et une action de grâces, et il était acquis que les lois les plus iniques étaient édictées "au nom de Dieu tout-puissant". Or le préambule de la Constitution commence par ces simples mots : "Nous, le peuple sud-africain"... Non pas : "Au nom de Dieu tout-puissant". Scandale ! Défilés dans les rues des "gens concernés" – nationalistes et partisans des partis fondamentalistes, extrêmement minoritaires. Réplique cinglante de Desmond Tutu : "Dieu n'a pas besoin d'une constitution pour se défendre." Une seconde anecdote, une altercation télévisée entre une déléguée du mouvement lesbien[4] et un pasteur méthodiste, au sujet de la sexualité dans les *townships*. Il lui lance : "Ce que vous faites au lit n'est pas dans la Bible, c'est une abomination" ; elle lui rétorque : "Ils vous ont traité comme un chien durant cinquante ans, et ils disaient que c'était dans la Bible !" Bref, Bible ou pas Bible – et Coran ou pas Coran car on trouve des débats similaires dans la population musulmane, installée depuis trois siècles et forte d'une longue tradition mystique –, il est clair que l'autorité des Écritures ne va plus de soi. D'où procède-t-elle donc maintenant ou, plus exactement, comment s'affirme la présence des valeurs religieuses dans l'exercice du politique ?

Pour trouver une réponse, il faut se tourner vers un prince de l'Église comme la haute tradition catholique, et anglicane – si semblable –, en produit de temps à autre : Desmond Tutu. Grâce à lui, on observera comment peut se déployer une "prélature d'État[5]".

4. Croire ou ne pas croire en Dieu, comme être homosexuel, est en effet sujet à protection contre la discrimination.

5. D. Tutu s'est retiré de l'épiscopat anglican en 1996.



Né en 1931 au Transkei, cette vaste province xhosa bordant l'océan Indien qui fut le lieu de nombreux conflits lors des guerres de colonisation[6], Desmond Tutu fait de brillantes études dans une école de mission, puis se rend au King's College[7] de Londres pour faire sa théologie. Revenu en Afrique du Sud dans les années soixante, il gravit, au sein d'une hiérarchie anglicane encore blanche pour l'essentiel, tous les rangs : évêque du Lesotho (un Liechtenstein austral), évêque de Johannesburg, archevêque métropolitain du Cap en 1986, dont l'autorité pastorale s'étend à l'Afrique australe. Pendant un temps, il occupa les fonctions plus politiques de secrétaire général du SACC, le South African Council of Churches[8], regroupement associatif des Églises protestantes (à l'exclusion évidemment de celles soutenant l'apartheid). Avant même de recevoir en 1984 les lauriers séculiers du prix Nobel[9], Desmond Tutu s'était affirmé comme un théologien de premier ordre, "conservateur" dans les affaires de dogme, pour le citer. Et c'est aux sources de cette forte tradition anglicane, au contact et en écho des écrits de l'archevêque de Cantorbéry, William Temple[10], qu'il puisa les forces et les ressources de son opposition théologique à l'apartheid. Contre la patience de Desmond Tutu et l'impérieuse conviction d'une doctrine de résistance à l'oppression qui évoque, en pleine fin du vingtième siècle, les grandes luttes des jansénistes contre Louis XIV ou celles de l'Église d'Angleterre contre les Stuarts, le ficelage de l'apartheid par l'Église réformée hollandaise à coups de citations bibliques ne pouvait pas tenir.

---

6. En France, pourtant, on l'oublie au profit de la mythologie politique des Zoulous.

7. King's, l'un des grands collèges de l'Université de Londres, accueille les étudiants du Commonwealth.

8. Conseil sud-africain des Églises. Tutu en fut le secrétaire général de 1979 à 1985.

9. Il succédait à Albert Luthuli, président de l'ANC, qui le reçut en 1960 pour un combat similaire.

10. W. Temple développa, dans les années trente et quarante, la doctrine sociale de l'anglicanisme.

Homme de la parole, controversiste subtil, Tutu incarne une certaine tradition oratoire de l'Église et c'est par ses prises de parole qu'il put exercer son influence, et l'exerce toujours en dépit d'un cancer grave. Je dis *parole* parce que, sous l'apartheid, les lois de censure étaient telles que si Tutu pouvait prêcher, il arriva que le gouvernement, en application des lois d'urgence, empêcha la publication de ses sermons par les journaux. Il faut se souvenir que, durant la période dure de l'apartheid, sous P.W. Botha, citer Nelson Mandela était un crime (y compris publier sa photo). Les journaux étaient contraints d'user de périphrases et de stratagèmes – ou d'attaquer le ministre de la Police devant les tribunaux pour vices de forme dans les lois de répression, aussi vite colmatés que la justice les relevait. Mais ce que la police ne put et ne sut jamais empêcher, pour des raisons qui tiennent à la fois au légalisme tatillon de l'apartheid[11] et à l'étrange respect que les Afrikaners portent à l'Église, même dans l'opposition, ce furent les prises de parole lors d'événements religieux : sermons du dimanche ou de fêtes, oraisons funèbres, déclarations synodales ou épiscopales lues dans les églises. La parole vivante, immédiate, pastorale pouvait se déployer – même si les écrits et les rapports sur cette parole ne pouvaient, eux, faire l'objet d'une telle publicité. C'est dans ces conditions extraordinaires que l'éloquence, et l'influence, d'un Desmond Tutu ont pris toute leur ampleur. Il n'est pas étonnant que son modèle soit saint Paul ou les prophètes. Suivons donc le tracé de cette carrière de la parole.



En décembre 1984, à Oslo, dans son discours de récipiendaire du prix Nobel de la paix, l'archevêque du Cap cite une des visions de l'Apocalypse de saint Jean, où il est question d'une foule immense

11. Le régime d'apartheid a toujours voulu apparaître comme un État de droit : ce phénomène explique le refus de F.W. De Klerk de toute rupture juridique et constitutionnelle entre les deux régimes.

rassemblant les nations éparses et acclamant l'Agneau de Dieu. En septembre 1984, le régime, désormais dirigé par P.W. Botha, président "exécutif", avait déjà tiré de son chapeau une Constitution tricamérale qui simulait un consensus entre les trois "races" minoritaires (Blancs, Métis et Asiatiques) et plaçait donc sous leur tutelle conjointe mais inégale la majorité noire du pays[12]. La tactique était à deux tranchants puisqu'elle donna à des dirigeants jusque là complètement exclus du pouvoir le moyen de s'exprimer et restaura les droits de citoyenneté pour des "non-Blancs". Le coin était enfoncé. Mais enfin, en 1984, la stratégie politique du régime était de diviser pour régner.



La Constitution tricamérale (pour laquelle on bâtit un opulent palais parlementaire dont l'extérieur imite le noble Parlement du Cap, mais dont l'intérieur affiche ses marbres, ses malachites, ses ors et ses bois précieux) était une pièce du jeu de contournement des oppositions – au même moment, l'Afrique du Sud était engagée dans une guerre extérieure au Mozambique et en Angola, et se dotait d'armements nucléaires. Tutu ne s'y trompe pas. Il choisit la tribune d'Oslo pour dire, en termes évangéliques, ce que personne ne peut dire en Afrique du Sud : le vrai rassemblement des nations sud-africaines ne se fera qu'au jour des comptes. Ce rassemblement des peuples, que Tutu nomme simplement le "royaume de *shalom*" (l'établissement de la paix), se fera le jour où l'Afrique du Sud adorera l'Agneau, c'est-à-dire les principes de justice. Le discours eut un grand retentissement en Afrique du Sud, où il fut impossible de le censurer. En termes qui nous paraissent voilés parce que nous ne sommes pas pénétrés des Écritures comme le sont les Sud-Africains – et probablement plus la population noire ou métisse que la popu-

12. Le Conseil de sécurité de l'ONU (en dépit de l'abstention des États-Unis et de la Grande-Bretagne) avait d'ailleurs rejeté cette "réforme" – toujours en violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la charte de l'ONU.

lation blanche – mais sont des plus transparents pour eux, l'apostrophe de Tutu était, à longue portée et sur une scène prestigieuse, la réplique cinglante à la fameuse et infâme loi de 1950 : celle-là même qui, "au nom de Sa Très Excellente Majesté le Roi, du Sénat et de l'Assemblée de l'Union sud-africaine", établissait un régime racial et définissait les critères de classification[13]. Soit dit en passant, si le roi Georges VI avait trouvé l'apartheid aussi répugnant que l'a déclaré sa fille, la reine Élisabeth, qui fut toujours hostile à Pretoria, il aurait pu signifier son déplaisir devant une telle loi, seulement cinq ans après la fin du nazisme : en des circonstances analogues, après le vote de la loi sur l'avortement, Baudouin de Belgique n'hésitera pas à abdiquer durant un jour afin de ne pas blesser sa conscience. Quoi qu'il en soit, le discours d'Oslo fut une réplique imparable au texte de 1950 et annonçait, dix ans avant les élections générales, la marche à suivre. Que fit Tutu, sinon prendre la parole au nom de ceux qui n'avaient pas droit à la parole ? C'est une constante de son œuvre pastorale et politique.

En 1982, alors qu'il est secrétaire général du Conseil sud-africain des Églises, il comparaît devant l'une des innombrables commissions d'enquête judiciaire que le régime d'apartheid inventait pour maintenir la fiction juridique de l'indépendance du Parlement et de la justice. Un mois auparavant, l'Alliance mondiale des Églises réformées avait suspendu l'Église réformée hollandaise et déclaré l'apartheid une hérésie. Le gouvernement a trouvé un biais pour ruiner le SACC et ôter, espère-t-il, son influence à Tutu : il accuse le SACC de malversations financières et charge un juge de préparer un rapport administratif. Tutu dépose. Et il transforme une cour des comptes en une cour *de* comptes : tout en donnant au juge les dossiers qu'il veut et les informations exigées (l'affaire en restera là), il fait appel à des notions théologiques, *shalom* et *koinonia*. Il montre que le SACC n'est pas seulement une association de clercs mais une préfiguration, par le rassemblement *(koinonia)* non racial de ses membres et leur recherche de justice, d'un rassemblement

13. Population Registration Act, Act 30 of 1950 (cf. encadré p. 27).

national. La future paix civile *(shalom)*, et la nation sud-africaine à naître sur les ruines de l'apartheid, sont déjà réalisées dans le SACC. Tutu traduit d'ailleurs fort justement *koinonia* par *fellowship*, "fraternité", qu'il nomme, dans un texte de 1987, "l'acte central de Jésus". Tout l'art de Desmond Tutu revient ainsi à transformer une cour de justice civile en cour de justice tout court et, renversant les positions, à élargir le débat. La réaction du juge président la commission ? Embarrassée, puisque l'un et l'autre partagent certes non les mêmes options politiques, du moins le même langage théologico-politique. Le régime se fera ainsi souvent prendre à ses propres pièges.



Un autre moment privilégié de cette parole d'action, ce furent les grandes funérailles des opposants à l'apartheid. La vie politique était en effet marquée par ce rythme particulier imprimé aux discours religieux par le calendrier liturgique ou les cérémonies : chaque dimanche était l'occasion d'entendre la voix des opposants, prêtres et pasteurs, qui choisissaient comme sujet de sermon la condamnation indirecte de l'apartheid – Tutu n'était qu'un parmi d'autres orateurs de la libération. Chaque assassinat politique était l'occasion, pour les *townships*, de se rassembler et de commémorer, autour d'une victime, la parole de liberté. Peu importait que ces prêches fussent interdits de publication : des milliers d'auditeurs valent mieux que des lecteurs inattentifs.

Tutu prononça dans sa carrière deux importantes oraisons funèbres, qui forment comme un cadre dramatique à l'histoire même de la libération. En septembre 1977, Steve Biko, dirigeant charismatique de la Black Consciousness[14], est assassiné dans des circonstances qui n'ont été d'ailleurs élucidées que récemment, lors des travaux de la TRC. Tutu, alors évêque du Lesotho, à partir d'une citation d'Ésaïe (LXI, 1-4), compose un discours littéralement prononcé devant la tombe ouverte du jeune leader – dont la mort provoqua un scandale

14. Un mouvement "radical" qu'on a pu rapprocher des Black Panthers américains.

international. Citation : "Ils rebâtiront sur les dévastations du passé. [...] Ils rénoveront les villes dévastées." Objet du discours, alors que l'émotion est à son paroxysme et qu'un rien suffirait à provoquer une répétition des émeutes de 1976, suscitant cette fois une répression immédiate et brutale ? L'avenir. Tutu demande aux milliers de participants de se projeter dans le futur, de penser au delà des dévastations, et il ose, en de telles circonstances, prêcher la réconciliation :

> Très sombre est l'heure, dit-on, qui annonce l'aurore. Nous ressentons les premières douleurs d'une naissance, celle d'une nouvelle Afrique du Sud, d'une Afrique du Sud libre où [...] nous tous, Blancs et Noirs ensemble, nous nous tiendrons la main en avançant sur un chemin de liberté qui ouvrira devant nous cette nouvelle Afrique du Sud, où le peuple aura le droit d'être humain puisque les hommes sont faits à l'image de Dieu.

On imagine le courage qu'il lui fallut pour prêcher la fraternité au moment où le régime entamait une campagne de terreur. Il faut admettre qu'il a pu évoquer cette vision parce qu'il savait l'efficacité de sa parole.

Pour ceux qui se souviennent des grandes oraisons funèbres de Bossuet, il existe un parallèle qui illustre la tradition spirituelle à laquelle appartient Desmond Tutu. Voyez ces deux citations : "Ô nuit désastreuse, ô nuit effroyable où tout à coup retentit comme un éclat de tonnerre cette étonnante nouvelle : *Madame se meurt, Madame est morte !*" et : "Lorsque retentit cette incroyable nouvelle : *Steve Biko est mort*, ce fut comme un éclat qui nous frappa. Non, c'est impossible ! Non, c'est un cauchemar." Bossuet et Tutu parlent l'un et l'autre de "princes" qui tentèrent de ramener leur nation à la "conscience" de leur *fellowship*.

En 1993, Tutu est confronté à une tâche bien plus ardue. Au milieu des négociations de la Codesa, alors que la prophétie de 1977 est sur le point de se réaliser, le charismatique leader du PC,

Chris Hani, est sauvagement abattu par deux extrémistes de droite. Le pays vacille au bord du gouffre. Tutu comprend qu'il tient là l'occasion idéale pour le faire basculer, mais dans l'autre sens. Le stade de Soweto, la grande *township* de Johannesburg, est plein à craquer. Les forces de l'ordre, démoralisées par le cours des événements et simplement incapables de se transformer du jour au lendemain de forces de répression en forces de police, sont subjuguées. Les "dirigeants" du pays ont le dos au mur, Nelson Mandela est de glace et les négociateurs s'affolent. Tutu monte à la tribune, en habits ecclésiastiques. L'immense mer humaine se calme. Et le petit homme à la voix rocailleuse et rythmée entame son oraison. Qui est-il ? Il est, lui qui connaît la théologie paulinienne sur le bout des doigts, un *theou oikonomos*, un "intendant de la Parole divine". Que possède-t-il ? Ce que l'Église nomme le "charisme", le don d'enseigner. Mais que dit-il ? Des mots, un torrent de phrases, avec des répétitions, des effets sonores, des balancements : tout cela armé, soutenu, guidé par trente ans de luttes oratoires et de prières. Qu'entendent-ils, ces milliers de Sud-Africains, Blancs et Noirs, dans ce stade où, déjà, le *fellowship* prend consistance ? Ceci : "Nous serons libres, nous tous, Noirs et Blancs ensemble [et la foule reprend, comme un répons, *Nous serons libres, nous tous, Noirs et Blancs ensemble*]. [...] Nous sommes l'arc-en-ciel du peuple de Dieu." Et quel est le terme opératif, décisif, que va scander la foule ? *Now !* "Maintenant !"

Les funérailles de Chris Hani furent les premières funérailles *nationales* de la nouvelle nation. Le coup de génie de Tutu est d'avoir compris que cette crise politique pouvait être retournée en ce que saint Paul appelle une "transformation". Faire de la crise le moment décisif où tout bascule, vers le positif. Et il choisit cette métaphore, droit venue de la Bible, l'arc-en-ciel, symbole d'alliance et d'unité, pour signifier que la mort de Hani est, "maintenant", la naissance de la nation. Un autre que lui aurait appelé au meurtre, à la chute du régime et, qui sait, F.W. De Klerk aurait fini comme Ceausescu. Avec des conséquences infiniment plus dramatiques. L'art de la politique est celui de gérer les crises, mais cela échappe

Desmond Tutu, ou la grâce en politique

Ce qui compte chez Desmond Tutu, ce n'est pas tant sa vie que ses œuvres : la tradition des Pères de l'Église nommait cela le charisme (les *charismata* sont les leçons que donnent les porteurs de la Parole). On parle d'ailleurs souvent de la "voix prophétique" de Tutu. Tout au long de sa carrière, cet homme qui possède l'impérieuse humilité des meneurs d'âmes s'est présenté comme un homme de charisme.

Dans un livre récent, *An African Prayer Book**, beau recueil de prières africaines, la présentation de Tutu est émaillée de références au *Messie* de Haendel, à Archimède *(Eurêka !)*, à Mère Teresa, à Don Helder Camara et au mahatma Gandhi. Ce sens du *happy few* surprendra moins si l'on feuillette attentivement ce psautier d'Afrique : on s'aperçoit alors que son armature est constituée de textes de saint Augustin.

Non seulement Tutu, en composant cette anthologie, accomplit le second magistère épiscopal**, mais encore il prend la mesure d'une longue tradition qu'il fait remonter à sa source la plus pure et la plus exigeante : la pensée de saint Augustin, un Nord-Africain. S'il insiste tant, dans les travaux de la Commission de Vérité et de Réconciliation, sur "cette chose folle, la Grâce", s'il prie pour qu'elle agisse sur l'esprit rétif des tyranneaux de l'apartheid, c'est à la conversion de saint Augustin qu'il songe et à sa passion pour l'efficience de la Grâce divine. Bref, pour comprendre Tutu, il serait bon de relire Pascal.

* On peut traduire par *Les Très Riches Heures d'Afrique*, 1995.
** Le premier magistère est la prédication : nos évêques feraient bien de s'en souvenir...

à nombre de politiciens qui ignorent même le sens du mot *crise* : le moment où tout se noue et peut donc se dénouer. Desmond Tutu doit à sa formation théologique et à son génie propre d'y atteindre sans difficulté.



Tutu est, à l'évidence, conscient de son charisme. Ainsi, en septembre 1986, dans le sermon de son sacre épiscopal après son élévation à la primatie d'Afrique australe, il avait commencé son discours (dont le gouvernement avait permis la radiodiffusion) par ces mots simples et révélateurs : "Je viens de lire le livre du prophète Ézéchiel." Tutu donne en exemple l'un des plus saisissants prophètes juifs. Pourquoi ? Parce qu'il est persuadé que la parole oratoire, lorsqu'elle est "charismatique", opère une "transfiguration". Le thème de son homélie est au demeurant celui de la "transfiguration" : évoquant un paysage gris et brûlé, celui du *veld* en hiver mais aussi celui de la pauvreté des *townships*, Tutu fait voir à ses auditeurs, par la puissance de son discours, la sève courir et monter dans les bois morts, l'herbe pousser et l'eau du printemps adoucir le lit asséché des rivières. Au fur et à mesure qu'il développe l'allégorie, le sens coule dans l'esprit des auditeurs. Une "transfiguration" a lieu. C'est là le principe de tout son art politique.

Mais quel en est le but ? Il s'en explique dans son allocution au Synode de 1992, au moment de la signature du National Peace Accord, prélude aux dures négociations de la Codesa : "J'ai mis longtemps, très longtemps, à comprendre la nature exacte de la direction chrétienne." "Direction" est une mauvaise traduction. Le mot employé par Tutu est pratiquement intraduisible. Il dit *leadership*. Il emploie un terme de politique ou de management là où, dans un Synode, on attendrait un autre terme, comme "direction spirituelle". Il emploie ce terme à dessein, parce qu'il est parfaitement conscient de la nature politique de son *leadership*. Mais il l'utilise en l'insérant dans un contexte, une référence à l'Évangile selon saint Jean sur le lavement des pieds. Étrange ? Non. Pour Desmond Tutu, le véritable *leadership* est une "servitude". De quel ordre ? Celui-ci : "Nous devrons être présents pour être la voix de ceux qui sont repoussés aux marges et rendus sans voix, dans nos pays et sous de nouveaux régimes. Il nous faudra bien parler – dit-il à ses collègues – et critiquer – dit-il à l'intention de ses amis de l'ANC – ceux dont nous avons été les défenseurs. On nous le fera payer, mais le véritable prix serait d'être coopté et

Un refuge huguenot oublié

Lors de la commémoration de l'édit de Fontainebleau, portant révocation de l'édit de Nantes en 1685, on aura assez peu parlé du Refuge protestant d'Afrique du Sud. Bien des Afrikaners portent encore des patronymes ou des prénoms français, mais eux aussi ont la mémoire courte – à tel point que le français ne figure même pas sur la liste des langues traditionnelles protégées par la Constitution.

Un peu d'histoire : en 1685, la Compagnie des Indes orientales décide d'envoyer au Cap des colons français, "gens travailleurs, se contentant de peu", sous la férule d'un pasteur. Les "dix-sept seigneurs" (le directoire de la Compagnie) choisissent le Dauphinois Pierre Simond. Un premier contingent d'une vingtaine de personnes s'embarque en avril 1688 sur le *Zuijdbeveland* à destination du Cap, où il arrive le 19 août. En septembre, les passagers de ce *Mayflower* austral s'installent, avec leurs douze chariots, en bordure de ce qui va bientôt s'appeler "le coin des Français" (Franschhoek), l'une des premières régions viticoles du pays. La communauté huguenote se voit même accorder un consistoire différent de celui des colons hollandais établis à Stellenbosch, autre grande région viticole.

Néanmoins, les relations ne tardent pas à se gâter entre le gouverneur Simon van der Stel et les colons, qui accusent le bon pasteur Simond d'être "un jésuite, un tartufe, un Judas" et même un "Cafre" – traduisons brutalement pour bien faire sentir la sauvagerie de ces querelles franco-françaises : un "bougnoule". Exaspéré, le gouverneur vilipende en plein Conseil ces huguenots qui, "sous prétexte d'oppression religieuse, ont abandonné leur roi et quitté la France pour d'autres pays, tels que la Hollande, afin de mener une vie de paresse et d'indolence sous le couvert de la dévotion à la foi protestante". En 1702, Simond, qui a composé un psautier en français sous le beau titre de *Veillées africaines**, retourne en Hollande. La langue française cesse peu à peu d'être enseignée et le Refuge du Cap est absorbé par les colons allemands et hollandais. L'intégration sera achevée en vingt ans.

Que reste-t-il des deux cents colons huguenots, outre les patronymes qui fleurent bon le terroir (Labuschagne...) ? Des noms domaniaux : La Dauphine, Clos-Cabrière, La Cotte, Le Plessis-Marle, Laborie. Et une magnifique vallée tapissée de vignobles, ponctuée de demeures baroques et couronnée par un cirque de montagnes bleues : Franschhoek.

* Publié à Haarlem en 1704.

d'opiner sur demande" – dit-il par référence à l'adage britannique selon lequel "l'Église anglicane est le Parti conservateur en prière". Laver les pieds des humbles, bref mettre ses talents au service des sans-pouvoir. Et Tutu tient parole : il ne s'est jamais rendu au Zimbabwe, afin de ne donner aucune ombre de légitimité aux abus des droits de l'homme commis par Robert Mugabe ; il a soutenu hardiment les droits civiques et religieux des gays et des lesbiennes, il est infatigable et vigilant dans ses fonctions de "leader spirituel" de la TRC, dont il est officiellement président.

Une phrase résume cette puissante carrière politique, cette prélature d'État, une phrase prononcée lors de l'investiture à la présidence de Nelson Mandela, le 10 mai 1994, où il officiait au nom de toutes les confessions religieuses et à titre de "conscience spirituelle" du pays : "Merci, [mon Dieu], pour la voie miraculeuse par laquelle Tu as transformé une élection en une action qui donna corps à cette nation." Tout est dans ces quelques mots : les élections sont une "élection" et l'esprit national, dispersé dans les démembrements de l'apartheid mais toujours là, s'est enfin trouvé un "corps politique". Ces métaphores peuvent paraître forcées ou exotiques. Pour les Sud-Africains, elles coulent de source et sont tout aussi naturelles à leur pensée, et à leur vécu, du politique que nos imageries civiques.

On ne peut pas comprendre l'Afrique du Sud sans comprendre cette constante pesée du religieux sur le politique, sans apercevoir que les valeurs religieuses passent par des institutions, des communautés ou des hommes qui ne sont pas perçus comme coercitifs ou ingérents. On peut même affirmer que le développement d'une culture de la citoyenneté et des droits de l'homme en Afrique du Sud est inséparable d'une présence des valeurs religieuses, dont Tutu incarne le dynamisme. Il se peut bien qu'il ait retrouvé l'une des sources vives du protestantisme et de l'anglicanisme, plus proches du politique que le catholicisme. Il est certain en tout cas qu'une telle coalescence est l'une des singularités de la démocratie sud-africaine. Or c'est bien de cette nation, miraculée, qu'il a été question tout au long de ce chapitre. Pourquoi parler de "nation arc-en-ciel" ? Qu'est-ce que l'identité sud-africaine en cette fin du millénaire ?

III

La nation arc-en-ciel

LORS DE TOUTE CONVERSATION roulant sur l'Afrique du Sud, lors des débats inlassablement entretenus sur la nationalité, l'identité, la "différence" – c'est au demeurant l'une des tâches essentielles de la République –, la première question qui vient aux lèvres, la première interrogation, le premier souci donc s'exprime de façon assez simple : "Les Noirs et les Blancs, est-ce qu'ils s'entendent ?" La réponse, évidemment, ne va pas de soi.

L'imaginaire sud-africain fournit une première approximation : la *nation arc-en-ciel.* L'expression est bizarre : par quelle alchimie, autre que verbale, le conflit le plus polarisé de l'histoire moderne entre "Noirs" et "Blancs" a-t-il pu trouver sa résolution rhétorique en un arc-en-ciel de couleurs ? On a vu comment Desmond Tutu lui a donné une assise théologique et politique, l'arc-en-ciel représentant à la fois l'alliance entre le divin et le peuple rassemblé (Genèse, IX, 13) et le signe déclenchant la grande prophétie d'Ézéchiel sur la restauration de la nation juive (ici, la nation sud-africaine) (Ézéchiel, I, 28) ; il a pu aussi trouver l'idée dans la *rainbow coalition*[1] de Jesse Jackson aux États-Unis. En tout cas, il parle toujours de *rainbow people of God* ("le peuple arc-en-ciel de Dieu"), jamais de *rainbow people* tout court – une distinction qui aura échappé au rédacteur du discours de François Mitterrand lors de son allocution au Parlement sud-africain, laïcité oblige. Quoi qu'il en soit, la *rainbow nation* est le vocable le plus courant que les Sud-Africains s'appliquent à eux-mêmes, parfois en souriant, et dont se fait l'écho le nouveau drapeau, avec ses bandes bariolées – que les satiristes comparent, en faisant allusion à l'existence trop *relax* des gens du

1. Coalition des démocrates de toutes nuances contre le Parti républicain.

Natal et du Cap, à une serviette de plage. Les Sud-Africains, comme les Américains, n'ont pas la sorte de respect guindé que nous avons pour le drapeau national : leur drapeau est partout, sur les casquettes, les shorts, les survêtements et les sacs pour dames, il appartient à tous, il existe "au quotidien" pourrait-on dire. Et avec lui, les couleurs de l'arc-en-ciel. Regardez les visages peinturlurés des supporters sud-africains lors des rencontres internationales de rugby ou de football. Le nouveau drapeau, le nouvel hymne national (un splendide cantique africain chanté en plusieurs des onze langues nationales de l'Afrique du Sud), la propagande médiatique du *rainbow* affirment que, certes, les "Noirs" et les "Blancs" *s'entendent* bien.

Cette expression est d'ailleurs significative : la théorie politique ancienne, celle de la démocratie athénienne, assimilait la politique à une musique, et l'accord des citoyens entre eux à une harmonie. Lorsque nous parlons de "rapports harmonieux", de "s'entendre", d'"être à l'écoute", c'est ce fond théorique qui remonte à la surface, et c'est cela que nous percevons sans même nous en rendre compte. Comment donc une nation aussi divisée que le fut la nation sud-africaine "s'entend-elle" ?



Chaque fin d'année scolaire, vers octobre, avant les examens du bac (le *matric*), les lycées sud-africains organisent de grands bals. Les *matric dances* sont une véritable institution sociale. Filles et garçons y pensent longtemps à l'avance. Les magasins stockent robes du soir et smokings, sur toute la gamme des prix. Pas de lycée sans cette cérémonie des adieux, avant même que les examens aient eu lieu : de cette manière, les recalés pourront revenir. Rien ne doit gâcher la fête. Autant dire que, comme les lycéens sud-africains sont tous tenus au port de l'uniforme – cravate, blazer, short, jupe ou pantalon gris, canotier, béret et capeline, chaussures noires – la *matric dance* est l'occasion d'extravagances vestimentaires. Rite de passage. Et puis, il faut le dire, comme les jeunes Sud-Africains sont sportifs, qu'ils aiment le *glamour* et la mode, ces danses annuelles sont une véritable parade

de séduction. Les journaux impriment, en pleine page, les photos des bals annuels. Or le passage de l'apartheid à la démocratie, loin d'avoir sonné le glas de ce qui aurait pu apparaître comme les amusements d'une élite, n'a fait qu'imprimer un nouvel élan à ces rites. Contrairement à toute attente, après quelques hésitations dues à ce doute jeté sur l'"élitisme blanc", les uniformes scolaires ont aussi survécu au changement de régime : l'argument décisif, outre que l'uniforme est au fond une marque d'égalité et une manière d'économie, fut bien que les écoles des *townships* pouvaient ainsi affirmer, par les cravates, les badges, les couleurs distinctives, leur participation aux compétitions sportives ou académiques, faire acte de présence et de visibilité. Bien plus, les bals de fin d'année connaissent un vif regain, après une sorte de lassitude ; ne pas y assister était devenu en effet, dans les années quatre-vingts, l'un des moyens dont disposaient les jeunes Blancs pour marquer leur opposition à l'apartheid et aux habitudes de la classe au pouvoir : le jeune homme qu'on enrôlait de force dans l'armée n'avait pas le cœur d'aller danser. Aujourd'hui, tous les jeunes de la *rainbow nation* veulent bien aller à la *matric dance*, qui a perdu sa connotation réactionnaire et gagné une sorte de lustre nouveau.

Au demeurant, on ne peut plus parler, sauf dans les quartiers les plus défavorisés, d'une homogénéité ethnique des écoles. La force de la démographie est telle que, même dans les zones rurales encore pétries de mythologie blanche, la plupart des écoles et des lycées sont multiraciaux. Néanmoins, la distribution urbaine fait que certains lycées sont "noirs", "métis" ou "blancs" – et c'est tant qu'existent ces différences que l'on peut évaluer la popularité des *matric dances*.

À leur tour, ces festivités ont essaimé. Jeunes gens des quartiers noirs et métis appartiennent à des clubs de danse ; des concours de valse et de tango ont lieu partout, avec strass et paillettes. Il faudrait un cinéaste espagnol ou australien pour saisir sur le vif cet étonnant tourbillon là où, voilà seulement cinq ans, explosaient des bombes. La danse est un principe politique chez Platon : elle enseigne les pas de l'harmonie, elle apprend la mesure de l'Autre, elle est un schéma à la fois pratique et figuré des relations de convivialité. La danse est aussi un moyen de "s'entendre".

~

Onze langues officielles : sePedi, seSotho, seTswana, siSwati, tshiVenda, xiTsonga, afrikaans, anglais, isiNdebele, isiXhosa, isiZulu (dans l'ordre donné par l'alinéa 6, titre premier, de la Constitution). Quatorze langues à promouvoir : khoi, nama et san (langues aborigènes), allemand, grec moderne, gujurati, hindi, portugais, tamoul, telegou, ourdou (langues des immigrés), arabe littéral, hébreu, sanscrit (langues religieuses) – et la liste n'est pas close. Tour de Babel que cet arc-en-ciel ? Mais quelle langue parlent donc les Sud-Africains ? La réponse la plus simple serait de dire, vite : l'anglais. D'autres répliqueraient : l'afrikaans, qui est parlé ou compris par 60 % de la population. D'autres remarquent : impossible à déterminer puisque la majorité de la population est africaine[2] et souvent trilingue[3], à la différence de la minorité blanche où, de surcroît, il existe une plus forte proportion d'afrikaanophones parlant couramment l'anglais que d'anglophones parlant afrikaans[4].

Le fait est que la Constitution admet le principe de la parité des onze langues nationales et l'importance de protéger l'héritage linguistique des autres groupes culturels[5]. Dans la pratique (parlementaire, par exemple), l'anglais est la langue privilégiée, mais elle ne gêne en rien le maintien et le développement des autres langues, en particulier le zoulou (la langue *maternelle* la plus parlée en Afrique du Sud) ou le xhosa. Le xhosa, cette fameuse "langue à clics", est d'ailleurs l'objet d'un effort concerté pour en favoriser le

---

2. C'est-à-dire "noire", dans la mesure où l'adjectif *africain* est réclamé par tous : il faudrait peut-être dire, à l'américaine, "afro-sud-africain" – encore que *black* soit aussi revendiqué par certains "Métis".

3. Langue maternelle et deux autres langues dont l'une est soit l'anglais, soit l'afrikaans.

4. Tout comme peu d'Anglais se soucient d'apprendre le français, ce qui les conduit à s'étonner que la bouchère ne puisse leur dire ce qu'est une bavette...

5. Le ministre de la Francophonie de l'époque aurait quand même pu intervenir pour signaler que le français est une langue d'héritage en Afrique du Sud, où il fut parlé jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, comme en témoigne la kyrielle de patronymes, et de prénoms, français.

développement dans la région du Cap. Les grandes compagnies financent des programmes d'entreprise ou des pages linguistiques dans les journaux afin d'apprendre aux "Blancs" une langue qui est parlée tous les jours dans leur province. S'il est ardu de faire des pronostics sur l'impact à long terme d'une bande dessinée comme celle que sponsorise Caltex (Texaco), *Let's get talking* ("Allez, on parle !"), l'effort et l'enthousiasme qu'apportent les Sud-Africains à découvrir leurs langues témoignent qu'il existe une communauté de vues sur leur importance culturelle. On pourrait presque comparer ce véritable changement d'attitude, après les années de gavage linguistique en afrikaans[6], à celui qui se fait jour dans l'Union européenne, où toutes les langues sont protégées ou promues, même s'il est clair que l'anglais est bien la seule langue de communication en fin de course. Le principal reste que les gens aient conscience que d'autres langues existent qui valent la peine d'être cultivées, pour leurs mérites propres.

Le débat autour de l'alinéa 6, mentionné plus haut, qui conclut les *Founding Provisions* ("Propositions fondamentales"), à côté de l'affirmation des droits, de la suprématie de la Constitution, de la citoyenneté et du drapeau national – c'est dire son importance –, fut extrêmement vif. L'opposition essentielle vint de certains afrikaanophones qui refusaient d'admettre la parité constitutionnelle des onze langues et son corollaire pratique, la prédominance de l'anglais. Le débat n'est pas clos, mais le seul fait que ces langues cohabitent et sont protégées (par l'État dans les programmes d'éducation, par les groupements d'intérêt culturel, par les gouvernements des neuf provinces où certaines langues sont plus répandues que d'autres) reste une leçon à écouter. Il aura enfin stimulé une "fierté" linguistique et culturelle qui donne à la vie artistique et intellectuelle sud-africaine une diversité réelle parce que vécue. L'arc-en-ciel, c'est aussi cela : un recensement des paroles.

---

6. Il fut notamment le catalyseur des émeutes de juin 1976 lorsque F.W. De Klerk, ministre de l'Éducation, voulut imposer l'afrikaans pour enseigner les matières scientifiques dans les écoles des *townships*.



Recensement de la population, en effet. Quelles sont les statistiques de base ? Le dernier recensement date de 1996 *(Census 96)*, son dépouillement est en cours. Les chiffres officiels donnés par le régime de Pretoria étaient les suivants, issus du recensement de 1980 : un peu moins de 28 millions d'habitants, 20 millions de Noirs, 4 millions de Blancs, 2,5 millions de Métis, moins d'1 million d'Asiatiques. La population noire était de surcroît divisée en sous-catégories ethniques, les groupes les plus importants étant ceux des Zoulous et des Xhosas. Catégories douteuses à plus d'un titre, issues d'un système de classification raciale dont il n'est pas possible de donner ici l'historique. Disons simplement que du seul point de vue de la méthode, on ignore surtout comment le recensement a été effectivement réalisé. Ce sont là des ordres de grandeur qui permettaient de chiffrer la race, pour ainsi dire. Le précédent recensement, celui de 1991, datait d'une époque où les troubles grandissants, l'administration déficiente des bantoustans, la désorganisation des *townships* et la résistance passive en rendaient les résultats encore plus aléatoires. Un exemple : les statisticiens escomptaient une population totale de plus de 42 millions. Le recensement de 1996, réalisé dans des conditions presque stables et selon de bonnes méthodes, ne donne que 37,9 millions d'habitants – Sud-Africains et étrangers confondus.

Le dépouillement a déjà livré des pourcentages : 52 % de femmes et 48 % d'hommes, 55 % de population urbaine (contre 45 à 50 % auparavant : les régions de Johannesburg et du Cap forment deux pôles d'attraction). On sait par ailleurs qu'il y a aussi en Afrique du Sud 400 000 immigrés illégaux venus surtout des deux Congos, du Malawi, du Mozambique. Enfin, le recensement de la population dans les anciens États autonomes du Transkei, du Bophuthatswana, du Venda et du Ciskei[7] ne s'est fait que selon un "modèle démographique", et non par du porte-à-porte.

---

7. Les quatre bantoustans qui avaient opté pour la fiction de l'indépendance.

Autre méthode de recensement de la population adulte : les listes électorales. Les élections générales de 1994, sous observation internationale, furent *free and fair* (libres et justes), mais tout le monde s'accorde à dire que, dans le détail, il y eut des dérapages. Aussi le nombre total des votes exprimés et comptés ne reflète-t-il pas exactement le total des votants, et encore moins celui des électeurs puisque, à l'exception peut-être des listes d'électeurs blancs de l'ancien régime, les listes des autres groupes étaient soit douteuses, soit inexistantes. L'effet le plus immédiat du vote fut d'ailleurs de pouvoir constituer pour la première fois, empiriquement, une liste des électeurs, sans oublier que tous les résidents en Afrique du Sud au moment des élections purent voter – qu'ils fussent sud-africains ou non : c'était un moyen de s'assurer que les nationaux qui avaient subrepticement renoncé à la nationalité sud-africaine ou en avaient été privés puissent prendre part à l'acte de constitution de la nation. Bref les élections ne donnent pas le chiffre d'un recensement de la population adulte de la *rainbow nation*.

Le plus délicat sera, d'évidence, le comptage "racial". Délicat en effet parce que la classification raciale, dont la loi fondatrice a été évoquée plus haut, n'est plus constitutionnellement valable. Rien n'oblige quiconque à cocher *black* ou *white* ou *asian* ou *coloured* sur un formulaire. Ni d'ailleurs à cocher *male* ou *female*. Ces catégories sont inexistantes au regard de la Constitution qui, à l'alinéa 9 du titre II, établit les critères d'égalité et les catégories par lesquelles un citoyen se définit en cas de discrimination, et rend donc arbitraires les catégories de la "race" et du "sexe". Bien des *coloureds* se considèrent *black* et le revendiquent, alors que le préjugé le plus courant voulait qu'ils se considèrent plutôt *white*, comme si c'était "mieux". Par ailleurs, des afrikaanophones se considèrent "africains" et refusent parfois de se dire noirs ou blancs. C'est dans le domaine de l'"action affirmative" qu'il semble impératif de réintroduire des catégories qui ne sont plus considérées comme raciales, mais socio-économiques. Les patronymes ne peuvent pas toujours servir à identifier les groupes ethniques, pour autant que cette expression ait un sens autrement que dans les perceptions subjectives et sociales que les uns

ont des autres, et il est improbable que les officiers des Services centraux de la Statistique (CSS) se hasardent à extrapoler. Il est même possible d'avancer que cette incertitude sur une catégorisation des groupes, et les délais dont souffriront certainement le dépouillement et l'analyse du recensement, sont caractéristiques d'une lassitude de la part des Sud-Africains à se laisser classifier. Leurs différences et leur diversité s'expriment dans le domaine de la culture, des arts, de la vie quotidienne, sans qu'une classification puisse vraiment servir à autre chose qu'à soulever le spectre du racisme.

Pourtant, à la suite du recensement, une controverse a fait revenir au premier plan de vieux comportements. La différence entre la projection de 42 millions et le chiffre de 37,9 millions est le résultat d'une opération idéologique. L'auteur du modèle statistique utilisé pour le recensement de 1991, un professeur de l'université de Stellenbosch[8], accuse le décompte de 1996 d'être défectueux alors que le directeur des CSS affirme que ses chiffres sont bons : la différence s'expliquerait par le fait qu'en 1991, son prédécesseur avait extrapolé le taux de naissance des Noirs à partir des données fournies par le recensement de 1970, tout en gardant pour modèles des taux de naissance des Blancs, des Métis et des *Indians* les chiffres du recensement de 1980 ! Il semble que l'augmentation de la population de presque 5 millions de personnes, avancée lors du recensement de 1985, ait déjà été une falsification. Interrogé par le *Mail & Guardian*[9], le professeur voit rouge lorsqu'on lui suggère que le taux de natalité des Noirs avait été artificiellement gonflé : pour faire peur ? pour inciter "les autres" à se reproduire et à se multiplier dans les vignes du Seigneur, afin de redresser la balance raciale ? "[Il est] absolument ridicule [d'insinuer que nous pensions que les Noirs] se reproduisent comme des lapins, fulmine-t-il. À chaque fois qu'on est à court d'argument, on le met sur le compte de l'apartheid – ça, c'est l'idéologie des années quatre-vingt-dix." Oui, mais l'expression "se reproduire comme des

8. Institution très conservatrice qui forma les élites de l'ancien régime, nichée dans l'une des plus belles régions viticoles du Cap, à vingt minutes du Refuge protestant français.

9. Le *Libération* sud-africain, avec une dose d'*Événement du jeudi*.

lapins" est bien la sienne – et traduit exactement ce que beaucoup de Blancs pensent des Noirs[10] ; et il y eut bel et bien inflation des chiffres. La réponse, émanant cette fois du directeur général des CSS, est au contraire extrêmement judicieuse : "Le recensement démontre une urbanisation rapide – une raison majeure du déclin de la natalité." Bref, un excellent exemple de manipulation des statistiques autant que de la pensée des statistiques puisqu'il est évident que le professeur en question était aussi persuadé que les Noirs, effectivement, se reproduisent comme des lapins. Autre image : les officiers recenseurs arboraient des parkas orange, frappées d'un logo à la Keith Harring – de petits personnages multicolores ouvrant les bras et s'écriant *Count us in !* Un jeu de mots qui remet à sa place l'exclamation du professeur Nimbus de l'apartheid : "Compte sur nous, mets-nous dans tes comptes." Quels comptes ? Ceux de l'inclusion de tous dans la nation. Et sur qui compter ? Sur cette nation. Le temps des soustractions idéologiques (l'Afrique du Sud moins ceux-ci, moins ceux-là) et des équations raciales est révolu.



"Vous pouvez compter sur nous." Mais qui est ce "nous" ? On sait, en philosophie du langage, le piège tendu par les noms collectifs. Que veut dire, par exemple, l'expression : "L'Assemblée nationale a adopté un nouveau code de la nationalité" ? Que chaque député a acquiescé et que la somme des "oui" a donné un "oui" singulier, celui attribué dans cette phrase à l'Assemblée, un nom collectif. Oui mais si, dans l'Assemblée, en supposant que tous les députés fussent présents, au moins un député a dit "non", peut-on toujours dire "l'Assemblée", sauf à doter celle-ci d'une personnalité indépendante de la somme des députés présents à ce vote-là ? Car à faire cela, on peut effectivement se mettre à croire qu'elle existe indépendamment de

10. Ou les riches des pauvres, ou les Français des Arabes, ou les Anglais des Irlandais, ou les Israéliens des Palestiniens – c'est toujours l'autre qui procrée trop, c'est-à-dire mal.

ses membres. C'est exactement ce qui se passe lorsqu'on affirme que "les touristes allemands sont bruyants" ou que "les supporters anglais de football sont violents", ou qu'Untel ou Untel se met à parler "au nom de". Ce que la philosophie analytique émet ici, c'est une mise en garde : méfions-nous des collectifs, c'est-à-dire de la croyance que nous avons, sans y penser, en la *réalité* des collectifs. Quelle est donc cette croyance qu'ont les Sud-Africains en un "nous" collectif, que symbolise la métaphore de l'arc-en-ciel ? Voyez le jeu du collectif : chaque couleur sait-elle que, dans l'écharpe d'Iris, il y a d'autres couleurs, sauf si on lui dit qu'il y a ce collectif, l'arc-en-ciel ? Qui est ce "on" qui a le pouvoir de dire ?

Un débat a lieu sur ce que les intellectuels sud-africains appellent la question du *we-ness*, du "nous", un débat qui se déroule dans les journaux et auquel sont sensibilisés la plupart des gens par toutes sortes de moyens médiatiques. Par exemple, la première chaîne de télévision[11] a choisi pour image de marque et *gingle* de liaison entre les programmes le slogan *Simunye, we are one* ("Ensemble, nous sommes [la] Une" – un autre jeu de mots). Et ce n'est qu'un échantillon de la multiplicité des images et des expressions qui circulent sur le "nous ensemble mais divers", pour paraphraser, de la nation arc-en-ciel.

Dans un article retentissant, le président de l'Institut sud-africain des Relations raciales ou SAIRR[12] pose la question suivante : "Quelle interprétation donner au fait que 96 % des Sud-Africains interrogés dans un sondage récent déclarent être fiers, ou assez fiers, d'être sud-africains ?" On peut comprendre que ce titre de citoyenneté eût fait jadis honte aux Sud-Africains qui, voyageant à l'étranger, avaient pris pour habitude de répliquer à la question : "Mais, votre accent, vous êtes... – Australien, je suis australien", ou qui, engagés dans

11. Il y avait, avant la dérégulation en cours, qui a déjà bouleversé le paysage radio, trois chaînes publiques et une chaîne privée, outre le bouquet satellite.

12. Observatoire politique prestigieux qui eut maille à partir avec l'ancien régime mais qui, dans le climat actuel, paraît soudain vieux jeu et même réactionnaire en comparaison d'un autre observatoire de la vie politique, le très actif Institut sud-africain pour l'Alternance démocratique, l'IDASA.

la résistance au régime, ne pouvaient pas revendiquer un titre d'opprobre que le régime lui-même leur déniait souvent de toute manière en confisquant leur passeport[13]. On comprend aussi qu'après le désespoir suscité par les massacres dans les Balkans et la répression en Chine, l'extraordinaire changement politique qui a saisi l'opinion internationale ait pu faire de ce titre un titre de gloire. Mais pour autant, est-ce que cette "fierté" nationale exprime un sentiment d'être en commun, d'être ensemble, d'être une nation diverse mais indivisible ? Le président du SAIRR argue que le sens de la communauté est fragile en Afrique du Sud et qu'en conséquence, l'ANC commettrait une erreur en supposant que le pays puisse fonctionner comme une "démocratie ordinaire" où une simple majorité a le droit de décider pour tous. À l'appui, il cite un autre sondage mené pour le compte de la Fondation Helen Suzman, du nom de celle qui fut longtemps le seul et unique député d'opposition au régime de Pretoria. À la question : "Pensez-vous que les Sud-Africains soient unis dans une nation unique ?" les réponses se distribuaient entre "oui, déjà", "ça prendra du temps" et "jamais". Mais dans la première catégorie, ne se trouvaient qu'1 % des Blancs, 3 % des Asiatiques, 8 % des Métis et 19 % des Noirs, dans la deuxième, 53 % des Blancs, 77 % des Asiatiques, 65 % des Métis et 67 % des Noirs, et dans la troisième 47 % des Blancs, 19 % des Asiatiques, 26 % des Métis et 14 % des Noirs. On en tire la conclusion que l'on veut mais il est clair, en croisant les deux sondages, que si tous les Sud-Africains sont "fiers" d'être sud-africains, la grande majorité d'entre eux, toutes "races" confondues, croient aussi que leur identité nationale est encore à faire. La conclusion qu'en tire le président du SAIRR est celle d'un politologue : l'ANC ne peut pas s'imaginer gouverner, après 1999, à la majorité "ordinaire" ; le parti majoritaire doit prendre en compte ces clivages afin de favoriser l'identification de tous à la nation, ce qu'il nomme "patriotisme" – lorsque les citoyens reconnaissent tous la légitimité de l'État comme représentant de la nation.

13. L'un des droits fondamentaux affirmés par la Constitution est l'inaliénabilité de la citoyenneté.

~

La politique de *non-racialism* (refus des discriminations culturelles), affichée par l'ANC et affirmée dans la Constitution, serait alors un vœu pieux. Or en marge de ce débat, et l'éclairant d'un jour différent, Shell sponsorisait en avril 1997 une enquête sur ce que les gens, dans la rue, pensent de tout cela. Loin du "collectif" évoqué plus haut et des difficultés que soulèvent les sondages, Shell offrait un coup de sonde dans le vif du sujet. Exemple du mécénat démocratique des entreprises. Sous le slogan, *Go well. Go Shell* ("Va ma belle – démocratie, voiture ? –, va Shell") et la déclaration *Empowering South Africans into the future* (jeu de mots difficile à traduire en français, on pourrait dire : "Faire mieux carburer le pays"), la compagnie pétrolière offre aux lecteurs de journaux un supplément "couleur" intitulé *True Colours*, "Nos vraies couleurs" (encore un jeu de mots : l'expression signifie également "montrer la couleur", "dire la vérité").

Trois ans après les élections générales, deux reporters du *Cape Times* parcourent le pays, "un voyage de 8 000 kilomètres à la découverte de ce que pensent les Sud-Africains moyens". Le reportage donne des citations d'interviews et des photos souvent cocasses ou attendrissantes, "réelles", un choix parmi un millier de rencontres, à travers les neuf provinces et une centaine de villes et villages. Les reporters demandent aux gens de se définir socialement (âge, métier) et civilement (sud-africain, blanc, noir, xhosa, la liste est ouverte cette fois-ci). Impossible de présenter et d'analyser *True Colours* en quelques pages. Voici plutôt un échantillon des citations que les journalistes ont choisi de mettre en gros plan. Pour la province du Cap occidental, Sarah Louw, au chômage, "métisse" : "C'est aussi mal, même pire qu'avant. [...] Beaucoup de Blancs sont racistes envers nous, mais c'est que les Noirs qui obtiennent du travail." Juanita Isaacs, directrice d'un magasin de vêtements, "sud-africaine" : "L'Afrique du Sud s'est améliorée. Les possibilités de carrière sont meilleures. [...] Jamais par le passé il n'y aurait eu une femme directeur du magasin." Werner De Villiers,

"boer" : "Je ne supporte pas les nègres et c'est pour ça que la nouvelle Afrique du Sud, ça ne me plaît pas. Ils nous prennent notre pays qu'on a eu tant de mal à construire." Dans le Nord, une province économiquement déshéritée, Marie Bean, vendeuse de hot-dogs, "boer" : "Je ne vois pas pourquoi les Blancs devraient aller se faire soigner par des docteurs noirs. [...] Non, je ne suis pas une fan du président Mandela." Philemon Mathaba, "mopedi" : "Je suis content des progrès faits par le pays mais ce qui m'inquiète, c'est le manque de travail. Si vous me posez la question du racisme, je peux vous dire que nous voulons être avec les Blancs. C'est criant que nous devrions être ensemble, mais nous ne le sommes pas." Au Gauteng[14], Abel Sithole, au chômage, "noir" : "Les préjugés raciaux sont bel et bien vivants. Ils ne viennent pas seulement des Blancs. Il y même des Noirs qui détestent franchement les Blancs." Johnny Davids, instituteur à la retraite, "métis" : "Le racisme est vivant et bien vivant. D'abord nous étions trop noirs pour être blancs, et maintenant nous sommes trop clairs pour être noirs." Au Kwazulu Natal, une exception politique[15], Adam Badish, "sud-africain" : "L'apartheid était une erreur mais, s'ils avaient été à notre place, est-ce qu'ils auraient changé ?" Sanusha Moodlar, propriétaire d'un magasin d'épices : "Bien sûr que le racisme existe. Je peux toujours renvoyer la balle et dire que je ne suis pas raciste mais, au fond, on a tous été éduqués là-dedans." Zama Ndlovu, étudiante, "africaine" : "Les choses s'améliorent, mais ça prendra du temps. À l'IUT il y toujours une distance entre les races, avec les jeunes Blancs assis d'un côté et les jeunes Noirs de l'autre."

Que dire de ces échantillons, de ces témoignages, sinon qu'il serait peut-être intéressant que Toyota, par exemple, sponsorise le voyage de deux reporters de *Ouest-France* à la découverte de ce que pensent les Français du fait d'être français : voyage dans les

---

14. La plus riche province, formée autour de la mégalopole de Johannesburg.

15. La seule province qui résulte de l'absorption d'une ancienne colonie blanche, le Natal, et d'un protectorat indigène, le Zoulouland. C'est également la seule, avec le Cap occidental, à n'être pas dirigée par l'ANC.

mentalités françaises, à travers nos régions et nos villages, à l'aube du troisième millénaire et de l'intégration européenne, afin de savoir, du même souffle, comment les Français se sentent européens. La leçon la plus immédiate et la plus sensible que livrent ces "Vraies Couleurs" reste cependant la liberté de ton, et l'aisance d'expression, avec laquelle des paysans, des SDF, des cadres, des chômeurs, des hommes et des femmes de tous âges et de toutes conditions, s'entendent au fond à dire que les choses ont changé et, même dans le déni violent qu'affichent certains des interviewés, affirment la réalité de cette nation. Même le jeune "Boer" qui disait "ne pas supporter les nègres" (l'expression originale est plus complexe, mot à mot : "Je ne sais pas *comment m'y prendre* avec les nègres") terminait sur ces mots : "L'important est qu'elle [Brenda] et moi nous nous aimions. Mandela fait son boulot." Du Bernardin de Saint-Pierre ?



Une autre illustration de cette tension dans l'arc-en-ciel, si l'on peut dire, une illustration plus consciente d'elle-même : le théâtre et les arts du spectacle. Disons d'emblée que l'Afrique du Sud est loin d'être un désert culturel. À l'évidence, et comme ailleurs, un coup d'œil jeté aux pages des programmes de télévision révèle le même paysage doucement catastrophique qu'en France : les mêmes séries américaines, les mêmes films "classiques" et les mêmes émissions grand public (y compris la *Roue de la Fortune*). C'est le menu habituel et, comme ailleurs, une pincée de programmes faits sur place ou presque et qui oscillent entre le drame historique de qualité, comme la saga d'une famille sous l'apartheid, *Molo Fish*, la variété branchée et le feuilleton mal ficelé. Une forte programmation de séries comiques noires américaines, surtout aux heures de grande écoute. Une pincée d'émissions religieuses – bien loin des années où l'Évangile était prêché tous les soirs avant l'hymne national – et d'émissions genre Arte. Et puis CNN et BBC World. La distribution de films dans les cinémas appartient au réseau américain : bien souvent, les *block-*

Tintin chez les Zoulous

Aux yeux des Français, l'Afrique du Sud noire c'était, bien avant Nelson Mandela, Miriam Makeba, une habituée de l'ORTF pompidolienne. C'est aussi, de nos jours, la mode de la musique "zouloue". Dès lors que nous nous aventurons, avec l'arrogante naïveté de Tintin, hors de l'ancien espace colonial francophone, nous perdons le sens des nuances. Qu'en est-il des Zoulous ?

L'ancien Zoulouland et l'ancienne colonie du Natal* forment aujourd'hui l'une des neuf provinces d'Afrique du Sud**. Avec le Cap occidental, c'est la seule province dont le Parlement et le gouvernement ne soient pas à majorité ANC. Au KwaZulu Natal, le Parti zoulou occupe une position dominante – et compte donc des Européens dans ses rangs, y compris une députée juive au Parlement... Zoulous, avez-vous dit ?

Étrange, le KwaZulu. Il possède son roi, Goodwill ("le Bon"), un chef traditionnel qui ne jouit d'aucun pouvoir constitutionnel mais qui affirme incarner "l'âme" de sa nation – ce n'est pas très différent dans les monarchies européennes. La capitale, Durban, est une belle ville de style victorien, un Bordeaux de l'océan Indien. La région est prospère. À Ulundi sont installés le *kraal* royal et le harem du souverain. Le prince Buthelezi est l'homme fort du Parti zoulou et, à bien des égards, le rival complexé de Mandela. Habile stratège, il a toujours refusé, sous l'apartheid, de voir le Zoulouland tomber dans le miroir aux alouettes des bantoustans soi-disant indépendants, sachant bien que les Afrikaners voyaient dans les Zoulous un contre-poids au "communisme" (l'épouvantail de l'époque). Il a également refusé d'aligner son parti, l'IFP, sur l'ANC. Pourquoi ? Les sociologues du cru argumentent inlassablement sur les Zoulous, "dupes de leur propre mythologie", dont les deux références sont la cuisante défaite infligée en 1879 aux troupes anglaises (à la grande joie d'Engels...) et le prestige militaire du chef Chaka – "Napoléon, le Chaka blanc de l'Europe", *dixit* Miriam Makeba. L'une et l'autre sont relayées par la grande et puissante tradition des éloges royaux, les *izibongo*, monuments quasi homériques de la littérature orale africaine. Dupes, les Zoulous ? Peut-être pas... Réalistes en politique, oui. Les vraies dupes, ce sont les Tintin de tout poil qui ne voient l'Afrique du Sud qu'au travers du filtre zoulou. De la nuance avant toutes choses...

* Ainsi nommée parce que Vasco de Gama entrevit son rivage le jour de Noël 1497.
** Avant la réorganisation du territoire, le pays comptait quatre provinces historiques, outre des bantoustans de statuts variés.

Au cinéma

En 1998, un film sud-africain fait un tabac au box-office local, voisinant avec d'affligeantes séries B étrangères et quelques coups de cœur (Quentin Tarantino tourne au Cap une suite – qui sait ? – à *Pulp Fiction*). L'époque des épopées filmiques est terminée : après avoir rendu compte des horreurs de l'apartheid *(Sarafina !)*, comment filmer des manœuvres politiques ? Attenborough n'est pas Costa Gavras, hélas... Et l'Afrique du Sud n'a pas encore enfanté un cinéma comparable à celui de l'Australie.

Pourtant, le film en question annonce la promesse des fleurs. *Paljas* (prononcez *paillasse*), réalisé par Katinka Heyns et Anant Singh, a tellement pris de court les aficionados du septième art que – fait sans précédent – l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences l'a retenu pour une nomination aux oscars en 1998. Pourquoi ? Le film, tourné en afrikaans, met en scène une petite communauté afrikaner du désert du Karoo. Les acteurs sont des Européens, l'imagerie est européenne, mais le décor est africain – un ciel irradié de soleil, une terre dure, pâle et rocailleuse et, en violent contraste, le bariolage éclatant, la musique tonitruante d'un cirque en vadrouille. L'intrigue ? Un cirque plante son chapiteau dans ce village perdu, un paillasse – un clown blanc – emmène un enfant muet, le fils du chef de gare, faire une étrange promenade. Un éléphant apparaît alors à l'horizon. Le fil se déroule.

Le film a surpris tout le monde. On peut épiloguer sur le symbolisme qu'il véhicule : le mutisme du jeune garçon afrikaans, le clown blanc, l'éléphant dans ce village perdu au fond du désert, le chef de gare désœuvré et désamouré. Ce qui reste au fond du tamis, c'est l'or d'une nouvelle culture cinématographique. Pour citer un chroniqueur du *Sunday Independent** : "Avec *Paljas,* les vices sud-africains deviennent une mine d'or." Affaire à suivre.

* Un des journaux locaux tenus par le magnat irlandais de la presse Tony O'Reilly.

busters sortent à Johannesburg ou à Durban avant même d'illuminer les écrans de Lyon ou de Bordeaux ; les films d'art et d'essai, et les films européens, passent dans les nombreux festivals et rétrospectives, la plupart du temps financés par le mécénat d'entreprise ou les gouvernements étrangers. Ce n'est pas très différent au Canada. Par exemple, Durban, le grand port sur l'océan Indien, mélange capiteux de Bombay et de Dar-es-Salaam, compte une cinquantaine de salles de cinéma où passaient les mêmes films qui étaient à l'affiche de Toronto à Salonique, *Jerry Maguire, Mars attaque, Les 101 Dalmatiens...* Ce n'est évidemment pas dans ce commerce des commodités culturelles qu'on pourra discerner la mise en représentation de la *rainbow nation*, même s'il est notable que l'Afrique du Sud fait partie du circuit mondial de distribution de ces films, à parité avec l'Australie ou le Canada. Et si, dans la programmation télé, il existe effectivement un effort pour "africaniser" les séries – en achetant des *sitcoms* américains –, ce n'est pas là non plus qu'on trouvera des éléments de réponse, en dépit de miniséries récentes très engagées, mais superbement filmées *(Helen Joseph, Natural Rhythm).*

Le théâtre offre un champ plus intéressant. On l'ignore souvent à l'étranger, l'Afrique du Sud possède une culture littéraire vivace, en anglais, en afrikaans et, dans une moindre mesure, dans quelques langues africaines. À côté des institutions officielles ou subventionnées, il existe une vie culturelle associative vivante, en large partie issue des années de résistance et soutenue par des ONG. Et dans le domaine d'arts encore récemment perçus comme le symbole même de la culture blanche (comme on disait "culture bourgeoise"), en particulier l'opéra, les choses changent. De nombreux jeunes gens, sortis des *townships*, ont commencé des carrières musicales ou triomphent depuis quelques années déjà, comme le soprano Sibongile Khumalo ou le Soweto String Quartet. Les deux fondateurs du Durban Opera Africa, le ténor Raphaël Vilakazi et le soprano Sibongile Mngoma, ont donné en Angleterre une adaptation en zoulou du *Fidelio* de Beethoven. Modernisé, ce livret : l'histoire du prisonnier Fidelio devient celle d'une victime de l'apartheid.

On a vu pire à l'Opéra-Bastille... Et il n'est pas certain que les deux compères d'Opera Africa aient trahi la pensée de Beethoven, peu s'en faut. La première sud-africaine aura lieu le 27 avril 1999, jour symbolique de la passation de pouvoir *(Freedom Day)* et date de clôture du Parlement élu en 1994.

Plus controversé, un festival des arts tenu en avril 1997 dans le désert du Karoo, le Klein Karoo Nasionale Kunstefees. L'idée de départ, baptisée *Kaktus op die Vlaktes*, le "Cactus sur la plaine", était de rassembler dans l'esprit de réconciliation des artistes, des comédiens, des chanteurs qui se reconnaissent une identité afrikaner – qu'ils soient noirs, blancs, métis – pour un concert *rainbow* dans l'une des petites villes les plus réactionnaires qui soient, Oudtshoorn. L'intention était de célébrer une réconciliation de la "diversité" autour de la langue afrikaans, souvent qualifiée de "langue de l'oppression". Comme, au même moment, un Conseil national des Arts se mettait en place pour décider de la politique de subventions par le ministère de tutelle, c'était l'occasion de montrer ses talents et "d'envoyer un message" : ne confondez pas ceux qui parlent l'afrikaans avec ceux qui hurlaient des ordres dans les hauts-parleurs. Soit. Une sorte de frénésie s'ensuit et la petite ville d'Oudtshoorn se transforme en un Woodstock ou un Avignon *off*. Tous ceux qui comptent dans les arts du spectacle sont là. Miriam Makeba apparaît, et on lui jette des canettes de bière. Qui ? De jeunes Boers, des fermiers, qui l'insultent. Elle leur dit de se calmer. Ils sont complètement ivres. Rixe évitée de justesse grâce au service d'ordre.

Un autre jour, l'ancien ministre des Affaires étrangères, reconverti en conteur du soir, parle en tirant sur sa pipe. Il exulte : "Ce festival, c'est pour les Sud-Africains qui parlent afrikaans et qui veulent faire la fête, et qui se sentent libérés et qui peuvent se regarder en face et assumer." Ah !... Une équipe de rockers, Die Naaimasjiene (littéralement : les "Machines à f..."), la hantise des chaumières, fait son numéro *hard* devant le regard éberlué des jeunes. On pourrait ajouter à ce florilège. Son sens ? Un basculement culturel : l'afrikaans, langue fabriquée par les nationalistes comme une arme contre les Anglais, patiemment fourbie pendant

cinquante ans puis devenue une langue d'autorité pendant un autre demi-siècle, dotée, à peine apparue et reconnue, de ses institutions, de son académie, de sa bibliographie annuelle, de ses prix littéraires, de ses associations de défense, étroitement attachée au pouvoir blanc, telle l'écorce d'un arbre – l'afrikaans se détache d'un coup et se met à proliférer, à passer par des accents autres, des visages différents, à s'articuler en des formes différentes. Cette langue monocorde, cette langue blême, passe en Technicolor. C'est cela aussi, l'effet *rainbow*.

Alors, cette nation arc-en-ciel où Miriam Makeba, la diva du *blues* africain, se fait insulter par des racistes imbibés, une utopie ? Non, un processus de constitution d'une nation, un motif rassembleur après les slogans de division. Certes, les publicistes ne laissent pas d'abuser de l'expression : tout est "arc-en-ciel", de l'essence à la candidature rejetée du Cap aux Jeux olympiques de 2004. Il n'en reste pas moins que cet abus reflète le développement d'une nation d'exception. Les cyniques peuvent sourire, mais la rhétorique a de tels effets de réel. C'est d'ailleurs sa vraie force. Pourtant, les cyniques ont une arme que l'Afrique du Sud leur fournit, acérée sur les écrans de télévision comme une lame sur une pierre à aiguiser : Mme Winnie Mandela.

IV

Questions de pouvoirs

WINNIE MADIKIZELA-MANDELA, comme elle se nomme à présent, à la façon des grandes dames américaines qui collectionnent noms, maris et fortunes, sonne commme une note discordante dans l'harmonie sud-africaine et fait passer une ombre sur l'arc-en-ciel. Elle est un symbole, et une présence, qui résume bien des ambiguïtés : elle peut apparaître comme l'exemple même de l'*empowerment* de la majorité noire, et des femmes. Elle est aussi la marque d'excès. Impossible de tenter une esquisse de ce personnage hors du commun sauf à replacer ce portrait dans une fresque beaucoup plus large où, saisi dans une narration sociale, il prend ses vraies proportions.



L'Afrique du Sud, c'est aussi une question de pouvoir ou des questions de pouvoirs. Le terme *empowerment*, emprunté au vocabulaire américain du Mouvement des Droits civiques, est difficile à restituer en français. Impossible de dire "prise de pouvoir" (mais c'est aussi cela), impossible de traduire "réalisation du potentiel" (encore qu'il y ait là quelque chose de juste), impossible de le rendre par "promotion sociale" (c'est cela et plus que cela). On pourrait paraphraser par "mise en pouvoir" comme on dit "mise à niveau", mais la tournure est laide. Autant décrire ce à quoi se réfère *empowerment*.

C'est d'abord le sésame du développement économique. *Black empowerment* signifierait simplement l'africanisation des structures de décision de l'administration publique et des entreprises privées, ainsi que du pouvoir économique. Les universités, dont certaines ont déjà dû afin de rétablir une parité d'étudiants et d'enseignants qui re-

flète la réalité politique[1], "se transformer"[2] préfèrent parler de *redress*, bref "redresser la situation en redressant les torts". C'est exactement cela la signification d'*empowerment*, qu'il serait tautologique de qualifier d'"africanisation" puisque, précisément, les "Africains" étaient sans pouvoir. Il ne peut y avoir d'*empowerment* que *black*. Par analogie, on parle aussi de *women empowerment*, transférant une discrimination sur une autre.

Empowerment possède une double dimension éthique et socio-économique qui rend compte de deux discours : un discours passionné, émotionnel, "moral" et un discours des chiffres, des statistiques, "dur". Les deux discours, souvent, se contaminent l'un l'autre et les arguments passent subrepticement d'un niveau à l'autre. Un récent scandale de l'immobilier, où une femme d'affaires aguerrie a très vraisemblablement fait jouer des amitiés pour décrocher des contrats publics lucratifs *(quid novi ?)*, a mis en lumière ce jeu. Accusée de trafic d'influence, elle répond *empowerment*. L'affaire est en cours mais cette (mauvaise) rhétorique n'a pas porté les fruits qu'elle escomptait – un mouvement de sympathie. Dans un autre domaine, l'armée et la police, l'affaire a été menée rondement : les troupes et les officiers de la résistance ont été rapidement intégrés dans les forces armées[3] tandis que la police semble sortie de l'impasse, au prix d'un effort plus difficile (démissions en série, mises à pied, mise en place d'un recyclage "d'orientation vers le service des communautés", perte du statut militaire et fonctionnarisation). Encore aura-t-il fallu que Nelson Mandela nomme, à côté du "commissaire national", un ancien banquier pour mettre de l'ordre dans la gestion d'une administration tentaculaire qui était, sous l'apartheid, une forteresse de racisme, de népotisme et de corruption. Le mot d'ordre dans ces deux cas aura été "représentativité", ce qui explique en partie l'augmentation du

1. Politique d'autant plus intéressante qu'elle est gérée dans la plus complète autonomie puisqu'il n'existe pas de système universitaire public.

2. Néologisme du moment pour indiquer un *aggiornamento* politique.

3. Le budget des forces armées ne représente plus que 1,5 % du PNB alors qu'il était de 4,5 % en 1990.

budget des Services de Police (nouvelle appellation) : + 20,6 % par rapport au budget de 1996-1997, soit un total de 12 milliards de rands contre 9,5 milliards pour la Défense, sur un budget national de 187 milliards de rands[4] en 1996-1997. Signe de cette politique générale de "mise à niveau" : les dépenses sociales représentent plus de 60 % des budgets 1996-1998 dans le cadre d'un Plan financier et économique triennal (MTEF).



Scène à la télévision, à l'occasion d'une grève, entre un syndicaliste (noir) et un patron (blanc). Celui-ci : "Vos grèves sont néfastes à la reprise, vos exigences aussi. Déjà que la productivité de notre main-d'œuvre est la plus basse du monde[5] !" Le syndicaliste : "C'est plutôt la productivité de vos managers qui est basse. Ils sont tellement habitués au manque de concurrence ! Gérez mieux vos entreprises !" Tel est le fond de l'*empowerment* : ne pas camper sur ses positions, mais passer dans la position de l'autre. En substance, le syndicaliste plaidait, non sans raison, pour une économie de marché – ce qui devrait être la position du patron, habitué en effet à fonctionner dans le cocon autarcique de l'apartheid. La démonstration n'est plus à faire. *Empowerment*, cela signifie donc un changement de perspective. L'Union européenne, les pays scandinaves, le Canada, les États-Unis, se sont associés au programme de "reconstruction" du pays : intensification des infrastructures, politique du logement social, renforcement du système de santé, électrification des *townships* et raccordement du réseau de télécommunications, formation de la main-d'œuvre et des cadres. Ils ont également contribué au développement des investissements, à la mise en place d'une classe managériale noire, aux prises de participation et au processus de capitalisation – ce qui suppose toujours l'*empowerment*.

4. Environ 224 milliards de francs.

5. Précisons que les Sud-Africains aiment les superlatifs, qui sont une manière d'occuper la scène. Ce sont des méridionaux...

L'effet le plus évident serait à trouver dans l'émergence d'une classe moyenne noire, déterminée, "agressive" comme disent les gens du marketing. L'apparition d'une "bourgeoisie patriotique" (c'est l'expression utilisée) n'allait cependant pas de soi. La doctrine économique officielle des mouvements de résistance, l'ANC ou le PAC, était socialiste ou communiste, héritée des années de la guerre froide. Depuis la transition, le paysage idéologique s'est radicalement altéré : il n'est plus question d'économie d'État, il n'est plus question de nationaliser les moyens de production – au contraire, la politique économique du gouvernement est de privatiser, de déréguler, d'offrir autant de garanties que faire se peut aux investisseurs étrangers, de limiter le déficit budgétaire et de favoriser la croissance et la création d'emplois. Le gouvernement est plus préoccupé par les mauvaises habitudes des monopoles formés sous l'apartheid et par l'accoutumance des industriels sud-africains aux barrières tarifaires, qui faussent la concurrence et la productivité[6], que par la mise en place d'une économie modelée sur celle de l'ancienne URSS. En fait, à regarder de près la scène économique, on a l'impression que le gouvernement voudrait plutôt ne pas avoir à intervenir du tout. Ce virage économique – et le fait que les premiers fruits en ont déjà été recueillis – accentue en effet les tensions dans l'alliance tripartite ANC-PC[7]-Cosatu : c'est ce qu'a montré récemment le débat autour du Code du travail et de la réduction de la semaine de travail, que les syndicats fédérés dans le Cosatu auraient voulu voir s'aligner sur les modèles européens. Le gouvernement était tenu d'honorer ses promesses sociales – réaliser l'*empowerment* des salariés en leur donnant garanties et protections – tout en honorant ses promesses économiques – favoriser une reprise à long terme. Une grève générale a été évitée de peu. La scission que Winnie Madikizela-Mandela prévoyait, et attisait avec d'autres, entre le

---

6. L'adhésion partielle de l'Afrique du Sud aux accords de Lomé a suscité un tollé dans certaines branches industrielles.

7. Certains appellent le PC *the last Communist Party in the world* – "le dernier (véritable) Parti communiste au monde".

gouvernement et la base syndicale n'a pas eu lieu et il est loin d'être certain qu'en 1999 le Cosatu ou le PC quittent l'alliance. Le gouvernement sait que cette "bourgeoisie patriotique" est en voie de formation et que d'elle dépend en grande partie l'*empowerment*.

Une formule qui ferait se retourner dans leurs tombes les thuriféraires de l'apartheid et les fondateurs de la résistance, et que l'on doit à l'un des hommes d'affaires qui sont en train de façonner un type de Sud-Africain : "Je ne vois pas en quoi il serait scandaleux que des Noirs soient milliardaires." Don Mkhwanazi occupe à la fois les fonctions de *senior conseiller* en affaires économiques auprès de l'ANC et de président d'un organisme de conseil et d'investissements, le NET (National Economic Trust). Le NET, avec un capital de 360 millions de francs, procède à des investissements dont les bénéfices sont reversés à des programmes de formation aux affaires ou de soutien à des investisseurs noirs. Récemment, la branche du NET qui a la charge de ces opérations a signé une *joint venture* avec le groupe financier Malaysian Killinghall et, grâce à l'appui d'un autre groupe malaisien, a formé la première compagnie de fret maritime entièrement contrôlée par des Sud-Africains noirs. La philosophie du NET rappelle fortement son modèle sous-jacent, celui du "rêve américain" : l'enrichissement à la portée de tous. "Un milliardaire noir ne saurait dormir du sommeil du juste lorsque des millions sont dans la pauvreté, mais je veux que chaque Noir ait le sentiment qu'il a la possibilité de devenir riche et ne peut s'en prendre qu'à lui-même si ça n'arrive pas. Plus nous aurons de milliardaires, mieux ce sera pour le pays." Au conseil de surveillance du NET siègent des personnalités en vue qui appartiennent à l'ANC, au PAC, aux organisations patronales progressistes, au Conseil sud-africain des Églises. Bref, un aréopage. Même le représentant de l'Azapo[8] peut affirmer qu'il y a peu de différence entre la lutte pour le socialisme et l'objectif déclaré du monde des affaires de travailler à l'*empowerment* économique des Noirs.

8. Azanian People's Organisation, supposée encore plus à gauche que le PAC.

Une autre organisation, le Black Business Council, qui fédère des patrons et des groupes professionnels en vue de faire du *lobbying* politique, s'est donné pour objectif de susciter une classe d'entrepreneurs noirs qui "coopère" avec le gouvernement. Les résultats de ces efforts, joints au National Empowerment Fund créé par le gouvernement, sont tangibles : le nombre de compagnies cotées à la Bourse de Johannesburg (le JSE) et contrôlées par des Noirs[9] est passé de 5 à 17 en un an seulement ; en capitaux, le saut est de 2 milliards à 32 milliards de francs. L'ancien président de l'African Business and Consumer Services, un homme d'affaires lui-même, résume clairement l'état d'esprit de cette "bourgeoisie patriotique" : "Il n'y en aura jamais assez."

Cette conclusion rejoint celle du rapport annuel rendu en 1997 par l'agence Ernst & Young sur les fusions et les acquisitions *(Annual Survey of Mergers and Acquisitions)*. Il n'est guère surprenant de voir que l'*empowerment* est étroitement lié à l'*unbundling* (filialisation) des grands groupes, comme Anglovaal dans les mines. Le même rapport signale qu'en 1996 il y eut 45 *empowerment deals* (1,5 milliard de francs), le double de 1995, et que sur 18 *mega-deals* (au-dessus d'1 milliard de rands, soit 1,2 milliard de francs), 3 furent conclus dans ce domaine : African Mining Group, New Africa Investments Limited, National Empowerment Consortium. Mais le plus surprenant, sauf à suivre la logique éclaircie plus haut, tient à l'apparition des syndicats parmi les investisseurs : c'est le cas, entre autres, de la Mineworkers Investment Company[10] ou du SA Clothing and Textiles Workers Union Investment Group[11]. Les syndicats investissent et leurs représentants, par le biais de prises de participation, commencent à siéger aux directoires des compagnies. *Quid* du conflit entre travailleurs et actionnaires ? La question est

9. Le langage économique s'avère plus brutal que le vocabulaire politique, même s'il est moins transparent, puisque "noir" peut aussi signifier "métis" ou "asiatique" – comme aux États-Unis.

10. Affiliée au principal syndicat des mineurs.

11. Affilié au principal syndicat des employés du textile et du vêtement.

mal posée : il s'agit d'ajouter au carquois de l'*empowerment* une autre flèche – et les syndicalistes expliquent calmement que des syndicats actionnaires seront plus à même qu'un actionnaire pur et simple de comprendre et la gestion d'une entreprise, et les questions sociales, et la nécessité de les harmoniser.

Portrait d'un milliardaire noir, tel que le rapporte le *Mail & Guardian*. Sisa Bikitsha, né au Transkei, passe sa jeunesse dans la petite ville de Butterworth où ses parents l'ont envoyé s'occuper de ses grand-parents. Son père est prêtre. Des valeurs sûres d'endurance et de ténacité. Le *matric* en poche, il part pour Johannesburg, ville lumière, ville d'or[12] – mais, originaire du Transkei et donc citoyen d'un pays qui n'existe que pour les Sud-Africains[13], il est rapatrié de force. L'Eldorado lui est fermé. Il décide alors de brûler son "passe", ce document que tous les Noirs étaient obligés de porter – véritable triangle rose ou étoile jaune de l'apartheid. Ayant ainsi coupé les ponts et devenu un "immigré illégal", il peine pour une entreprise de pompes funèbres tenue par son beau-frère. C'était à la fin des années soixante-dix. Trente ans plus tard, il est à la tête d'un empire commercial dont les activités reflètent assez bien les secteurs qu'il était encore convenu d'appeler "informels" voilà deux ou trois ans : restauration rapide, vêtements scolaires, réparations auto, frigorifiques, distribution d'essence, etc.[14] En 1997, il est nommé *African Entrepreneur of the Year* et représente l'Afrique du Sud à la soirée des oscars de *Best Entrepreneur Under the Sun*, à Palm Springs. Sa philosophie ? "Je suis passé dans les affaires afin de faire le plus de profits possible. C'est tout. Ajoutez-y la passion et l'obstination, et vous avez la combinaison gagnante." On pourrait évidemment transposer cette histoire ailleurs – en France, avec Leclerc ? – sauf à perdre de vue l'essentiel :

12. Le nouveau nom de la province découpée autour de son cercle magique, *Gauteng*, signifie justement *Eldorado*.

13. Ces citoyennetés fantoches avaient en partie pour but de contrôler les mouvements de population.

14. Le chiffre d'affaires annuel tourne autour de 18 millions de francs.

l'homme d'affaires noir considère son succès personnel comme une réussite pour sa "communauté" et lui donne, envers et contre tous les obstacles naguère élevés par l'apartheid, des sources "éthiques", un ensemble de valeurs fondées sur l'effort et l'astuce, la solidarité et le risque. C'est là aussi une forme de l'*empowerment*.



Et c'est ici qu'il faut s'arrêter sur le cas, tellement fascinant et si peu "excentrique" en réalité, de Winnie Madikizela-Mandela. Winnie Mandela (pour être plus simple) incarne à bien des égards l'*empowerment* dans sa version la plus abrupte, la plus agressive et, concession nécessaire, la plus *glamour*. Le tapage médiatique autour du personnage qu'elle s'est créé représente en fait la meilleure preuve de l'importance du rôle qu'elle a joué, du temps de l'incarcération de son mari, dans la mise en valeur d'un *empowerment* des Noirs – en-dehors de la simple question politique. L'*empowerment* réside autant dans la maîtrise des symboles du pouvoir, culturels, médiatiques, imaginaires, que dans le contrôle politique. Très tôt, Winnie Mandela avait compris que si le régime négociait avec son mari[15], outre son personnage de femme-martyre de sa cause, "de mère de la nation", de "Mami", elle opérait une sorte d'OPA symbolique sur l'Afrique et devenait quasiment intouchable. Elle endura des mesures de bannissement, entre 1977 et 1985, puis de mise en résidence surveillée : elle fut longtemps reléguée dans une maison d'une petite ville poussiéreuse, perdue au milieu de l'aride et déprimante campagne de l'État libre d'Orange – un décor de Far West ou de *Bagdad Café* où, le dimanche, après le service au temple, la seule distraction des Blancs était d'aller garer leur voiture en bordure de l'autoroute pour voir passer les gens qui filaient sur la Nationale 1 vers le Transvaal ou Le Cap. Mais elle sut transformer cet exil en lieu de culte – d'autant plus que, comme

15. Les premiers contacts en vue d'un rapprochement remontent au début des années quatre-vingts.

l'ont récemment déclaré devant la TRC des policiers chargés de la surveiller, les ordres étaient de la laisser faire, dans l'espoir "qu'elle creuserait sa propre tombe".

Un exemple de son savoir-faire, et de son sens très aigu de l'importance de la symbolique : ses tenues de combat. Elle apparaissait souvent en treillis – comme cadre réel ou supposé de la branche armée de l'ANC. Après tout, la famille royale d'Angleterre arbore des uniformes de l'Amirauté à la moindre occasion navale : Winnie Mandela se costumait en kaki – au moment où Gianni Versace faisait passer le camouflage dans les défilés de mode. Mille historiettes circulaient sur ses achats et emplettes sur Fifth Avenue – au point que "Gucci" devint une sorte d'épithète homérique pour dire "Winnie". Elle a soixante-trois ans. Loin de choquer ses partisans, le *glamour* dont elle rayonnait incarnait déjà, avant même le changement de régime, la prise de pouvoir. Winnie, qui n'a probablement lu ni Bourdieu ni Baudrillard, possède le sens, né des luttes pour le pouvoir, du "statut", de la "distinction", du "simulacre". De longtemps, elle avait saisi que changer l'image de la femme noire était un acte d'*empowerment*. Et son flair est extrêmement sûr : alors que les douairières de l'apartheid s'habillaient comme des pièces montées[16], droit sorties de films de série B des années cinquante (la période de leur nostalgie – avant que le pays ne se claquemure dans ses obsessions), celle qui allait être la présidente *représentait* déjà la nouvelle Afrique du Sud. Son style s'est imposé peu à peu comme une démonstration de pouvoir. Et si le régime pouvait lui interdire de parler à la presse, il ne pouvait pas lui interdire de s'habiller – même les juristes obsessionnels de l'apartheid n'allaient pas édicter des lois somptuaires[17]. On saisit mal le pouvoir de fascination qu'exerce Winnie Mandela sur les Sud-Africains – de toute obédience – si l'on

---

16. Mme Botha, "tante Elize", s'affublait de robes roses, se coiffait de capelines de vendeuse de quatre-saisons et s'armait toujours de chaussures exactement assorties.

17. Ce fut pourtant le cas à la fin du dix-huitième siècle : les colons hollandais, choqués de l'exubérance vestimentaire des métisses, firent passer un édit interdisant les teintes vives, le vert ou le rouge, qui mettent en valeur la couleur et le velouté de la peau.

ne voit pas qu'elle incarne avant tout une image d'*empowerment* et que, par cette image, elle a effectivement aidé à une véritable prise de conscience, affirmation et fierté noires.

Le témoignage qu'elle a donné devant la TRC a attiré l'attention de la presse internationale, mais il faut souligner que Winnie Mandela a assisté à l'audience dans le cadre d'une enquête sur des allégations de meurtres politiques : elle n'a demandé aucune amnistie quant au verdict de complicité d'enlèvement et violences aggravées (appel interjeté, et rejeté) sur la personne d'un jeune activiste, verdict rendu en 1991 après une véritable danse de saint-guy du gouvernement De Klerk – qui avait pour priorité les négociations et qui, probablement, fit pression pour que la peine de six ans d'emprisonnement fût commuée en une amende de 25.000 francs de l'époque. La TRC a entendu, pendant neuf jours, trente-cinq témoins. On l'accuse d'avoir fait assassiner le médecin qui avait examiné le jeune homme. On accuse son équipe de football, le Mandela United Football Club, d'avoir fait régner la terreur à Soweto à la fin des années quatre-vingts. On a vu le prêtre qu'elle accusait naguère d'avoir eu le jeune homme pour amant – une calomnie – monter à la barre, en col épiscopal de l'Église méthodiste, et prononcer une homélie telle qu'une partie de l'auditoire pleurait de rage et de chagrin, lui demandant de "se réconcilier" et "d'accepter [son] pardon même si vous ne voulez pas être pardonnée". Son refus de demander une amnistie, et donc de révéler des meurtres mais aussi des malversations[18], ne relève pas seulement de son désir de rester en lice en dépit de son divorce prononcé deux ans plus tôt, de son passage éphémère au secrétariat d'État aux Affaires culturelles, scientifiques et techniques, en 1994, de sa présidence sans issue de la Ligue des Femmes de l'ANC, en 1993. Il s'agit là d'un refus de reconnaître que l'image projetée, et intériorisée par la majorité des femmes noires en particulier, était fausse. Car elle était vraie, et efficace. Pour preuve : le meurtrier du jeune homme, qui demande l'amnistie "à tout hasard", avoue l'avoir "adorée". Pour preuve : même si la Ligue

18. Une affaire de diamants, un voyage au Ghana aux frais des contribuables...

renonça à la nommer candidate au poste de président-adjoint de l'ANC, lors du congrès triennal de décembre 1997, en ayant recours à un stratagème – ne nommer personne du tout "afin (précisément) de ne pas l'humilier" – et donna pour raison une interview lors de laquelle Winnie Mandela critiquait férocement le gouvernement, il est étonnant de voir la mère du jeune homme s'avancer vers elle et l'embrasser. Desmond Tutu, qui n'avait pu obtenir d'elle que de vagues excuses ("C'est vrai, les choses ont horriblement mal tourné... quand nous n'étions pas là. Et cela, je le regrette profondément"), avait demandé aux familles des victimes présumées de s'approcher de la table. Cette scène, qui a fait rager la presse britannique, ne peut s'expliquer que par la force symbolique que représente encore Winnie Mandela – plus que par les allégations de manipulation. Son indépendance est telle qu'elle a pu accuser son ex-mari d'avoir eu recours à la police pour préparer les papiers du divorce et rappeler à la TRC que sa mission est de poursuivre les oppresseurs et non les victimes de l'apartheid. L'interview en question illustre clairement la position qui a toujours été la sienne, une version populiste de la prise de pouvoir : l'ANC-au-pouvoir a trahi l'ANC-de-la-libération. La "tortue", le "reptile" évoqué par un chroniqueur anglais[19] témoignait en fait de cette élégance ostentatoire qui est son image de marque.

La fascination qu'elle exerce sur les médias internationaux dépasse largement ces sordides affaires : c'est une fascination qui fait miroir à celle qu'elle projette sur ses compatriotes. Winnie Mandela est considérée comme une "sorcière" en Angleterre, pays qui garde envers l'Afrique du Sud une passion qui frôle parfois l'obsession, nourrie à la fois des souvenirs de la guerre des Boers, du mirage colonial du Cap, de la force du mouvement anti-apartheid et de liens économiques et culturels étroits. Pourquoi ? Parce que – aux yeux de ceux qui ont combattu l'apartheid, les autres... – elle aurait simplement "trahi" un idéal. La grande presse américaine, toute

19. Qui l'avait galamment comparée, dans un journal britannique, à "une tortue lourde, lente et inscrutable".

confite en "politiquement correct", a trouvé un ton plus mesuré. Mais, dans la virulence des tabloïds britanniques ou la prudence des quotidiens américains, se fait jour une même question : comment concilier ce qui devrait être le scandale provoqué par les accusations, en-dehors même de leur véracité, avec le prestige dont Winnie Mandela jouit encore ? À y réfléchir, la question n'est pas différente de celle qu'on aurait pu se poser à la mort de Lady Diana : comment concilier le prestige de la princesse de Galles avec son comportement de groupie ? Ou comment concilier l'image d'une Hillary Clinton pimbêche et obsidionale avec le prestige dont elle jouit parmi les *power women* en tailleur gris souris ? Winnie Mandela représente la femme de pouvoir, simplement. L'esthétique n'a rien à faire avec le politique ou le symbolique.

Témoin, son extraordinaire prestation à la Marche du million de femmes, à Philadelphie, en octobre 1997. Un discours exemplaire. *Amandla* – "Victoire !" C'était le cri de ralliement de l'ANC, c'est celui jeté, poing levé sur un double bracelet de perles, par Winnie Mandela au million de femmes noires américaines. La Marche répliquait, un an après, à celle des hommes, à Washington. Mais alors que la *Million Man March* avait failli dérailler à cause d'une série de sous-questions identitaires caractéristiques de la société américaine (islam ou non, gays ou non), la Marche des femmes trouva son point de ralliement et de cohésion autour de la personne de Winnie Mandela – réplique en miroir à l'activiste Louis Farrakhan, dirigeant de la Nation of Islam. Le thème de ralliement de cette *Million Woman March* ? Restaurer les valeurs familiales. Le message de Winnie Mandela ? *Empowerment* : " Aux femmes des États-Unis, aux femmes afro-américaines, je dis *Amandla.* [...] Le pouvoir de votre appel est d'invoquer votre africanité *(africanism)* et la mienne. Nous avons un destin commun, une responsabilité partagée, sauver le monde de ceux qui veulent le détruire. [...] Si la première femme a été assez forte pour renverser l'ordre des choses toute seule, ensemble les femmes devraient être capables de le remettre à l'endroit. Bien sûr nous le pouvons, bien sûr nous le voulons et bien sûr nous le ferons." Tout est là : le privilège accordé au

rôle des femmes, unique, opératoire, signe de communauté. Peu importe que les autres en soient ou non convaincus. Dans un tel appel à l'*empowerment* réside la force de séduction du personnage. On peut parier qu'elle ira déclinant en Afrique du Sud, alors que la réalité de l'*empowerment* met en place des séductions plus réelles et moins imaginaires. Néanmoins, pour cette raison, elle conservera son influence sur les couches sociales laissées en-dehors de la croissance – c'est là le "populisme" de Winnie Mandela. On peut aussi parier que cette puissance de séduction gardera sa force à l'étranger, dans les milieux de la "diaspora noire", et que Mme Madikizela-Mandela finira sa carrière comme *fellow* d'une prestigieuse institution privée américaine.



En ce sens, elle aura servi d'avant-garde à toute une génération de femmes sud-africaines qui, pour se modeler sur la *power woman* américaine, n'en gardent pas moins un sens de l'*africanism*, pour citer Winnie Mandela. Comment en serait-il autrement, si l'on entend par là le sentiment que cette différence est un atout ? Les mots créent les comportements. L'avancée soudaine, et parfois irrésistible, des femmes constitue l'un des aspects les moins appréciés de la révolution sociale qui s'opère en Afrique du Sud. Civilement, les femmes disposent d'une arme : la loi. Le sexisme, comme le racisme, est proscrit par la Constitution. Vaste projet ? Destinées concrètes. Les médias, qui sont souvent en la matière un bon indicateur de comportements, ont levé le lièvre. Coup sur coup, les magazines *Elle*, en avril 1996, et *Marie-Claire*, en juin 1997, lancent une édition sud-africaine. Événements remarqués. Peu importe de savoir si le marché va tenir, mais le fait est que les deux géants de la presse féminine ne se sont pas avancés les yeux fermés. Et sur qui ouvrent-ils leurs pages, et les yeux des lecteurs, en Afrique du Sud et ailleurs ? Sur des destins de femmes qui sont autant de scénarios d'*empowerment*.

Deux numéros d'*Elle South Africa*, à un an de distance. Avril 1996, lancement audacieux du magazine alors que *Vogue*

hésite à paraître pour la première fois, ou presque, en Afrique. Une enquête sur "la femme" : "Comment les changements en Afrique du Sud ont eu un impact sur trois générations de femmes". On note l'euphémisme, "changements". *Elle* ne fait pas de politique. Mais que fait *Elle* ? *Elle* se fait le porte-parole de trois générations de femmes. Noires, blanches, asiatiques, appartenant à la classe moyenne, elles racontent leur vie, la "moyenne" des vies de femme. À chaque fois, la grand-mère, la mère et la petite-fille prennent tour à tour la parole. Elles racontent leur vie et jugent celle de leur mère ou de leur descendante. Peu à peu émerge, pour le lecteur, une véritable narration féminine des décennies sous l'apartheid, le récit lentement déroulé d'une "indépendance" vis-à-vis des entraves politiques ou sociales, à travers l'engagement politique dans la résistance – l'accès à l'autonomie est le leitmotiv des interviews. Un an plus tard, *Elle* célèbre son succès[20] avec, sur le chapitre des femmes, une enquête laconiquement intitulée "Douée, noire, femme". *Elle* s'occupe en quelque sorte de la troisième génération, un an après, et se demande si une femme noire, nommée à un poste de responsabilité dans l'ambiance d'"action affirmative", n'est là que pour "décorer la vitrine". L'enquête, même si elle se base sur une personne réelle, présente tous les traits d'une fiction plausible, ce qui est au demeurant plus efficace : voici la jeune Thandi, vingt-huit ans, diplômée en psychologie industrielle ; elle travaille dans la publicité, elle exerce un métier de rêve, elle gagne un excellent salaire. Mais... Le "mais" donne sa tension à l'article : mais elle a réussi simplement parce qu'elle est noire et femme, et pas parce qu'elle est douée. Elle n'a donc pas "réussi". L'auteur de cette enquête, une sorte de contine morale ou de fable de La Fontaine, passe alors à sa conclusion, dans un encadré : la nouvelle Afrique du Sud économique doit apprendre à "gérer la diversité" afin de "réaliser [l'anglais exprime mieux la pensée que le français] son potentiel". En d'autres termes, des destins de femme de la troisième génération,

20. Qui provoque le lancement de *Marie-Claire* et – pour le public masculin – de la première édition africaine de *Men's Health*. Et puis de *Elle Decoration South Africa* en 1998.

hésite à paraître pour la première fois, ou presque, en Afrique. Une enquête sur "la femme" : "Comment les changements en Afrique du Sud ont eu un impact sur trois générations de femmes". On note l'euphémisme, "changements". *Elle* ne fait pas de politique. Mais que fait *Elle* ? *Elle* se fait le porte-parole de trois générations de femmes. Noires, blanches, asiatiques, appartenant à la classe moyenne, elles racontent leur vie, la "moyenne" des vies de femme. À chaque fois, la grand-mère, la mère et la petite-fille prennent tour à tour la parole. Elles racontent leur vie et jugent celle de leur mère ou de leur descendante. Peu à peu émerge, pour le lecteur, une véritable narration féminine des décennies sous l'apartheid, le récit lentement déroulé d'une "indépendance" vis-à-vis des entraves politiques ou sociales, à travers l'engagement politique dans la résistance – l'accès à l'autonomie est le leitmotiv des interviews. Un an plus tard, *Elle* célèbre son succès[20] avec, sur le chapitre des femmes, une enquête laconiquement intitulée "Douée, noire, femme". *Elle* s'occupe en quelque sorte de la troisième génération, un an après, et se demande si une femme noire, nommée à un poste de responsabilité dans l'ambiance d'"action affirmative", n'est là que pour "décorer la vitrine". L'enquête, même si elle se base sur une personne réelle, présente tous les traits d'une fiction plausible, ce qui est au demeurant plus efficace : voici la jeune Thandi, vingt-huit ans, diplômée en psychologie industrielle ; elle travaille dans la publicité, elle exerce un métier de rêve, elle gagne un excellent salaire. Mais... Le "mais" donne sa tension à l'article : mais elle a réussi simplement parce qu'elle est noire et femme, et pas parce qu'elle est douée. Elle n'a donc pas "réussi". L'auteur de cette enquête, une sorte de contine morale ou de fable de La Fontaine, passe alors à sa conclusion, dans un encadré : la nouvelle Afrique du Sud économique doit apprendre à "gérer la diversité" afin de "réaliser [l'anglais exprime mieux la pensée que le français] son potentiel". En d'autres termes, des destins de femme de la troisième génération,

---

20. Qui provoque le lancement de *Marie-Claire* et – pour le public masculin – de la première édition africaine de *Men's Health*. Et puis de *Elle Decoration South Africa* en 1998.

Une rumeur fatale

Pour ceux qui veulent bien se souvenir des événements de l'immédiat après-guerre, il existe une explication, effrayante par sa simplicité, du succès des nationalistes (les *Nats*) aux élections générales de 1948 qui marquèrent le début de l'apartheid*. Les *Nats* gagnèrent en effet de justesse contre la coalition menée par Jan Smuts, encore auréolé du prestige que lui avait valu son rôle à la conférence de San Francisco : c'est lui, un Sud-Africain, qui avait rédigé le préambule de la charte des Nations Unies... en insistant sur le respect des droits de l'homme. Contre toute attente, il perdit ces élections d'un souffle, à cinq sièges près**.

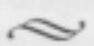
Pour la petite histoire, voici comment les plateaux de la balance vacillèrent. Au cours de la semaine précédant le vote, les nationalistes firent une promesse à leurs électeurs : "Dimanche, vous mangerez tous du pain blanc." Laissons de côté l'image du "pain blanc", atroce de réalisme. Que voulaient-ils dire ? L'Union sud-africaine étant à l'époque un dominion agricole prospère, elle était tenue de livrer à l'Angleterre une grande partie du froment qu'elle produisait afin de nourrir le reste du Commonwealth, à commencer par... l'Inde. Scandale : notre belle farine sert à nourrir des Indiens, alors que nous mangeons du pain noir ! On imagine l'insulte : Gandhi, jeune avocat au Natal, ne s'était-il pas fait éjecter d'un compartiment de chemin de fer réservé aux Blancs, avant de repartir pour les Indes et de concevoir son dessein de résistance passive ? On prétend que cette promesse de farine blanche fut suffisante pour inciter les indécis à voter *Nat*. Un an plus tard, la machine raciste commençait à moudre les hommes.

* Le mot date de 1936. Le terme anglais qui s'en rapproche, *segregation*, est une copie d'un mot afrikaans forgé en 1926, *segregasie*.

** La coalition libérale l'emportait de 10 % par le nombre des suffrages obtenus, mais les campagnes pesaient davantage que les villes.

la génération d'après l'apartheid, servent à symboliser l'ensemble de la question sociale, "diversité", "potentiel à mettre en valeur". Et l'on pourrait ainsi suivre, tout au long des numéros d'*Elle*, le cours d'une vaste narration sociale où la femme déroule, telle Ariane, un fil qui conduit hors des vieilles habitudes, vers le "réel" de la nouvelle société, le désir de réussir et celui, tout aussi puissant, de faire savoir que l'Afrique du Sud est un pouvoir avec qui compter.

Ces destins permettent aussi de saisir sur le vif – avec ceux des managers de la bourgeoisie noire – comment la politique résolue du gouvernement d'action affirmative s'est mise effectivement en place. Dans les administrations et les entreprises, chez les partenaires sociaux, il y a simplement extension des opportunités d'emploi à la majorité de la population. "Action affirmative" ne signifie pas, en Afrique du Sud, un système de réserve ou de quotas appliqué à une minorité : telle était la politique du régime d'apartheid qui réservait, par la loi, tous les postes d'encadrement, et l'essentiel de la fonction publique, aux seuls Blancs, en favorisant les Afrikaners – au point que l'ANC ne se fait jamais faute de répliquer, sarcastique, que oui, l'apartheid c'était bien de l'action affirmative, donc, à chacun son tour... Il s'agit ici de faire accéder la majorité de la population au marché de l'emploi. C'est la raison pour laquelle la gamme de termes utilisés pour dire "action affirmative" va de *redress* à *transformation*, de "partenariat" à *empowerment*.



Or il existe un lieu qui symbolise, en Afrique du Sud, ce processus de mise au pouvoir : Johannesburg. Capitale bancaire et financière du pays, au cœur d'une mégalopole, le Gauteng (l'Eldorado), qui compte quelque 10 millions d'habitants urbanisés, l'ancienne cité turbulente des barons du *Rand* vit au rythme double qui scande l'*empowerment*. Avec ses quartiers ombragés naguère exclusivement blancs, cernée de belvédères couronnés de demeures victoriennes, avec ses parcs et ses bois, affichant au centre-ville sa tour de télévision et ses gratte-ciel qui la font ressembler à Houston ou à Dallas,

Les vignes ne sont plus (seulement) au Seigneur

Alors que le pays entre dans l'*affirmative action*, au cœur du terroir le plus conservateur, dans ces vignobles du Cap où il arrive encore que les ouvriers vignerons soient payés en nature*, les vignes passent parfois du seigneur aux anciens serviteurs. C'est ainsi qu'à Paarl (la "perle" des vallées), l'un des meilleurs viticulteurs du cru a fait don à ses manœuvres d'un terroir de 17 hectares, Fair Valley, "Beauvallon". Les vins locaux sont renommés, en particulier les vins rouges : le merlot de Fairview – c'est le nom de la propriété – collectionne les médailles, le shiraz, légèrement poivré, affiche une belle couleur de mûre, le pinot est un superbe vin de garde, rond comme c'est rarement le cas.

En coopération avec le ministère de l'Agriculture, les manœuvres métis de Fair Valley s'apprêtent à planter leurs propres vignes. Bon sang ne saurait mentir : certains d'entre eux portent des patronymes français, témoignant ainsi, pour paraphraser De Gaulle, du fait que "l'avenir est dans le métissage" – malgré qu'ils en aient, les Sud-Africains le savent depuis le dix-septième siècle. On attend les premières vendanges et la nouvelle appellation contrôlée. Le seigneur de Fairview, Charles Back, s'est déjà associé à Jabulani Ntshangase et à deux propriétaires pour lancer un autre domaine. Réussira-t-il à faire bonne figure auprès de nouveaux venus au Cap, Benjamin de Rothschild, Anne et Alain Cointreau-Huchon ? *In vino veritas.*

* On appelle cela le *tot system*, le *tot* désignant un litron.

traversée de l'enchevêtrement complexe de ses autoroutes qui surplombent les zones densément peuplées, sous la nappe de pollution qui dore les couchers de soleil sur le *veld* et lui donne, lorsqu'on s'en approche par le sud, au couchant, l'aspect d'un diamant rose et scintillant posé sur une terre bleue, Johannesburg fascine et surprend. À l'ombre de son double, Soweto, dont on devine que la population n'a pas pu rester au nombre d'un million (il est vrai que le chiffre date d'il y a vingt ans). Les histoires abondent sur l'insécurité du centre-

ville, et les chiffres la confirment – encore que, pour être précis, sous l'apartheid, la police n'avait pas de telles statistiques, si bien que la comparaison est impossible : ce n'est qu'une question d'impression. En 1991, Johannesburg contribuait à près du tiers du PNB. Part en baisse. Le centre-ville s'est dépeuplé – et repeuplé de déshérités, comme le centre des grandes villes américaines dans les années soixante et soixante-dix. Les bureaux et les sièges de compagnies se sont installés à la périphérie, où poussent des cités de luxe. Toutefois un mouvement de reprise du centre-ville, qui "est" Johannesburg comme Manhattan "est" New York, se dessine déjà. Non seulement de grandes entreprises comme l'Anglo- American, Gencor, Woolworths, Edgars, ont laissé leurs sièges sociaux à Johannesburg, mais encore le géant de la finance Sanlam a lancé un ambitieux programme de redéveloppement du centre-ville. Les firmes d'audit, en revanche, sont allées se mettre au vert à Sandton. Les stratèges de la ville ne s'alarment pas : il s'agit de "gérer" les transports et la criminalité. C'est ce sens de l'à-propos qui est frappant : inutile de paniquer, les solutions sont à portée de main. Une culture du management a remplacé celle de l'autorité – avec des résultats, comme l'amélioration des transports en commun et l'assainissement progressif de Hillbrow, le Pigalle de Johannesburg. Au lieu de se voiler les yeux, le gouvernement du Gauteng suit les affaires : la province va légaliser et encadrer, par des services sociaux, la prostitution, l'une de causes de criminalité actuelle. Ce sont des actions ponctuelles, à la périphérie, du petit à petit – bref de la gestion pragmatique. Et la cité est en train de renaître. Et, avec elle, sort de l'ombre son double, Soweto.

L'ancienne *South-West Township* se porte mieux : sur une population théorique d'un million, deux dixièmes des habitants seulement vivraient dans des conditions proches du bidonville[21]. La plupart des logements ont l'électricité ; 70 % des Sowetiens exercent une activité professionnelle (la moitié dans les services et 18 % dans l'encadrement), mais 74 % des jeunes entre 16 et 25 ans sont à

21. Le rapport rendu par l'université Vista n'est pas clair sur ce point.

la recherche d'un emploi. Comme en France ? Les grandes entreprises de distribution ont néanmoins décidé, en dépit de l'échec retentissant d'un centre commercial installé sur les lieux, que Soweto représente, au même titre que les *townships* de Durban, par exemple, l'avenir de la consommation.

Un horizon sert de symbole : les Jeux panafricains de 1999, qui se tiendront à Johannesburg, c'est-à-dire aussi à Soweto. Soweto devient l'image de marque de Johannesburg : c'est une attraction touristique avant même Sun City, le mini-Las Vegas sud-africain qui, pourtant, draine des charters entiers de touristes allemands, asiatiques et américains. Tant et si bien que Johannesburg a injecté presque 22 millions de rands[22] dans le seul développement des "sites historiques" de Soweto. D'autres développements, à même niveau, se réalisent dans le loisir et l'ameublement. Ce partenariat de l'ancien ghetto et de l'ancienne "ville haute" est exemplaire : plus qu'un symbole, il est la preuve de l'*empowerment* de la majorité.

22. Environ 25 millions de francs.

V

Renaissance africaine ?

LE SENTIMENT D'EXCEPTION que les Sud-Africains ressentent à l'égard d'eux-mêmes, cette assurance souvent exprimée que l'Afrique du Sud va "réussir" là où "d'autres" – entendez parfois simplement l'Afrique, mais aussi le Tiers Monde – ont failli, cette euphorie née d'une transformation politique rare ne sont pas passés inaperçus sur la scène internationale. L'Afrique du Sud de Nelson Mandela possède une stature que peu de pays émergeant du développement affichent avec autant d'insolence. Au demeurant, savoir si l'Afrique du Sud est un pays du Tiers Monde ou du *First World* a bien été un débat national – dont la solution fut souvent de répondre qu'il est "à deux vitesses" : ainsi coexistent, en Italie, l'une des régions économiques les plus actives d'Europe et l'une des plus défavorisées. La controverse a fini par ennuyer tous les commentateurs. Or l'Afrique du Sud est présente sur la scène internationale au point que son apparition, associée à la stabilisation de l'Ouganda, est perçue aux États-Unis, désormais les maîtres du jeu en Afrique, comme le signal de fin de partie pour les tenants de l'"afro-pessimisme".

Pourtant, cette apparition est complexe. Elle est à la fois le fruit d'une culture des droits de l'homme inconnue sur le continent africain, la continuation, sous d'autres formes, d'une tradition de dominance sinon de domination héritée du colonialisme, puis de l'apartheid, le corollaire d'une économie dynamique, la conscience du développement d'une culture originale. Cet ensemble d'idées, de formes sociales, de pensées politiques est souvent résumé en une expression qui peut paraître banale en français, mais reste singulièrement neuve dans le contexte sud-africain : *African Renaissance* – non pas une "renaissance de l'Afrique du Sud" mais une "renaissance africaine". Ambition continentale ?

~

Des gestes qui comptent, une nouvelle donne. Les États-Unis n'en demandaient pas tant, ni les Britanniques qui, les uns comme les autres, pensaient, au nom de fidélités récentes et d'opportunismes plus anciens, que l'Afrique du Sud deviendrait le Bénélux de l'Afrique. Riche et sage. Comme une image. Certes, mais c'était compter sans un singulier esprit d'indépendance de la part d'un gouvernement et d'un pays qui, ayant toujours vécu dans l'exception, ne sont pas près de jouer les figurants.

Première carte maîtresse abattue, Mandela en Libye. Indignation des Américains et des Britanniques. Mandela passe outre, comme il l'avait fait pour Fidel Castro ou Yasser Arafat, et rend visite à Kadhafi, sans violer au demeurant le blocus aérien imposé par l'ONU – il fait le voyage de la frontière tunisienne à Tripoli en voiture. Mandela possède l'art des détails. Une fois en Libye, il demande la levée des sanctions qui datent de 1992, lorsque la Libye refusa de livrer deux de ses nationaux soupçonnés d'avoir fait exploser un Boeing de la Pan Am au dessus du village écossais de Lockerbie, en 1988. Il rappelle que la fonction de l'ONU est d'aider à la solution pacifique des conflits et d'agir "avec modération". L'un de ses conseillers souligne que les États-Unis et la Grande-Bretagne, au sein du Conseil de sécurité, ont agi comme juge et partie – et que la Libye a autant le droit de ne pas extrader ses ressortissants que ceux-là ont le droit de l'exiger. Querelle de droit international, fidélité exagérée à un compagnon de route ? Oui, un peu des deux – mais l'effet est plus important que le fait. Après l'indignation, vinrent le calme et la prise de conscience par deux des grandes puissances que l'Afrique du Sud poursuit une politique qui lui est propre et qui vise à définir sa position aux Nations Unies. La Grande-Bretagne vient d'ailleurs d'accepter, au dam des autres membres du Conseil de sécurité, le principe de l'indépendance d'un tribunal pénal international permanent. Il y a fort à parier que l'insistance mise par Nelson Mandela, et la logique de son argument de "modération", ont pesé dans la décision du gouvernement de Tony Blair. Jamais

Mandela n'a évoqué Lockerbie. Il a simplement parlé principes – laissant au gouvernement britannique le soin de tirer les conclusions. Revirement de la presse anglaise, après des cris d'orfraie.

Deuxième forum, les Nations Unies, où il semble que l'Afrique du Sud entende jouer un rôle de catalyseur. L'occasion de cette offensive diplomatique fut le voyage de Nelson Mandela en Inde, un pays avec lequel l'Afrique du Sud partage souvenirs et traditions : c'est en Afrique du Sud que Gandhi commença sa carrière d'avocat et que, lors d'un premier défi aux autorités raciales[1], le Mahatma formula les linéaments de la "résistance pacifique" qui eurent une forte influence sur la doctrine de l'ANC – lequel ne déclara la "lutte armée" qu'en dernière instance, après avoir épuisé les ressources légales[2]. En mars 1997, Nelson Mandela et le Premier ministre indien signent une déclaration portant sur la "réforme démocratique" du Conseil de sécurité de l'ONU. Au nom d'une "démocratisation globale", Mandela ne réclame pas que les 184 membres de l'ONU aient un droit de vote égal – ce qui signifierait la suppression du Conseil de sécurité : il veut forger une alliance avec l'Inde, deuxième pays le plus peuplé au monde après la Chine communiste, qui partage avec l'Afrique du Sud le mauvais souvenir de la colonisation britannique[3]. La proposition d'élargissement du Conseil de sécurité, en y incluant l'Allemagne et le Japon, impliquerait le soutien donné par l'Afrique du Sud à l'Inde comme représentant de l'Asie, afin de contrebalancer l'influence des quarante et quelque pays musulmans qui soutiendraient plutôt le Pakistan ou l'Indonésie. En retour, l'Inde aiderait l'Afrique du Sud à obtenir le siège africain, contre les prétentions de l'Égypte ou du Nigeria. Dans cette stratégie, la visite rendue à Kadhafi prend une autre nuance et une autre dimension : circonvenir une candidature

---

1. Il fut expulsé d'un compartiment de train réservé aux Européens.

2. C'est un point qui revient souvent dans les dépositions devant la TRC quand il s'agit de mettre dans la balance les exactions de l'ancien régime et les attaques des mouvements de résistance.

3. L'Angleterre s'est démise de ses responsabilités éthiques en Afrique du Sud comme dans le Raj indien – les deux diamants de la couronne des Dominions portée par le dernier roi-empereur, Georges VI.

"musulmane". La force de l'argumentation sud-africaine est purement idéologique : étendre l'exception sud-africaine à l'ONU, manière de transfusion politique d'une réalité de politique intérieure à un désir de politique globale. C'est le fond de la déclaration de Red Fort, commune à l'Inde et à l'Afrique du Sud, en mars 1997. On voit ainsi apparaître, dans le domaine des échanges économiques, le concept de l'*Indian Ocean Rim*, la zone de l'océan Indien, dont la charte aura été signée à l'île Maurice et qui s'appuie sur l'Inde et l'Afrique du Sud. Celle-ci est à son tour la clé de voûte de la Communauté de Développement économique d'Afrique australe, considérée comme l'un des dix principaux "marchés émergeants" au monde[4]. Il y a là une pensée suivie, et l'ébauche d'un rôle global dont on trouvera une marque symbolique dans la présidence dévolue à l'Afrique du Sud par le Mouvement des Pays non-alignés en 1998. Ce vieux dinosaure édenté, jadis manipulé par les Soviétiques, va retrouver une vigueur nouvelle, au cœur d'une stratégie diplomatique inédite.

Troisième élément du jeu, le Commonwealth. De fait, en France, on serait enclin à négliger les liens tissés entre les pays du Commonwealth. Ces liens ne tiennent pas tant à l'octroi de *knighthoods* par le souverain britannique aux plus méritants (et pas toujours) des potentats de la décolonisation[5] qu'à la vitalité neuve donnée au club par l'arrivée de l'Afrique du Sud[6]. D'une part, le Commonwealth a joué un rôle essentiel dans l'organisation et la supervision des élections générales de 1994. D'autre part, face aux coups d'État qui assaillent ses pays membres, comme celui de la Sierra Leone ou celui, raté, en Zambie contre Frederick Chiluba, face aux violations flagrantes des droits de l'homme, comme au

4. Le PNB de l'Afrique du Sud, de l'ordre de 120 milliards de dollars, représente le triple des PNB combinés des treize autres pays de la SADC, où l'afflux de capitaux est en hausse de 6,7 % en 1996 et le taux moyen de croissance est passé à 5 %.

5. Nelson Mandela n'a pas été anobli, mais il est titulaire du rare Order of Merit, sorte de "compagnons de la Reine".

6. Rappelons que l'Afrique du Sud avait claqué la porte du Commonwealth en 1961, après le référendum d'octobre 1960 proclamant la dissolution de l'Union sud-africaine et son remplacement par une république.

Nigeria ou au Kenya, l'entrée de l'Afrique du Sud l'aide à réaffirmer une manière d'autorité morale. Le communiqué d'Édimbourg, couronnant les travaux du sommet biennal des chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth en 1997, est directement inspiré par le *leadership* sud-africain : mise au pas du Nigeria, qui a jusqu'en octobre 1998 pour mettre de l'ordre dans ses affaires, déclaration en faveur de la convention d'Ottawa proscrivant les mines[7], principe d'une présidence alternative du Groupe d'Action ministérielle chargé de prévenir les abus de droits de l'homme au lieu d'essayer, comme c'était le cas, de colmater les brèches après coup. Le résultat est là : les 54 pays du Commonwealth se réuniront en Afrique du Sud en 1999. Cadeau d'adieu à Nelson Mandela, qui ne sera plus président à ce moment-là. Affirmation que l'Afrique du Sud, comme le Canada en Amérique du Nord, l'Australie dans le Pacifique-Sud et l'Inde en Asie, représente et fait agir les valeurs de la démocratie britannique, revue et corrigée par le Mouvement des droits de l'homme[8]. Le jeu se joue à l'échelle mondiale et l'Afrique du Sud, *rediviva*, y joue un rôle de premier plan. On se prend à imaginer ce que pourrait devenir l'exsangue "francophonie" si la France, comme la Grande-Bretagne en partenariat avec l'exception sud-africaine, avait "du répondant" parmi ses anciennes colonies.



Le concept d'une "participation démocratique" en Afrique n'est pas neuf. Mais la différence est que, cette fois-ci, il ne s'agit pas d'un slogan mais d'une réalité dont l'exemple est donné du Cap à Pretoria. Lors d'une table ronde organisée au Botswana sur l'"état de la démocratie en Afrique", on a pu voir l'Afrique du Sud promouvoir

7. Sur ce point, Nelson Mandela avait déjà refusé d'accepter les atermoiements de Bill Clinton.

8. Ce dernier possède en Angleterre une assise à la fois forte – par ses racines qui plongent dans une tradition intellectuelle centenaire, incarnée dans la prestigieuse London School of Economics ou l'université de Cambridge – et originale : il n'a pas subi les mensonges du stalinisme, comme en France.

un modèle de transformation. Sur la base des “conférences nationales”, dont l'initiative revient aux pays francophones[9], l'idée a fait son chemin dans une autre direction : au lieu de concevoir la “transformation démocratique” comme un simple processus électoral, il s'agit de favoriser les conditions nécessaires à un fonctionnement pratique des institutions. Bref, aider à la mise en place d'une culture des droits civils, développer l'économie de marché, promouvoir l'éducation. La notion d'une “société civile” est essentiellement de provenance sud-africaine. Comment comprendre alors le soutien donné par Nelson Mandela à Laurent Kabila ? La *Realpolitik* n'est pas tout le réel de la politique : certes, l'Afrique du Sud possède au Congo-Kinshasa des enjeux économiques d'importance[10] et le gouvernement ANC ne peut pas avoir la mémoire si courte qu'il oublie les rapports amicaux entretenus par Kinshasa et Pretoria sous Mobutu, Botha et De Klerk. Pas davantage ne peut-il rester insensible aux effets déstabilisants des troubles dans la région, dont l'une des conséquences est un afflux d'immigrés illégaux que l'Afrique du Sud n'accueille pas les bras ouverts, loin de là.

Mais encore, comment concilier ce que les Anglo-Saxons appellent *ethical high ground* – bref, donner des leçons de morale – avec un soutien au clone de Mobutu ? Deux choses sont à considérer. D'une part, ce fut la première occasion offerte au gouvernement de Nelson Mandela d'agir à proximité et d'influer directement sur le cours des événements – alors que les diplomaties américaine et française piquaient du nez. On doit se représenter la scène, ou imaginer Wim Wenders derrière la caméra, filmant des *Ailes du désir* australes : le plus imposant des navires de la Marine sud-africaine, battant pavillon amiral, le *SAS Outeniqua,* entre dans le port de Pointe-Noire. À son bord Nelson Mandela, portant l'une de ces chemises bariolées qui sont devenues son image de marque – comme le képi pour De Gaulle. Il attend Kabila, qui ne vient pas.

9. Au Bénin en 1990, puis au Congo, au Mali, au Niger et au ci-devant Zaïre.

10. La compagnie de chemins de fer Transnet, où l'État est majoritaire, serait, avec De Beers, le principal détenteur d'avoirs dans l'ex-Zaïre.

Ventes d'armes

Il ne faut pas s'imaginer que la politique française vis-à-vis de l'Afrique du Sud raciste ait été innocente. La guerre d'Algérie est contemporaine du développement de l'apartheid, présenté par le régime comme une politique de *containment* du communisme et du mouvement de décolonisation. En 1961, la France a vendu à Pretoria plusieurs centaines d'automitrailleuses AMI Panhard. De 1962 à la fin des années soixante-dix, les transactions portent sur plus de 130 hélicoptères Alouette, Super Frelon et Puma, 57 Mirage III, un nombre incertain de Mirage F1, plus de 300 missiles (Matra R530, Crotale, R550 Magic, Milan, AS30 et AS12, ainsi que 30 Exocet), sans compter 3 sous-marins de la classe Daphné et des sous-marins Agosta. Les fournitures d'armes, de 1965 à 1974, s'élèvent à 266 millions de dollars, soit 9 fois plus que celles des États-Unis et 6 fois plus que celles de la Grande-Bretagne.

Le 4 novembre 1977, la France votait la résolution 419 du Conseil de sécurité de l'ONU imposant l'embargo sur les ventes d'armes à destination d'Afrique du Sud. Un an plus tôt, Soweto était entrée en rébellion. Il n'empêche que, cette année-là, l'Afrique du Sud restait le premier client de la France dans le domaine des biens d'équipement (centrale nucléaire, locomotives, Airbus, télécommunications).
À méditer...

Les troupes rebelles sont à 65 kilomètres de Kinshasa. Mobutu tergiverse. Bain de sang ? Kabila n'arrive pas. Attente d'un jour et demi. Le président sud-africain prend un téléphone et appelle Kabila à Luanda. Il est dans un état de fureur intense. Il ordonne à Kabila de le rejoindre sur son vaisseau amiral – comme il avait balayé les objections de Mobutu qui refusait de se poser en hélicoptère sur l'*Outeniqua*. La rencontre a lieu. Kabila et Mobutu ne s'entendront pas, mais le "bain de sang" n'aura pas lieu. Changement de régime. Effet diplomatique ? Premier "coup" de politique étrangère, après que les observateurs eurent fait remarquer que l'Afrique du

Sud était restée comme distante – raison officielle : nous avons trop à faire chez nous. La diplomatie sud-africaine attendait simplement son heure. Inutile d'aller se mêler des affaires du Kenya, pays hors de la région australe, ou même, dans le concert du Commonwealth, du Nigeria, complexe et éloigné. Coup si bien réussi que l'envoyé spécial de l'administration américaine tenta de le faire passer pour sien. Les déclarations de Madeleine Albright sur la démocratie en Afrique ne font qu'emboîter le pas à l'initiative sud-africaine car elle cite avec passion l'exemple, pourtant sujet à caution, de l'Ouganda afin de ne pas citer l'Afrique du Sud. Mais on répliquera : démocratie, Kabila ?

Passons la caméra à Orson Welles et imaginons une scène d'un *Citizen Kane* austral : au Cap, dans la résidence présidentielle, l'ancienne demeure baroque des gouverneurs hollandais du dix-septième siècle, ornée de lourds meubles chantournés. Par la fenêtre à meneaux, on peut contempler la silhouette grise et bleue de la montagne de la Table, au sommet de laquelle, vertigineusement, commence de s'effilocher la gaze de nuages annonçant le grand vent de sud-est, porteur de beau temps. Des cartes d'état-major et des rapports secrets sur un bureau d'acajou. Prise de Kinshasa. Bientôt, c'est le Congo qui tombera. Est-ce l'effet recherché ? Seule l'Afrique du Sud a les moyens logistiques de s'interposer. Elle seule dispose d'un homme d'État et d'une diplomatie influente dans la région. Elle seule peut démontrer à l'ONU qu'elle sait comment gérer une situation difficile. C'est l'effet obtenu. En échange, Kabila devient l'élément d'un dispositif plus large, alors que l'avoir laissé faire aurait eu pour conséquence une déstabilisation accrue de la région. C'est ce que l'Afrique du Sud appelle la “politique des changements progressifs”. L'avenir dira qui a vu juste. Pour le moment, le gouvernement de Nelson Mandela a réussi à s'imposer en mettant en place un système diplomatique qui, jouant contre la doctrine de “la fin du politique[11]”, affirme la nécessité de manœuvrer, de biaiser, de se jouer des illusions en gar-

11. Qui constitue le fond de la politique clintonienne : dans l'après-guerre froide, la grande politique n'existerait plus, seul le management des droits de l'homme.

dant l'œil fixé sur le but. Et quel est ce but ? Jouer un rôle global. À chacun d'apprécier si la révolution négociée qu'a connue l'Afrique du Sud est un modèle exportable, et le moteur d'une diplomatie mondiale. La sûreté de manœuvre et la ténacité des négociateurs sud-africains, lors des pourparlers avec l'Union européenne sur l'adhésion aux accords de Lomé, qui sont en cours depuis trois ans et ont été en partie ratifiés[12], soulignent, tout comme le fonctionnement de commissions bilatérales avec les États-Unis et l'Allemagne, le statut de partenaire international acquis par l'Afrique du Sud, au delà du charisme de son président. Il est rare qu'un *pays* ait du charisme, c'est peut-être le cas. Au point que celui qui succédera, sauf accident de parcours, à Nelson Mandela, Thabo Mbeki, né en 1942, parle d'une *African Renaissance*.



Étrange expression : non pas *South African Renaissance*, mais "renaissance africaine". Qu'est-ce à dire ? La politique est l'art de créer des slogans qui activent des "sentiments" ou des "besoins" ou, plus exactement, de formuler ces slogans – la politique est rhétorique : le "peuple" est une abstraction qui ne "parle" pas même s'il a "des voix", seul tel ou tel homme politique parle, véritablement ; encore faut-il les formuler au bon moment – les Latins nommaient cet art "l'occasion". Le lancement de cette formule, *African Renaissance,* avait trouvé son public et son occasion : ce fut la candidature du Cap aux Jeux olympiques de 2004. Même si Athènes fut retenue, la candidature du Cap fut l'occasion rêvée pour lancer l'*African Renaissance*. Elle fournit au gouvernement un point de ralliement pour l'opinion publique, une manière de cristalliser un ensemble de désirs et d'espoirs. Les JO sont "porteurs", effectivement. À la façon des grandes cérémonies d'État, mi-liturgiques mi-politiques sous l'Ancien Régime, ou des grandes célébrations républicaines qui focalisent des valeurs sociales et culturelles, la préparation de la candidature

12. Les tracasseries concernent, comme toujours, les produits agricoles.

culmina avec la présentation officielle devant le CIO en septembre 1997, à Lausanne. Affaire d'État qui fut gérée avec une grande habileté : son objectif politique devait être atteint, même si l'incertitude pesait sur son but plus immédiat – accueillir les Jeux. Cet objectif : concrétiser, autour de cette candidature, l'idée encore confuse d'une "renaissance en (de ?) l'Afrique (du Sud ?)"; ces deux points d'interrogation dans la mesure où le projet était double. Réaliser une sorte de communion ou de rituel public autour du sentiment d'exception partagé par les Sud-Africains – partager des valeurs c'est bien, en faire la démonstration et les magnifier dans un spectacle, un *show*, c'est mieux : ces valeurs prennent soudain une réalité culturelle indépendante des acteurs eux-mêmes.

Ne croyons pas que la candidature du Cap aux Jeux olympiques allait de soi. Tout au long de la préparation du dossier de pré-candidature, puis, à la suite de la sélection des cinq villes en compétition, du dossier de candidature lui-même, une vive polémique alimenta la presse et les médias sur l'opportunité d'organiser les Jeux dans une ville de villégiature[13], jalouse de son héritage architectural et soucieuse de son enserrement par cet équivalent des *favelas* brésiliennes, les *townships* turbulentes. Une ville étrange, dont les traces les plus anciennes remontent à la cité de Bonne-Espérance de Vasco de Gama. Tout s'y est conservé, des cahutes aux demeures baroques, des tombeaux dans le sable aux galions naufragés, des mosquées du dix-huitième siècle aux banques Art déco – rien ou presque n'a bougé, et pourtant la ville a la plus rapide croissance du pays. Imaginez-la posée au creux d'une baie somptueuse, nichée au bout d'une péninsule faite de reliefs aux plis massifs, ressemblant à la Riviera ou à la Corse, ouverte sur deux océans, rattachée à l'arrière-pays par une plaine sablonneuse battue par les vents, une péninsule où l'on se croirait tour à tour du côté de Santa Barbara, de Seattle ou de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Et puis, soudain, au détour d'une route, voici le Massif central et, au déboulé d'une côte, la Bourgogne avec des vallées couvertes de vignes, lorsque la

13. Le Cap est le siège du Parlement, mais l'exécutif réside à Pretoria : l'Afrique du Sud est le seul pays au monde jouissant d'une double capitale.

neige ne vient pas encapuchonner les montagnes, se riant des surfers qui ont rendu Big Bay célèbre. La controverse : les Jeux vont tout détruire. La ville n'a pas besoin de cette injection : seul, sans les Jeux, Le Cap a attiré 3,5 milliards de rands de profits venus du tourisme, et l'agriculture a eu un rendement comparable ; le nombre de touristes étrangers est en croissance régulière (+ 28 % en 1996), il tourne autour de 800 000 en 1997, 39 nouveaux hôtels sont en construction et la ville compte plus de 1 500 restaurants. Et les Jeux ? Ils auraient risqué d'endetter la cité et l'agglomération urbaine sans nécessairement accélérer la croissance. L'enjeu du débat : comment être et ne pas être, être l'image du pays sans en payer le prix. La réponse : en célébrant à l'avance un succès dont on ne veut pas supporter les autres conséquences. C'est ce qui s'appelle une mesure préventive. Le résultat ? Un centre de conférences international, un parc technologique et scientifique, d'importants investissements immobiliers et la réinstallation des aciéries. Quelle leçon en tirer ? Que les Sud-Africains ont le sens des réalités, pour eux-mêmes.

Par ailleurs, il faut signifier au "monde" que l'exception sud-africaine ne fonctionne pas seulement pour elle-même, mais à titre de modèle. Il s'agissait donc, au delà des Jeux olympiques, d'un jeu plus olympien encore : affirmer sa présence sur la scène mondiale, dans le spectacle le plus suivi, le plus populaire, le plus brillant que le monde se donne à lui-même, dans le grand théâtre des victoires supposées magnanimes.

Les Jeux véhiculent en effet des "valeurs" inlassablement répétées par leurs hiérarques, l'essentiel étant, selon la formule de Coubertin, de participer et non de gagner : éthique olympique, réelle ou non, peu importe tant qu'elle est acceptée pour vraie, dont l'équivalent politique est précisément la nouvelle Afrique du Sud où l'essentiel est de "participer" (à sa renaissance) plutôt que de "marquer des points sur l'adversaire". Cette dernière formule est fréquemment employée par les hommes politiques, avec d'autres circonlocutions sportives (*to play the ball not the man, to move the goal posts, to level the playing field*, foncer sur le ballon et non sur le joueur, changer les buts, égaliser le terrain) : seuls les amateurs de rugby ou de

football peuvent vraiment les apprécier, or ils sont légion en Afrique du Sud. Toutes ces formules mettent l'accent sur une seule chose : le *fair play*, suivre les règles, jouer en esprit d'équipe, respecter l'adversaire. Cette transfusion entre deux vocabulaires, le politique et le sportif, qui signe l'efficacité d'une rhétorique civile, trouve son point d'ancrage, son symbole dans la remise du prix Pierre-de-Coubertin... pour le *fair play* à ce grand joueur, Nelson Mandela. Le prix, décerné par le CIO, récompense un athlète ou une personnalité exemplaire, incarnation du *fair play*. C'est en quelque sorte le Nobel du sport : le prix couronne non la réussite – les médailles servent à cela – mais l'esprit de la réussite, bref une "valeur". Le président du Comité, lors de la cérémonie officielle, ne manqua pas de tracer le parallèle en attribuant "le sens du *fair play*" démontré par Mandela dans les affaires publiques à son passé de boxeur amateur – sauf qu'il dit les choses à l'envers puisque l'effet public et spectaculaire du prix est de rendre politique le *fair play*, réel ou supposé, de l'athlète Mandela. Le CIO ne pouvait pas faire mieux. Lors de la présentation à Lausanne, où Mandela lui-même prit la parole, le terrain ayant été préparé de longue main par le vice-président Thabo Mbeki, la rhétorique officielle, incertaine du résultat, usa d'une image-clé : les anneaux olympiques resteront une chaîne incomplète tant que les Jeux ne se seront pas tenus en Afrique. La candidature du Cap est la candidature d'un continent. La vidéo de présentation résumait tous les grands thèmes culturels et sociaux – l'arc-en-ciel, la réconciliation, la diversité, l'harmonie – afin de projeter, imprimée sur le décor grandiose de la montagne de la Table promue au rang de mont Sinaï de l'Afrique, l'image d'un continent tournant sur sa pointe australe, dans un tourbillon de couleurs. Le logo de la candidature du Cap représentait d'ailleurs le continent africain telle une torche – de l'esprit olympique et de la Liberté – enflammée des cinq couleurs et jaillissant d'un point rouge, son foyer, Le Cap. Peu importe qu'Athènes ait recueilli les suffrages. Il importe au contraire que la candidature ait été l'occasion de rendre spectaculaire, pour les autres et pour eux-mêmes, le rituel célébré par les Sud-Africains autour de cette renaissance.

Le sport alimente l'imaginaire. Il serait facile d'étendre l'épisode de la candidature aux Jeux olympiques à l'analyse de la victoire de l'équipe nationale de rugby en coupe du Monde, en 1995 – et de la pénible transformation des Springboks en Amabokoboko[14], si lente que le ministre des Sports est sans cesse à faire pression afin que le rugby tienne, lui aussi, son serment arc-en-ciel[15]. Ou à l'analyse du football qui, de sport défavorisé, est en passe de supplanter le rugby – surtout depuis la victoire des Bafana Bafana[16] en 1996, à la coupe africaine des Nations, lors de leur première rencontre internationale. Et, moins répandu en France – et c'est dommage – le cricket, où les Sud-Africains ont donné une leçon aux grandes équipes du Commonwealth. Enfin les médailles remportées aux Jeux olympiques d'Atlanta. Toutes ces occasions constituent autant de rituels collectifs, pour lesquels les fans se maquillent le visage aux couleurs du drapeau national. En grec, *cosmétique* veut dire *harmonie* : le maquillage est une manière pour les supporters des Amabokoboko et des Bafana Bafana d'affirmer l'harmonie du cosmos politique sud-africain.



Tout importe et, du sport à la mode, le pas est aisé à franchir dans l'interprétation de la gestion des images au service de la "renaissance africaine".

Vers la fin de 1996, le Père Noël a débarqué en Afrique du Sud, apportant dans sa hotte les *models* les plus *hot* de l'industrie de la mode : l'agence Boss Models, qui tient pignon sur rue à Londres et Miami, a décidé d'utiliser Le Cap comme sa troisième

14. Expression en zoulou approximatif, qui signifie "Béliers-Béliers". L'allitération a fait fortune, au point qu'une compagnie d'essence a lancé une pub *amagluglu* qui fait un tabac.

15. L'État n'a qu'une marge de manœuvre limitée puisque le sport comme le reste est "dérégulé" – une privatisation dont l'un des premiers effets aura été l'introduction de la finance australienne dans l'organisation des rencontres et la négociation des contrats et des droits de retransmission.

16. "Les Gars-Les Gars", en zoulou.

base. L'agence lance un magazine pour l'industrie, *Society Africa*, tiré à 3 000 exemplaires et distribué dans la profession. Le Cap est sacré capitale internationale de la photographie de mode. Le directeur annonce : "Tous nos mannequins ont quelque chose d'africain en eux, même si nous utilisons Calvin French [il a fait la campagne Armani] pour donner ce je ne sais quoi d'européen. C'est une vraie prise de position sur la beauté de l'Afrique et la beauté de ses gens. Et c'est cela que nous voulons faire voir au monde." Bref il veut répéter pour "l'Afrique" ce qu'on le crédite d'avoir fait pour les mannequins masculins avec sa luxueuse publication, *Boss Male Supermodels*. La presse déplore aussitôt que les agences locales n'aient pas compris dès 1992 à quel point le slogan de la *rainbow nation* se prêtait à une exploitation médiatique dans le domaine de la mode en particulier – au moment, rappelons-le, où les *United Colours* de Benetton avait préparé le public au multiculturalisme publicitaire : il suffisait d'enclencher la vitesse supérieure, avec le concours de l'homme politique le plus médiatisé du moment. Laissant de côté cette querelle d'occasions perdues, il faut toutefois admettre que la mise en image d'un concept aussi vague que "quelque chose d'africain" revient précisément à l'actualiser, à lui donner une consistance médiatique et *glamour* – le cosmétique, de nouveau – et à mettre littéralement un visage, et des visages et des corps et des attitudes, sur une identité autrement fuyante.

Évidemment, Boss Models occupe un créneau dans le secteur de la mode pour, nouveau Baudelaire, "au fond de l'inconnu, y trouver du nouveau". Mais son effet politique est d'aider à médiatiser l'idéologie de la "renaissance africaine". Et quel meilleur cadre au fond que celui de *Vogue*, *The Face* ou *Cosmopolitan* ? Roland Barthes appelait cela des "mythologies". On lit souvent dans la presse quotidienne des reportages sur tel ou tel jeune Sud-Africain qui fait carrière "dans la mode" – d'un côté de l'appareil-photo ou de l'autre : l'Afrique du Sud compte, comme les pays d'Amérique latine ou l'Indonésie, ses *designers*, ses collections et sa clientèle, sur place ou sur la scène internationale. Le plus surprenant reste en effet qu'ils revendiquent tous ce "quelque chose d'africain" qui sou-

vent n'est pas plus discernable qu'une légère trace d'accent, comme chez le *supermodel* Georgina Grenville. L'époque, rétro ou très guerre froide, des *Miss World* sud-africaines tout en jambes et cheveux dorés est révolue. Les *models* comme Meg Petersen sont à l'image de leur pays. Et renvoient à leur compatriotes une image brillamment cosmétisée d'eux-mêmes. La politique passe aussi par le cosmétique. Et s'il fallait composer une histoire alternative de l'Afrique du Sud et de ses mythologies identitaires, on rappellerait comment une certaine Kathy Keeton, "première danseuse exotique" (c'était en 1965), fut à la base du succès phénoménal de *Penthouse* : fondatrice d'un empire médiatique, General Media International, elle reçut le prestigieux prix Ellis Island qui couronne la réussite d'un non-Américain. Il est remarquable, en tout cas, de constater à quel point la doctrine d'une "renaissance africaine" s'accorde au marché des produits de luxe et de consommation. Ce seul fait est une preuve de maturité, et d'intelligence sociale.



La doctrine – l'expression est peut-être trop intense –, comme toutes les "doctrines" politiques qui ont un bon rendement, se résume en peu de mots. Là réside sinon son efficacité, du moins son souci de persuasion. Son porte-parole accrédité est Thabo Mbeki, et l'attribution de ce rôle au futur président souligne, plus crûment que les investitures de son parti et les élections, la véritable passation de pouvoir. Mbeki s'est fait l'orateur, le Cicéron ou le Démosthène des "valeurs" démocratiques. La présidence du pays ne passera pas à un économiste, à un technocrate ou à un politicien – pour ne prendre que trois cas de candidatures crédibles, en-dehors des francs-tireurs et des agités – mais à l'orateur de la "renaissance africaine". L'énigmatique personnage dont la presse internationale veut nous faire accroire l'existence n'a rien d'une énigme : il parle. Encore faut-il savoir l'écouter, sans être assourdi par les fracas médiatiques de Winnie Mandela. Que dit-il, et souvent ? Des choses très simples : l'Afrique du Sud est un *exemple* pour le continent, cet exemple

Robben Island

Cette île de la baie de la Table, à la pointe sud du continent, devant laquelle passent maintenant les vaisseaux de croisière venus faire relâche au Cap, est le symbole de l'Afrique du Sud d'après l'apartheid. C'est là que Nelson Mandela fut emprisonné de 1962 à 1982, sous le matricule 488/64.

L'île possède une longue histoire, étroitement liée à la naissance de la colonie du Cap et de l'Afrique du Sud. Après que Bartholomé Diaz eut doublé en 1488* le cap des Tempêtes – plus tard rebaptisé cap de Bonne-Espérance – et achevé son tour du monde, Robben Eiland ("l'île aux Phoques", en hollandais) servit de bagne, d'asile d'aliénés et de léproserie, puis de prison de haute sécurité pour les internés politiques, de 1961 à 1991. Son histoire se confond avec celle des luttes de libération. C'est là, en effet, qu'en 1658 le premier chef aborigène révolté contre la Compagnie des Indes, Autshumato, fut relégué par le gouverneur Jan van Riebeck. C'est là aussi que la tradition islamique sud-africaine plonge l'une de ses racines les plus anciennes : le premier imam du Cap, Tuan Guru, prince de Tidore, exilé par les Hollandais, y composa le premier traité de mystique musulmane publié en Afrique du Sud ; l'île abrite le mausolée d'un autre saint, Sheik Madura, raja de Madura, et apparaît ainsi comme l'un des grains d'un chapelet sacré que déclinent autour du Cap les tombes ou *kramat* des imams d'antan. Dans la tradition xhosa, Robben Island n'est autre que l'île de Makhanda, du nom d'un chef xhosa qui prit les armes en 1819 contre les forces d'occupation anglaises au Cap oriental.

D'Autshumato à Mandela, la filiation est tracée dans ses schistes battus en hiver par les vents glacés venus de l'Antarctique, balayés en été par le sirocco. Aujourd'hui, l'île a été érigée en musée de la Libération.

* L'année 1488 a été retenue comme la date symbolique de la fondation de l'Afrique du Sud coloniale.

implique un sens des responsabilités, ces responsabilités ne se traduisent pas par une ingérence tous azimuts, l'horizon africain est celui d'une nouvelle génération qui entend "prendre le virage", ce virage est celui de la démocratie effective, cette efficacité se fonde aussi sur une croissance soutenue, cette croissance ne peut venir que de l'exploitation concertée des ressources minières du continent, du libre marché et de l'accès rapide aux informations, ces libertés réelles permettront une "réinsertion" du continent dans le monde. Pragmatisme politique. À chacun de juger. Ce qui importe plutôt, c'est le ton calme et posé, le style sans emphase, la clarté de l'expression. Là réside aussi un sens de la "renaissance africaine". Savoir parler le langage de l'Autre, celui des États-Unis ou de l'Union européenne, en sachant que ce langage recouvre un projet politique d'envergure. La rhétorique de la "renaissance" est fondamentalement une rhétorique du *process*, un terme qui scande le discours politique et civil sud-africain, un art de se parler afin de résoudre les différends par la seule négociation. C'est la projection au niveau international du processus par lequel l'Afrique du Sud est "renée" à soi-même.

Mais comment prendre la mesure de cette "renaissance" et des ambitions qu'elle recèle, et par lesquelles l'exception sud-africaine va peu à peu faire partie de notre horizon politique, sans évaluer la distance parcourue depuis cette journée ensoleillée de mai 1994, lorsque Nelson Mandela apparut au balcon de l'hôtel de ville du Cap – "tout nouveau, tout beau, sorti d'un paquet cadeau", plaisanta Desmond Tutu qui faisait office de maître des cérémonies ?

VI

La politique et l'éthique

Où il est question de Nelson Mandela.

Lorsqu'en février 1990, on annonce que Nelson Mandela, le prisonnier politique le plus célèbre peut-être à l'époque, va enfin quitter sa dernière prison[1], un vent de panique souffle sur les rédactions des journaux. Photo ! Qui a une photo de Mandela ? Une photo récente, cela s'entend, pas les fameux clichés pris lors du procès, vingt-huit ans auparavant. Les lois de censure frappaient aussi la publication des photos ou des portraits des chefs de la résistance. Le magazine *Time* monte au créneau. Son "artiste", comme on dit dans le métier, invente un portrait. Le croquis est fascinant : il ne ressemble en rien au personnage à la fois jubilant et sévère, "noble" serait le meilleur terme à la façon des hidalgos du Greco, qui franchira les portes de la prison. Oui, mais ce portrait imaginaire en dit long sur l'image qu'on pouvait se faire de Mandela. Il s'agit d'un portrait d'idées. Sur la couverture ratée, sublimement ratée, de *Time*, les lecteurs découvrent Nelson Mandela – et je reste persuadé que bien des lecteurs de l'Utah ou de l'Ohio croient toujours que c'est à cela qu'il ressemble, peu importe : le visage est carré, les mâchoires fermes, le cou solidement planté sur des épaules de boxeur, les yeux un peu lourds... On lui donnerait la belle cinquantaine et, trait révélateur, ce Nelson Mandela de papier a le teint presque clair. *Time* a produit l'homme politique noir idéal pour les

1. Un centre de détention situé à la campagne, dans une riche région maraîchère. Mandela y avait été transféré en 1988, après être passé en 1982 de Robben Island au centre de Pollsmoor, à Constantia, le Neuilly du Cap, où se dresse encore l'orgueilleux manoir baroque des gouverneurs hollandais.

Américains : ni trop blanc ni trop noir, ni trop vieux ni trop jeune, ni trop autoritaire ni trop victime, un béni-ni-ni. Un croisement révélateur mais scandaleux entre Mihail Gorbatchev et Colin Powell. L'homme qui, comme Napoléon quittant l'île d'Elbe ou De Gaulle descendant les Champs-Élysées à la Libération, commence une lente procession, d'acclamations en acclamations, menant de sa prison à la place de l'hôtel de ville du Cap, la *Grand Parade*, est simplement unique en son genre. La diplomatie américaine, on l'a vu, n'a pas encore complètement absorbé le choc.

Voici donc quelques portraits de Nelson Mandela qui, comme une galerie de tableaux consacrée à un seul sujet, permettent de saisir, plus que de longues théories, le "vif du sujet". Oublions *Time* et gardons l'œil d'un peintre.



Juillet 1996, Nelson Mandela en visite d'État à Paris. À la Sorbonne, il reçoit l'épitoge de docteur *honoris causa*, deux bandes de soie rouge et bleue barrées de trois rangs d'hermine. Le visage est sévère, le cheveu argenté. Toutes les universités du monde s'arrachent son consentement, l'impétrant a l'habitude. Et pourtant, il entre dans le jeu du décorum et des apprêts – alors qu'il aurait pu, comme lors de la remise des insignes de grand-croix de l'ordre de Bonne-Espérance à Jacques Chirac, arborer l'une de ses chemises à la Christian Lacroix. Sous les lambris du palais, l'or de la chemise avait ce je ne sais quoi de "politique". Entre hommes d'État, on projette aussi des images de pouvoir, et le costume croisé sombre n'est pas toujours la meilleure manière d'affirmer sa présence. Mais, en Sorbonne, où cravate et costume sont sans signification particulière, autant ne pas faire état de cette différence-là. C'est ce qui s'appelle le sens des distinctions.

Mars 1997, Mandela reçoit Mme Clinton qui, devant les étudiants de l'université du Cap, sonne la charge des allitérations présidentielles en affirmant que la leçon de réconciliation sud-africaine résonne dans "les rues de Belfast, les sillons de sang du Burundi, les campagnes de Bosnie". Mandela l'accueille, en chemise imprimée

bleue, décontracté, souriant, paternel. Sa rencontre avec Lady Diana fut du même ton, plus chaleureuse : "C'est une femme exceptionnelle", déclara-t-il. Paternel, de nouveau. Autre tableau : Bill Gates, le patron de Microsoft, arrive en Afrique du Sud dont il entend faire la tête de pont pour ses opérations sur le continent[2]. Chemise jaune à impressions éthiopiennes pour le président sud-africain, affreux costume gris bleu et cravate marron agrémentée de pastilles bleues pour l'homme le plus riche du monde (*dixit* la presse). Mandela ramène les choses à leurs justes proportions : "Je suis un gosse de la campagne. [...] Lorsque j'ai vu pour la première fois, en prison, un ordinateur, j'ai eu le réflexe de m'enfuir." Il n'a pas la prétention de s'y connaître, mais il sait que cette rencontre est également un effet de marketing pour Gates. Alors, autant dire ce que pensent tous ceux qui voient un ordinateur pour la première fois. Même stratégie chaque fois qu'un Américain débarque : respecter leur sens des affaires et ne leur donner que ce qu'il convient, pas plus. La chemise qu'il arborait pour l'ouverture d'un Planet Hollywood, la chaîne de restaurants à la gloire du cinéma dont c'est le premier sur le continent, est judicieusement choisie : jeune, années soixante-dix. Et le voici amoureux. Depuis plus d'un an, sa compagne est la veuve de Samora Machel, Grace Machel, ambassadrice de bonne volonté pour l'Unicef. Couple discret. Et pourtant Mandela accepte de donner une interview, avec photo (la chemise est à fleurs ce jour-là), au cours de laquelle il déclare simplement – à soixante-dix-huit ans : "C'est merveilleux d'être amoureux." La journaliste : "À quand le mariage ?" Lui : "Oh ! ma chère enfant, je suis déjà assez heureux comme cela. Quand vais-je me marier ? Je ne sais pas." Dernier portrait, revue navale. La Marine fête ses soixante-quinze ans, trente-cinq amiraux venus des sept mers sont présents. Mandela, à côté du chef d'état-major de la Marine – en grand uniforme blanc, constellé de décorations – salue, bénin et souriant, en

---

2. L'Afrique du Sud est le pays le plus développé, et de loin, en Afrique dans le domaine d'Internet (rapport 1998 sur la compétitivité en Afrique, World Economic Forum).

costume sombre... une casquette de base-ball à la main. Habile compromis, à l'américaine. Que conclure de ces portraits, sinon que Nelson Mandela possède l'art de mettre le public de son côté tout en affirmant, par de légers décalages, ce qu'il pense ? C'est l'art de la parade et de la négociation : pour mieux comprendre votre interlocuteur, commencez par vous mettre à sa place et, *de sa place*, affirmez la vôtre. Le coup de la chemise, en d'autres termes.



Il faut toutefois aller au delà des images et essayer de retracer les contours intérieurs, pour ainsi dire, du portrait qu'elles révèlent. Une évidence s'impose : les grands acteurs de la révolution négociée quittent l'un après l'autre la scène, de leur plein gré. De Klerk s'est retiré de la vie publique en 1997, Tutu aura clôturé les travaux de la Commission qu'il préside à la mi-1998, Mandela ne se représentera pas aux élections présidentielles de 1999. Une nouvelle génération entre en scène, à pas comptés. Non seulement il est rare de voir un chef historique passer la main après seulement cinq ans au pouvoir, en préparant soigneusement sa succession et sans faire pour autant aucune concession ni à ses adversaires ni à ses alliés, mais il est encore plus rare d'assister au départ volontaire d'un fondateur. Le discours lu, durant quatre heures, par Mandela au congrès de l'ANC en décembre 1997, où il annonça officiellement sa retraite, mettait les choses au point : c'était un bilan complet et laborieux, une somme d'action. Quatre heures, ce n'est pas dans le style de Nelson Mandela. Ses discours les plus importants sont brefs, incisifs, émouvants. Le discours qu'il faut aller reprendre, afin de saisir ce portrait intérieur d'un homme d'État qui procéda à la fondation d'une nation – ni plus ni moins, et c'est immense –, Mandela le prononça lors de son investiture présidentielle, en 1994. Dans ce discours se concentrent tous les traits du personnage, ici apparaît le ressort de sa politique, en lui se magnifie, comme sous un verre grossissant, le profil de l'homme. Les Anciens nommaient tout ce faisceau d'éléments qui font qu'un homme d'État est d'État

comme on était d'Église sous l'Ancien Régime, et pas seulement un politicien de comices agricoles : l'éthique *(ethos)*, le "niveau moral" en quelque sorte auquel un homme public se situe et entend amener ses concitoyens, par le discours et par l'exemple.

Le 24 mai 1994, devant le nouveau Parlement qui vient de l'élire à la présidence de la République, Nelson Mandela prononce son discours de politique générale. Cette intervention parlementaire s'inscrit dans une suite oratoire, comme on parle d'une "suite" de Bach : le discours lancé "au peuple" depuis le balcon de l'hôtel de ville du Cap, juste après son élection du 9 mai et, le lendemain, le discours d'investiture proprement dit, prononcé au siège de l'exécutif, les Union Buildings de Pretoria[3]. Chacun des discours de cette trilogie offre sa propre stratégie de communication, et la trilogie elle-même est une stratégie de représentation de la nouvelle nation. Disons simplement que les discours du 9 et du 10 mai se tiennent, du point de vue du public auquel Mandela s'adresse, aux antipodes l'un de l'autre. Les journaux ne manquèrent pas de rapporter que le discours du Cap ("orchestré" par Tutu) se déroula dans une atmosphère de kermesse, de fête populaire, avec bannières, chanteurs des rues, vendeurs de haschich, danses spontanées – un "concert" populaire en effet ; alors que le discours de Pretoria, adressé aux dignitaires étrangers et locaux, avec ses serments solennels, ses lâchers de colombes, ses chœurs et ses hymnes, était un véritable rituel *urbi et orbi*. Ici, la nation sud-africaine, réelle, vivante, bruyante et libre – là, les nations du monde représentées dans un décorum presque pontifical par leurs princes et présidents. Mais deux semaines plus tard, le 24 mai, le président, qui assume aussi la direction du cabinet, comme le président américain, prononce devant le Parlement son discours de politique générale. Face à face, ce jour-là, un homme qui "est" sa nation et des députés et sénateurs qui, élus pour la première fois par l'ensemble de la nation, "sont"

---

3. Amphithéâtre à colonnades, imité de Saint-Pierre de Rome et bâti au sommet d'une colline par les architectes de l'Empire britannique qui iront ensuite inventer, dessiner et construire la Nouvelle-Delhi du Raj anglais.

aussi la nation. Un "parlement", après tout, c'est ce corps élu qui "parle pour" le corps de la nation. Face à face, deux légitimités. Ou, pour revenir sur la trilogie des publics, la foule, les nations, la nation-Parlement. À chaque fois, Mandela se présente et accomplit, devant une modulation différente de cette nation enfin réunie, une "performance".

Il est clair que Mandela et les parlementaires incarnent deux modes de la représentation par la parole publique de cette nation d'exception : Mandela est porteur de "charisme", outre qu'il est élu, les députés sont "élus". Sans jouer sur les mots, si les parlementaires sont des élus, Mandela, lui, est "l'élu". Or l'art de Mandela, son "éthique", est d'opérer le consensus national sans jamais donner l'impression du verbiage parlementaire. Il parle sûrement. Et dans ce discours du 24 mai, devant la nation-Parlement, il donne forme à la nation. Il existe, dans l'Histoire, de tels moments où un orateur, par la parole seule, "accouche" de sa nation : l'Appel du 18 juin "convoquait" la nation française à se relever – le vocabulaire de l'éloquence politique est étonnamment proche du vocabulaire de l'enfantement : on donne naissance à un discours comme on donne naissance à un enfant, la parole relève des idées, comme il existe des relevailles... Le discours du 24 mai se trouve en fait au confluent d'un triple genre politique : il s'agit à la fois d'un discours de Premier ministre, d'un discours sur l'état de la Nation à la façon américaine, mais aussi de retrouvailles avec le discours du trône prononcé par le souverain britannique devant son Parlement ; non sans ironie, Mandela renoue avec cette tradition, par delà le régime illégitime de l'apartheid. Cette triple couronne oratoire le place au centre de la nation. Pour la première fois en effet, un homme peut, en Afrique du Sud, parler à la fois d'un "état de la nation" et parler pour elle tout entière puisque, sous l'ancien régime, s'il y avait une entité nommée "Afrique du Sud", il n'y avait cependant pas de "nation sud-africaine" mais, de l'aveu même de l'oligarchie raciale, des "races", des "ethnies" ; pas d'État mais des États : l'Afrique du Sud, les bantoustans libres, les bantoustans sous tutelle. Pour la première fois, un président librement élu peut s'adresser librement à des citoyens libres.

Nelson Mandela

Le père de l'Afrique du Sud est né en 1918 près d'Umtata, au Cap oriental, dans la région xhosa du futur bantoustan du Transkei. D'abord prénommé Rolihlahla, du clan Madiba – son surnom de nos jours –, il devient Nelson à l'école de mission. Après avoir commencé des études de lettres à l'université Fort Hare*, il obtient une licence en droit à l'université du Witwatersrand**. Marié une première fois avec Evelyne, dont il a trois enfants, il divorce en 1955 et se remarie en 1958 avec Nomzamo Winifred Madikizela – Winnie Mandela, dont il se sépare en 1992 (le divorce est prononcé en 1996). Il partage actuellement la vie de Mme Grace Machel.

Nelson Mandela s'engage à fond dans l'ANC. Poursuivi pour haute trahison en 1961 et acquitté, il passe dans la résistance secrète et met sur pied la branche armée de l'ANC, l'umKhonto weSizwe (la "Lance de la nation"). Arrêté en 1962 pour incitation à la grève et usage d'un passeport périmé, il est condamné à cinq ans de prison et aussitôt inculpé de sabotage et de complot contre la sûreté de l'État. Le procès dit de Rivonia se conclut par une condamnation à la réclusion perpétuelle. Si l'on en croit les commentateurs, seule l'incurie de l'avocat général, Percy Yutar, permit à Mandela d'échapper à la peine de mort, habituelle en ces sortes d'affaires.

Emprisonné à Robben Island jusqu'en mars 1982, Mandela est ensuite transféré au Cap puis, six ans plus tard, installé dans l'arrière-pays, tandis que le régime vacille sur ses bases. Le 11 février 1990, il est enfin libéré après vingt-huit ans de détention. En 1993, il reçoit les lauriers du prix Nobel de la paix, en compagnie de F.W. De Klerk. Élu président de la République en avril 1994, il annonce dès décembre 1997 qu'il compte se retirer des affaires à l'expiration de son mandat, en mai 1999.

* La plus prestigieuse des universités dites "historiquement noires".
** Grande université libérale de tradition britannique, issue de l'École des Mines de Johannesburg.

Pour indiquer ce basculement Mandela, dès l'ouverture de son discours, a recours à une formule étonnante. Il prend un ton prophétique et projette dans le futur ce que sera cette nation – cette nation qui tire sa reconnaissance d'élections générales récentes. Elle possède à peine un passé. Mandela :

> Le temps viendra où notre nation honorera la mémoire de tous ses fils et filles, mères et pères, jeunes et enfants qui, par leurs pensées et leurs actions, nous ont donné le droit d'affirmer avec fierté que nous sommes sud-africains, que nous sommes africains et que nous sommes des citoyens du monde.

Dans le balancement classique de la phrase, Mandela offre l'image dynamique d'une nation déjà dotée d'un avenir et qui, se retournant vers son passé le plus ancien, donne à celui qui parle pour elle, maintenant, le droit de parler d'elle. Il renverse la chronologie par l'éthique : il met à niveau les générations. Pourquoi ? Afin que cette nation, devant qui il s'exprime, "se ressente" comme nation. Il ne suffit pas de voter, il faut aussi "sentir" que quelque chose a été accompli. C'est là la fonction "éthique" d'un orateur politique. Et l'on imagine mal le silence qui monta dans les restaurants, les magasins, les stations-service, qui emplit les rues, qui se leva sur le *bush* du Transvaal, les champs verdoyants du Natal et les plages du Cap, lorsque ces paroles commencèrent de s'écouler, légèrement rauques, affectées d'un imperceptible *staccato,* scandées, musicales, parole de la nation emplissant la terre, les champs, les villes. Les Grecs disaient que la parole politique est une "musique".

Mandela change alors imperceptiblement de registre. Il cite, à la surprise de tous, une poétesse afrikaans, Ingrid Jonker. Qui est-elle ? La fille du maître d'œuvre de la censure au début des années soixante. Elle se suicida, pour rompre. Et le poème ? Un texte dont les vicissitudes attestent de cette censure : titre habituel (censuré), *L'Enfant,* titre original, *L'Enfant tué par balles par des soldats à Nyanga.* Voici comment Mandela introduit la citation (dans la version anglaise, non censurée) :

> Les certitudes qui viennent avec l'âge m'assurent que [parmi ces "filles", "jeunes"...] se trouve une femme afrikaner qui transcenda une existence particulière et devint une Sud-Africaine, une Africaine, une citoyenne du monde.

Reprise du balancement oratoire. À quelle fin ? Afin de souligner que la réconciliation de la nation a déjà eu lieu et qu'il suffit aux mécontents, qu'il a de nouveau tancés lors de son discours d'adieu, de réfléchir à leur propre place dans leur propre histoire pour comprendre qu'il est possible d'accomplir une réforme intérieure sans avoir à se suicider devant une situation sans espoir. Plus simplement encore, Mandela dit aux Afrikaners que le plus dur est déjà derrière eux, que la "conversion" a eu lieu. Ce terme n'est pas jeté au hasard : Tutu compare souvent le changement de cœur des anciens oligarques à une "conversion" religieuse, un chemin de Damas. Vrai ou non, peu importe. Le fait demeure qu'un tel langage, dans une société pétrie de valeurs et de vocabulaire religieux, porte haut et fort. Après cela, Mandela peut décliner les lieux communs du management politique : avec méthode, il parle social, économie, investissements, il dit les mots qu'il lui faut dire, "intégration, capacité, partenariat, coopération". Mais ces mots-là s'enclenchent sur la première partie du discours dont ils sont les miettes aux oiseaux. L'essentiel est déjà dit, la semence de discours vient germer. La nation est née, dans cette "vision" de mots. Le reste, c'est de l'ordre de la gestion.



Idéaliste ? Certainement pas. Car la nation que Mandela fait jaillir sous les yeux de ses auditeurs n'est pas celle que l'on attendait. Pour mesurer cette surprise, il faut comprendre une différence de terminologie entre De Klerk et Mandela – car sans cette différence, les termes tels que "coopération" et "partenariat" restent équivoques et se prêtent à toutes les manipulations : on a pu en effet les voir naguère s'appliquer à une gestion de l'apartheid – on appelait cela "société plurielle"... Quel est d'abord l'enjeu de cette différence de *mots* ?

Mandela parle

Le 24 mai 1994, du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, Nelson Mandela s'adresse à la nouvelle nation sud-africaine. L'exorde et la péroraison de son discours résument l'esprit de la "révolution fraternelle" : le retour de l'Afrique du Sud dans le concert des nations et ce qu'il nomme une "vision".

> Le temps viendra où notre nation honorera la mémoire de tous ses fils et filles, mères et pères, jeunes et enfants qui, par leurs pensées et leurs actions, nous ont donné le droit d'affirmer avec fierté que nous sommes sud-africains, que nous sommes africains et que nous sommes citoyens du monde. [...]
>
> Demain, Jour de l'Afrique*, notre nouveau drapeau sera solennellement hissé devant le siège de l'OUA** à Addis Abeba. [...] Demain, Jour de l'Afrique, le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira pour lever les dernières sanctions contre l'Afrique du Sud. [...] Hier, le gouvernement a résolu de poser la candidature de notre pays au Commonwealth. [...]
>
> Nous savons quelle est la leçon de nos blessures : elles disent ce que l'humanité doit s'interdire de faire. Nous comprenons la leçon de nos victoires : elles disent à quelle plus grande victoire le génie humain peut atteindre.
>
> Dans nos rêves, nous voyons notre pays tout ensemble, jouant sur nos terrains de sport, se reposant et s'enrichissant dans nos théâtres, nos musées, sur nos plages, nos montagnes, dans nos campagnes et nos parcs, dans une ambiance de paix, de sécurité et de confort.
>
> Ce brillant avenir est au bout d'une rude et laborieuse traversée, accomplie collectivement : la création d'une société centrée sur l'être humain, dont notre Plan de reconstruction et de développement*** recèle la vision.
>
> Tous ensemble, maintenant, au travail !

* Fête des Nations Unies.
** Organisation de l'Unité africaine.
*** Titre officiel du programme de reconstruction nationale.

La suivante : Mandela annule purement et simplement le régime précédent. Quelle est cette différence ? Un adjectif. Lequel ? *New*, "nouveau, nouvelle". De Klerk ne parle jamais que de la *New South Africa*, la "nouvelle Afrique du Sud" – une expression peut-être calquée sur le *New Deal* rooseveltien. Pour lui, il y a nouvelle donne et on règle l'affaire – au double sens de *deal* : une donne de cartes et un "tope-là mon ami". Mais il peut, plus profondément, croire en cet adjectif parce qu'il présume toujours l'existence sans discontinuité de l'"Afrique du Sud". Pour De Klerk, légaliste jusqu'au bout des ongles, il n' y a pas eu de rupture. Pour certains observateurs, l'un des moments les plus absurdes de la transition fut cette période de janvier à avril 1994 durant laquelle, en droit, De Klerk gouvernait mais, en fait, ne pouvait prendre aucune décision importante. Jamais l'oligarchie raciale n'avait envisagé un interrègne sous tutelle de l'ONU. La vacance de l'État n'était pas envisageable. Pourquoi ? Afin d'affirmer – en y croyant, n'en doutons pas – que la "nation" sud-africaine a toujours existé, même lorsque 90 % de ses "nationaux" n'étaient pas "citoyens". En retour, dans la "nouvelle" nation, l'ancienne minorité qui jouissait des doubles droits de nationalité et de citoyenneté[4] trouve sa place immédiatement, sans aucune "conversion". Pour Nelson Mandela, au contraire, il ne peut pas y avoir deux Afriques du Sud, la "nouvelle" et puis... comment donc la nommer, l'"ancienne" ? Il n'existe qu'une seule et même nation qui naît au moment des élections mais qui, comme l'illustre son discours, est déjà parée d'un avenir et d'un passé. Dans le *Contrat social*, Rousseau en vient presque à dire que cet instant où un Législateur apparaît, en qui se concrétise la souveraineté et qui lui donne forme par une loi fondatrice, qui lui prête sa voix, est un instant miraculeux, le moment quasi incompréhensible où se constitue une démocratie.

Nelson Mandela présente bien des traits du Législateur selon Rousseau. Le moindre n'est pas que, comme le Législateur, une fois le travail accompli, il se retire, laissant à d'autres la gestion du pays.

---

4. Cette distinction, qui peut paraître odieuse, fut également mise en œuvre à propos des Juifs, par exemple, en Allemagne nazie, jusqu'à l'Holocauste.

Les nations ne peuvent connaître l'héroïsme politique qu'à petites doses, à des moments extraordinaires. Homme d'exception, Nelson Mandela a mis au jour une nation d'exception. Le plus difficile et le plus trivial reste à faire cependant : accepter le quotidien du politique et, sans oublier le "sens de l'exception" que j'évoquais en introduction, tel un garde-fou ou un lieu de mémoire, une sorte de Panthéon intérieur à la mémoire collective, passer à l'ordinaire d'une démocratie.



Desmond Tutu, accomplissant un pèlerinage à Robben Island où tant de prisonniers politiques passèrent tant d'années, et rebaptisant l'île, en rade de la baie de la Table telle une arche à son ancre, "île de la Foi" (au sens fort de "confiance"), eut le mot juste : "inspiration".

Il existe en effet des républiques qui érigent des panthéons à leurs grands hommes et fabriquent des liturgies d'État consacrant une mémoire plus officielle que collective – le Panthéon à Paris, le Lincoln Memorial –, des cérémonies à qui seules les catastrophes nationales, les révolutions ou les mouvements populaires insufflent, de temps à autre, un sentiment de réalité. Il existe maintenant, au bout de l'Afrique, une république dont le panthéon n'est qu'un ancien bagne, une "humble masure", pour citer Rousseau, où passe "l'inspiration" de la démocratie. L'inspiration ? Le souffle qui essaime sur les eaux lors de la Création, ou le souffle d'un peuple qui crée une nation. Le souffle qui passe sur la carrière de Robben Island, le souffle qui sème ses souvenirs dans les imaginations des écolières en jupe plissée, nattes noires et chemisette blanche, et le souffle marin qui se mêle aux cris de ces goélands que, jadis, leurs pères, dans la cour de la prison, regardaient s'envoler vers la montagne de la Table, majestueusement accroupie, telle une lionne selon Leconte de Lisle, au rebord du finistère africain. La politique participe aussi d'une géographie de l'esprit. Les Sud-Africains le savent. Écoutons-les.

POSTFACE

Desmond Tutu parle

EN 1994, la transformation du régime d'apartheid est en cours. Desmond Tutu prend la parole tout au long de ces mois cruciaux qui voient l'oligarchie raciale baisser pavillon et la démocratie sud-africaine hisser ses couleurs. Homme d'Église, homme d'État, homme d'éloquence, Tutu incarne l'antique magistère que saint Paul – son modèle – donnait à la vocation apostolique : être un porte-parole de la vérité.

Au fil des discours prononcés dans la période qui va de la libération de Nelson Mandela, en février 1990, jusqu'aux élections d'avril 1994, on peut suivre la formation d'une pensée de la démocratie. La confluence du langage religieux et des exigences politiques est rare, riche et surprenante. C'est Tutu qui trouve, dans la Bible, l'idée que la révolution fraternelle de 1994 est un "miracle". Sur cette base, il énonce les thèmes fondateurs de la nouvelle Afrique du Sud. Plus que de sermons ou de discours, c'est bien d'un "bréviaire" politique qu'il s'agit. Le retentissement de ces allocutions fut à la mesure du prestige de l'orateur et de l'enthousiasme qui saisit tout le pays[1].



1. Les textes qui suivent, présentés dans une traduction inédite, sont extraits du sermon d'action de grâce pour la libération de Nelson Mandela, le 6 mars 1990, en la cathédrale métropolitaine Saint-Georges-le-Martyr ; du sermon dominical du 24 avril 1994, diffusé en direct ; du discours de présentation de Nelson Mandela, le 9 mai 1994, au balcon de l'hôtel de ville du Cap ; de la prière œcuménique prononcée le 10 mai 1994 à Pretoria, lors de la prestation de serment du président Mandela et de ses deux vice-présidents.

Un miracle politique

ON RACONTE L'HISTOIRE d'un homme qui conduisait sur une route de montagne. La voiture dérape et tombe dans un précipice. L'homme est éjecté, mais il parvient à agripper une petite branche. Quand il se rend compte qu'il est toujours vivant, il hurle : "Au secours ! Est-ce qu'il y a quelqu'un là-haut ?" Une voix tombe du ciel : "Oui, mon fils. Tu me fais confiance ?" Il répond : "Oui ! – Eh bien, lâche la branche et je te rattraperai en bas." Il regarde vers le fond du ravin. Un petit silence. Et puis : "Au secours ! Est-ce qu'il y a quelqu'un d'autre là-haut ?"

Après tout ce qui s'est passé dans notre pays, nous devrions demander pardon d'avoir douté que Dieu était bien là, que Dieu nous voyait, que Dieu nous entendait, que Dieu savait les souffrances, l'injustice et l'oppression. Des gens jetés en prison, mis au cachot, torturés. Des gens exilés, des gens assassinés. Tout cela, je vous le dis, a touché Dieu. Mais Dieu paraissait indifférent, Il paraissait impuissant. [...]

Cette cathédrale racontera un jour tous nos gestes et toutes nos histoires. Elle racontera comment la police et l'armée ont profané ce lieu saint[2]. Cette cathédrale parlera des rassemblements que nous tenions lorsque nos organisations décidèrent de sortir du bannissement. Cette cathédrale dira le commencement de cette grande et belle marche, en septembre[3]. Le peuple en marche, à Johannesburg, à Durban[4], à Cérès[5], partout !

Souvenez-vous de ce que nous disions ici même : ce monde est le royaume de Dieu. "Dieu est à la barre", comme nous disions. Parfois, nous répétions ces mots comme quelqu'un qui siffle dans

2. En septembre 1989, la police pénétra de force dans la cathédrale, qui dut être reconsacrée. Il y eut par la suite vingt morts, et deux millions de Sud-Africains se mirent en grève.

3. La plus grande manifestation publique depuis les années soixante : 30 000 personnes participèrent à une marche qui commença au Cap et se poursuivit dans le reste du pays.

4. Capitale du KwaZulu Natal, sur l'océan Indien.

5. Petite ville de l'arrière-pays, célèbre pour ses fruits.

l'obscurité pour avoir moins peur. Mais souvenez-vous, je vous le disais : ils mordront la poussière ! Je le répétais tellement que cela paraissait un mensonge. Ha ! Regardez ce qui s'est passé : en Europe de l'Est, ils sont tombés comme des pantins, comme des poupées de son. Ils ont mordu la poussière !

Quels événements extraordinaires, n'est-ce pas ? Nous avons vu un président de la République dire des choses inimaginables[6]. Est-ce un rêve que nous faisons tout éveillés ? Hier encore, on tuait les porte-drapeaux de l'ANC et aujourd'hui, à la télévision, ce même drapeau ! Mais, autant que je le sache, le ciel est toujours au-dessus de nos têtes. [...]

Avez-vous remarqué combien de Blancs, jadis apeurés, marchent maintenant plus droits, les épaules redressées ? Il y a, je vous le dis, une nouvelle fierté d'être sud-africain. Parce que les choses que nous avons répétées sans cesse sont en train de se réaliser. [...]

Allons, mes amis, allons ! Rendons grâce pour le commencement de la fin de l'apartheid, l'aurore de la nouvelle Afrique du Sud. Nous sommes ici rassemblés pour remercier Dieu d'avoir rendu possible tout ce dont nous rêvions.



MON TEXTE est pris dans le psaume 77, verset 15, lorsque le psalmiste exulte et s'exclame : "C'est toi, le Dieu qui a fait le miracle !" Oui, nous tous aujourd'hui, nous devrions dire *Amen*, surtout après le miracle de mardi dernier qui vit l'IFP[7] se joindre au processus électoral, et bien plus encore lorsque nous considérons où nous en sommes aujourd'hui. Voici : mercredi et jeudi prochain, nous voterons pour la première fois dans une Afrique du Sud démocratique. Ha ! Absolument incroyable ! Miraculeux ! Oui, quel Dieu de puissance servons-nous ! Le Dieu des surprises, le Dieu qui laisse se dérouler sous nos yeux des miracles.

---

6. Allusion au discours de F.W. De Klerk annonçant la libération de Nelson Mandela, en février 1990.

7. Parti inkhata de la Liberté, pour l'essentiel zoulou.

En ces jours historiques qui s'annoncent, vous et moi, nous tous, Noirs et Blancs, nous irons voter – la majorité d'entre nous pour la première fois. Vous et moi, nous tous Sud-Africains, Noirs et Blancs ensemble, nous allons signer d'une croix[8]. Il y a près de 2000 ans, Dieu signa déjà d'une croix car Il nous donna son fils unique pour qu'il meure sur la Croix. "Dieu nous a tant aimés, dit saint Jean l'Évangéliste, qu'Il a donné son fils unique, le Bon Berger, pour qu'il nous fasse don de sa vie." La croix est la marque que Dieu a choisie pour être notre Dieu, qu'Il a choisie pour être à nos côtés contre le Mal, contre le péché, contre la mort, contre le démon. La croix est la marque de Dieu, de son profond amour pour nous, pour vous, pour moi. [...]

Nous tous, Noirs et Blancs ensemble, nous appartenons à la famille de Dieu. Nous sommes frères et sœurs, nous ne faisons qu'un. [...] Par la croix, Dieu a dit *non* au racisme, à l'injustice, à l'oppression. Car le racisme est un péché, et voilà pourquoi nous appelons notre peuple entier à ne pas voter pour des partis qui exploitent les peurs et les préjugés racistes. [...]

La vie continue après le 28 avril[9]. Nous avons tous été blessés, traumatisés par le démon de l'apartheid. Nous sommes l'Église de Dieu et nous devons tous guérir, nous devons verser du baume sur les plaies ouvertes par ce système démoniaque. Soyons des sources d'amour, de paix, de justice, de réconciliation. Déclarons que nous avons été faits pour vivre ensemble, que nous ne formons qu'une seule famille, que nous sommes libres désormais – nous tous, Noirs et Blancs ensemble, nous, le peuple arc-en-ciel de Dieu. Faisons de cette démocratie une réussite : nous allons le faire. Parce que notre pays est formidable, et notre peuple est formidable. Dieu, qui renouvelle chaque chose, va faire de nous un peuple nouveau, uni dans une Afrique du Sud nouvelle. Quand nous y aurons réussi – non pas *si*, mais *quand* –, nous aurons accompli la volonté de Dieu. Nous serons alors un exemple pour le monde entier et, grâce à nous, d'autres pourront résoudre des problèmes analogues. Ha ! Si Dieu est avec nous, qui sera contre nous ?

---

8. Allusion au bulletin de vote où, à l'américaine, on coche des cases.

9. Date finale des élections générales.



MES AMIS, voici venu le jour que le Seigneur nous a donné, pour notre joie et notre bonheur. Voici venu le jour que nous attendons depuis 300 ans [cris de joie de la foule]. Voici venu le jour de la libération [cris de joie] pour nous tous, Noirs et Blancs ensemble [cris de joie]. Voici venu un jour mémorable [cris de joie].

Mes concitoyens – je peux vraiment vous appeler mes concitoyens car, le 27 et le 28 avril, l'Afrique du Sud a voté et, pour des millions d'entre nous, c'était la première fois. Et un miracle s'est accompli. Nous avons découvert que nous sommes sud-africains [cris de joie], nous avons découvert que nous en sommes fiers [cris de joie]. Hier, au stade de Johannesburg, j'ai chanté *L'Appel*[10] pour la première fois de ma vie, et ça m'a plu. Qui oubliera jamais l'image de Tokyo Sexwale[11] passant en revue la Police nationale et les forces de la Défense ? Une nouvelle Afrique du Sud vient de naître.

Nous avons dit *non*, haut et clair, au racisme. Qu'avons-nous dit au racisme ? [La foule répond : *Non !*] – Qu'avons-nous dit à l'oppression ? – *Non !* – Qu'avons-nous dit à la haine ? – *Non !* – Qu'avons-nous dit à la violence ? – *Non !* – Qu'avons-nous dit à l'asservissement et au sectarisme ? – *Non !* – Et nous avons dit un *oui* franc et massif à la liberté. Qu'avons-nous dit à la liberté ? – *Oui !* – Qu'avons-nous dit à la réconciliation ? – *Oui !* – Qu'avons-nous dit au pardon ? – *Oui !* – Qu'avons-nous dit à la paix ? – *Oui !* – Qu'avons-nous dit à l'union ? – *Oui !*

Avec nos cultures, nos races, nos langues différentes, nous sommes devenus une seule nation. Nous sommes le peuple arc-en-ciel de Dieu. Un homme, à lui seul, incarne ce nouvel esprit de réconciliation et d'union. Un homme, à lui seul, est un exemple

---

10. Hymne de l'ancien régime, devenu l'un des deux hymnes officiels d'Afrique du Sud (cf. encadré p. 29).

11. Ancien guérillero de l'ANC, devenu Premier ministre et fondateur du Gauteng, la nouvelle province créée autour de Johannesburg.

pour nous tous, un homme, à lui seul, est un exemple pour le monde entier. Mesdames et Messieurs, mes amis, mes concitoyens d'Afrique du Sud, je vous le demande : dites bienvenue à notre nouveau président, tout frais tout beau : Nelson Mandela ! [70 000 personnes l'acclament.]



MERCI, MON DIEU, pour avoir libéré notre pays du racisme et de l'oppression, pour avoir libéré tout notre peuple. Merci pour le courage de ceux qui ont amorcé le changement. Merci pour ceux qui ont sacrifié leur liberté, et même leur vie, dans la lutte pour la justice. Merci pour avoir réuni les ennemis d'hier autour d'une même table de négociations. Merci pour la voie miraculeuse par laquelle Tu as transformé une élection en un acte collectif de naissance d'une nation. [...]

Bénis ce beau pays et ses merveilleux habitants, avec toutes leurs différences de race, de culture, de langue ; qu'il devienne un pays d'allégresse et de joie, de justice et de réconciliation, de paix et d'union, de compassion, de charité et de partage. Nous t'adressons cette prière patriotique au nom de Jésus tout-puissant, mort et ressuscité, qui règne à présent avec Toi, ô Père, et avec le Saint Esprit, un seul Dieu, au siècle des siècles. Amen.

Note bibliographique

L'essai qu'on vient de lire a été écrit pour ce public qu'on appelait, au Grand Siècle, “les honnêtes gens” – curieux des affaires, cultivés, au courant des choses et prêts à débattre d'idées. Il est toutefois le résultat, ou le sublimé au fond de l'alambic universitaire, de recherches entreprises dans le cadre du Center for Rhetoric Studies que je dirige avec mon collègue Yehoshua Gitay, lors de colloques ou de séminaires organisés sous notre égide et tenus au Cap, à Turin, à Haïfa, à San Diego et à Chicago.

Il existe de nombreux ouvrages sur l'Afrique du Sud (mais peu de bons en français, il faut en convenir). Parmi eux, on pourra lire, en français, sur la période récente mais aussi sur les fondements de l'apartheid et les rapports complexes entre la France et l'Afrique du Sud :

– *Institution de la parole en Afrique du Sud*, sous la direction de Philippe-Joseph Salazar. Paris, Collège international de Philosophie, 17, 1997 ;

– *Ethnicité et nation en Afrique du Sud*, sous la direction de Dominique Darbon. Paris-Bordeaux, Karthala-MSHA, 1995 ;

– *La France et l'Afrique du Sud*, sous la direction de Daniel C. Bach. Paris-Nairobi, Karthala-CREDU, 1990 ;

– Philippe-Joseph Salazar, *L'Intrigue raciale. Essai de critique anthropologique. L'Afrique du Sud*. Paris, Méridiens Klincksieck, coll. *Sociologies au quotidien*, 1989.

Ces livres contiennent à leur tour des bibliographies et des renvois à d'autres lectures.

PHILIPPE SALAZAR

Afrique du Sud

La révolution fraternelle

POSTFACE DE DESMOND TUTU

... la manière dont une nation se réconcilie avec son passé et fait la paix avec elle-même.

On ne comprendra pas l'Afrique du Sud de cette fin du millénaire si l'on ne prend pas pleinement conscience du sentiment passionné qu'ont les Sud-Africains d'après l'apartheid d'être uniques – d'être les "enfants du miracle". On ne comprendra pas ce qui se déroule en Afrique du Sud si l'on ne saisit pas que cette société, isolée du reste du continent pendant quarante ans, est passée d'un coup, ou presque, d'une oligarchie raciale, technocratique et autarcique à un état politique rare en Afrique : une démocratie ouverte, de plain-pied, dans l'âge d'Internet.

Parmi les grands changements politiques récents – la révolution iranienne, l'explosion du bloc soviétique, la chute négociée de l'apartheid –, nul n'a produit un tel mouvement de souveraineté populaire. L'Afrique du Sud de Nelson Mandela est un rare phénomène politique, social et culturel, un démenti lancé au visage des commentateurs attitrés, la preuve cinglante que le destin des nations ne relève au fond que d'elles-mêmes.

Homme d'exception, Nelson Mandela a mis au jour une nation d'exception. Il est rare de voir se constituer sous nos yeux un mythe politique et culturel. Il est bon de s'y attarder, dans la mesure où l'engouement pour l'Afrique du Sud est également révélateur des passions politiques de notre propre culture.

La postface se compose d'extraits de discours prononcés par Mgr Desmond Tutu, ancien archevêque d'Afrique australe, compagnon de lutte de Nelson Mandela et salué unanimement comme la conscience morale de la nation. Ces textes traduisent la vision spirituelle portée sur la révolution pacifique qui a mis un terme à l'apartheid.

Philippe Salazar, Life Fellow de l'Université du Cap, en Afrique du Sud, y fut doyen de la Faculté des Lettres.. Actuellement professeur de rhétorique dans la même université, il est également chargé d'enseigner cette discipline aux membres du Parlement sud-africain.

ISBN 2 7056 6360 6

9 782705 663605

90 F

diffusion Seuil

COLLECTION SAVOIR : CULTURES

HERMANN  ÉDITEURS DES SCIENCES ET DES ARTS